



Direction générale des études et des statistiques sectorielles

Annuaire statistique de l'économie et des finances 2020



juillet 2021

Annuaire statistique

de l'économie et des finances

2020

Juillet 2021

AVANT-PROPOS



Dans la vie socioéconomique d'un pays l'information statistique occupe une place importante. Elle constitue un outil d'aide à la décision, indispensable pour la planification, la programmation, la budgétisation et le suivi-évaluation des politiques et stratégies de développement.

Conformément aux recommandations de la Charte africaine de la statistique, le Burkina Faso a retenu comme l'un des défis de la Politique du secteur de la gouvernance économique (PSGE 2018-2027), la production et la diffusion régulière de statistiques économiques et sociales de qualité. En outre, le Burkina Faso a adhéré au Système général de diffusion des données amélioré (SGDD-a) qui vise l'amélioration et la diffusion des données macroéconomiques officielles du pays dans les délais requis.

A ce titre, le Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) à travers la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS), élabore depuis 2013 un annuaire statistique fournissant une série de données sur une période glissante de dix (10) ans dans divers domaines de l'économie et des finances.

La production de l'Annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF) vise principalement à promouvoir la culture statistique au sein de mon département et à assurer le devoir de redevabilité en mettant à la disposition du public des données fiables du domaine de l'économie et des finances.

La présente édition, neuvième du genre, fournit des statistiques sur la période 2011-2020. Dans le but de préserver la qualité des données, son élaboration a été fondée sur une approche participative.

Je remercie tous les acteurs qui ont œuvré à l'élaboration de cette édition de l'annuaire et particulièrement, tous les partenaires pour leurs assistances technique et financière à la production de ce document.

Par ailleurs, j'invite l'ensemble des structures à conjuguer davantage leurs efforts afin de relever les défis qui s'imposent au Ministère en matière de production statistique. Je les exhorte également à entretenir des relations de travail et de collaboration, de sorte à favoriser l'amélioration du système d'information du ministère, qui garantissent la production et la publication de données de qualité.

**Le Ministre de l'économie, des finances
et du développement**

Lassané KABORE
Officier de l'Ordre de l'Étalon

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	4
TABLE DES MATIERES	6
SIGLES ET ABREVIATIONS	8
LISTE DES TABLEAUX	10
DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	14
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT	16
1.1. ORGANISATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT	17
1.2. ORGANIGRAMME DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT	20
1.3. MOYENS DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT	21
1.3.1. <i>Ressources humaines du ministère</i>	21
1.3.2. <i>Ressources financières du ministère</i>	22
DEUXIEME PARTIE : QUELQUES DONNEES SOCIOECONOMIQUES.....	24
2.1. DONNEES DEMOGRAPHIQUES	25
2.2. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE AUX PRIX COURANTS	26
2.3. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE AUX PRIX CONSTANTS	27
2.4. AUTRES ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE	28
2.5. INDICATEURS DE L'INFLATION.....	28
2.6. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN	28
2.7. INDICATEURS DE PAUVRETE	28
TROISIEME PARTIE : SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET	29
3.1. RECETTES BUDGETAIRES.....	30
3.1.1. <i>Situation globale des recettes</i>	30
3.1.2. <i>Situation détaillée des recettes par nature et par régie</i>	31
3.1.3. <i>Mobilisation des ressources propres par Unité de recouvrement (UR)</i>	36
3.2. DEPENSES BUDGETAIRES	38
3.2.1. <i>Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire</i>	38
3.2.2. <i>Evolution des dépenses par ministère et institution</i>	40
3.2.3. <i>Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution</i>	55
QUATRIEME PARTIE : SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE	80
4.1. ENCOURS DE LA DETTE.....	81
4.2. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE.....	81
4.3. RATIOS D'ENDETTEMENT	82
4.4. TIRAGES SUR EMPRUNTS.....	82
4.5. ALLEGEMENTS DE DETTE OBTENUS	82
CINQUIEME PARTIE : SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	83
5.1. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR NATURE DE FINANCEMENT	84
5.2. PRINCIPAUX RATIOS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	85
5.3. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR DONATEUR	85
5.4. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT SELON LES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT	86
SIXIEME PARTIE : TABLEAUX DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET SOLDES CARACTÉRISTIQUES	92
6.1. SITUATION DES OPERATIONS DE RECETTES DE L'ÉTAT	93
6.2. SITUATION DES OPERATIONS DE DEPENSES DE L'ÉTAT	94
6.3. SITUATION DES SOLDES CARACTERISTIQUES.....	95

SEPTIEME PARTIE : COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	96
7.1. COMPTE DES REGIONS.....	97
7.2. COMPTES DES COMMUNES.....	98
7.3. RECETTES ET DEPENSES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES PAR NATURE	101
HUITIEME PARTIE : SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR.....	102
8.1. SOLDE COMMERCIAL.....	103
8.2. EXPORTATIONS	103
8.3. IMPORTATIONS	108
NEUVIEME PARTIE : BALANCE DES PAIEMENTS	113
DIXIEME PARTIE : SITUATION MONETAIRE	115
ONZIEME PARTIE : INDICATEURS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE	123
11.1. CRITERES DE CONVERGENCE UEMOA.....	124
11.2. CRITERES DE CONVERGENCE CEDEAO	124
DOUZIEME PARTIE : AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	125
12.1. STATISTIQUES DES PASSATIONS DE MARCHES PUBLICS	126
12.2. STATISTIQUES DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES	126
12.3. STATISTIQUES DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DE L'EQUIPEMENT DE L'ETAT.....	129
GLOSSAIRE	130
METADONNEES	138

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACDI	: Agence canadienne de développement international
AE	: Autorisation d'engagements
ANDFOP	: Agence nationale du domaine foncier des organismes publics
APD	: Aide publique au développement
ASEF	: Annuaire statistique de l'économie et des finances
BAD	: Banque africaine de développement
BADEA	: Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BAES	: Bureau d'analyse et d'études stratégiques
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAF	: Coût assurance et fret
CASEM	: Conseil d'administration du secteur ministériel
CCP	: Comptes courants postaux
CEDEAO	: Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest
CENTIF	: Cellule nationale de traitement des informations financières
CID	: Circuit informatisé de la dépense
CMDA	: Cellule ministérielle de déconcentration administrative
CMLS	: Comité ministériel de lutte contre le sida
CNDP	: Comité national de la dette publique
CNE	: Caisse nationale d'épargne
CODEP-MP	: Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de services publics
COSED	: Comité de suivi de l'économie et du développement
CP	: Crédit de paiements
CPC	: Cadre permanent de concertation
CSEBT	: Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie
CTCI	: Classification type du commerce international
DAF	: Direction de l'administration des finances
DDII	: Direction du développement institutionnel et de l'innovation
DDP	: Direction de la dette publique
DGAIE	: Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat
DGB	: Direction générale du budget
DG-CMEF	: Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGCOOP	: Direction générale de la coopération
DGCT	: Direction générale des collectivités territoriales
DGD	: Direction générale des douanes
DGDT	: Direction générale du développement territorial
DGEP	: Direction générale de l'économie et de la planification
DGESS	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGF	: Dotations globales de fonctionnement
DGI	: Direction générale des impôts
DGTCP	: Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DTS	: Droit de tirage spécial
EPE	: Etablissement public de l'Etat
FAD	: Fonds africain de développement
FBCF	: Formation brute de capital fixe
FBDES	: Fonds burkinabè de développement économique et social
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
FOB	: Free on board (sans frais à bord)
GIZ	: Deutsche gesellschaft für internationale zusammenarbeit
IAP	: Instrument automatisé de prévision

IDH	: Indice de développement humain
IGF	: Inspection générale des finances
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INSD	: Institut national de la statistique et de la démographie
KFW	: Kreditanstalt für Wiederaufbau
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
MBP6	: Modèle de balance de paiement 6
ME	: Monnaie étrangère
MINEFID	: Ministère de l'économie, des finances et du développement
na	: Non applicable
nd	: Non disponible
nda	: Non déclaré ailleurs
OFID	: Fonds de l'OPEP pour le développement international
ODD	: Objectif du développement durable
ONG	: Organisation non gouvernementale
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAP	: Plan d'action prioritaire
PIB	: Produit intérieur brut
PNDES	: Plan national de développement économique et social
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
POSEF	: Politique sectorielle de l'économie et des finances
PPTÉ	: Pays pauvre très endetté
PS	: Perceptions spécialisées
PSGE	: Politique du secteur de la gouvernance économique
PTF	: Partenaires techniques et financiers
REV	: Revenu
SFD	: Système financier décentralisé
SIGASPE	: Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina
SP-CNPE	: Secrétariat permanent du Comité national de politique économique
SP-CPF	: Secrétariat permanent du Comité de politique fiscale
SP-ITIE	: Initiative pour la transparence dans les industries extractives
SP-PIF	: Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière
TMDC	: Trésoreries des missions diplomatique et consulaire
TOFE	: Tableau des opérations financières de l'Etat
TPP	: Taxe sur les produits pétroliers
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
UR	: Unité de recouvrement
VA	: Valeur ajoutée
VAN	: Valeur actualisée nette
XBs	: Exportation des biens et services

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°1.1 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par catégorie, par sexe et par statut.....	21
Tableau N°1.2 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par région.....	21
Tableau N°1.3 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge.....	21
Tableau N°1.4 : Répartition de l'effectif du personnel par ancienneté.....	22
Tableau N°1.5 : Evolution des dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA).....	22
Tableau N°1.6 : Dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA).....	22
Tableau N°1.7 : Evolution des situations d'exécution des dépenses budgétaires hors financements extérieurs du ministère (en millions FCFA).....	23
Tableau N°1.8 : Exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA).....	23
Tableau N°2.1 : Evolution de l'effectif de la population par région et par sexe.....	25
Tableau N°2.2 : Répartition de la population par groupe d'âges, selon le sexe en 2019.....	25
Tableau N°2.3 : Répartition de la population résidente par région et selon le sexe en 2019.....	26
Tableau N°2.4 : Evolution du taux d'accroissement naturel de la population (en %).....	26
Tableau N°2.5 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants (en milliards FCFA).....	26
Tableau N°2.6 : Production Intérieure Brut selon l'optique dépenses, Valeurs courantes (en milliards de FCFA).....	26
Tableau N°2.7 : Evolution de la valeur ajoutée brute par secteur, volumes chaînés à partir de 2015 (en milliards FCFA).....	27
Tableau N°2.8 : Production Intérieure Brut selon l'optique dépenses, volumes chaînés à partir de 2015 (en milliards FCFA).....	27
Tableau N°2.9 : Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut, de la consommation finale des ménages et du PIB réel/habitant aux prix constants de 2015.....	28
Tableau N°2.10 : Evolution des indicateurs de l'inflation.....	28
Tableau N°2.11 : Evolution des indicateurs de développement humain.....	28
Tableau N°2.12 : Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (en années).....	28
Tableau N°2.13 : Evolution des indices de pauvreté.....	28
Tableau N°3.1 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget objet (en milliards de FCFA).....	30
Tableau N°3.2 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget programme (en milliards de FCFA).....	30
Tableau N°3.3 : Evolution des recouvrements par régie au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA).....	30
Tableau N°3.4 : Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards FCFA).....	31
Tableau N°3.5 : Evolution des impôts par grande catégorie (en milliards FCFA).....	31
Tableau N°3.6 : Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA).....	31
Tableau N°3.7 : Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA).....	32
Tableau N°3.8 : Evolution des taxes sur les biens et services par type (en milliards FCFA).....	32
Tableau N°3.9 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGI par nature (en milliards FCFA).....	32
Tableau N°3.10 : Evolution des recouvrements de la DGD par type (en milliards FCFA).....	33
Tableau N°3.11 : Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA).....	33
Tableau N°3.12 : Evolution des taxes douanières sur les biens et services par nature (en milliards FCFA).....	34
Tableau N°3.13 : Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA).....	34
Tableau N°3.14 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGD par nature (en millions FCFA).....	34
Tableau N°3.15 : Evolution des recouvrements de la DGTCP par nature (en milliards FCFA).....	35
Tableau N°3.16 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGTCP par type (en milliards FCFA).....	35
Tableau N°3.17 : Evolution des recouvrements par UR de la DGI au profit du budget de l'Etat (en milliards de FCFA).....	36
Tableau N°3.18 : Evolution des recouvrements par UR de la DGD (en de milliards FCFA).....	36
Tableau N°3.19 : Evolution des recouvrements par UR de la DGTCP (en milliards de FCFA).....	37
Tableau N°3.20 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre (en milliards FCFA).....	38
Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards de FCFA).....	39
Tableau N°3.22 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution hors financement extérieur (en milliards FCFA).....	40
Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA).....	43
Tableau N°3.24 : Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA).....	55
Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA).....	55
Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA).....	55
Tableau N°3.27 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA).....	56
Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA).....	59

Tableau N°3.29 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)	62
Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses pour les acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA).....	65
Tableau N°3.31 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA)	68
Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA).....	71
Tableau N°3.33 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA)	74
Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements « part Etat » par ministère et institution (en milliards FCFA).....	77
Tableau N°3.35 : Evolution des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA)	79
Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA)	79
Tableau N°4.1 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par détenteur (en milliards FCFA).....	81
Tableau N°4.2 : Evolution de l'encours de la dette intérieure par détenteur (en milliards FCFA).....	81
Tableau N°4.3 : Evolution du service de la dette publique selon l'origine par type de service (en milliards FCFA)	81
Tableau N°4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement	82
Tableau N°4.5 : Evolution des tirages sur emprunts par type (en milliards FCFA).....	82
Tableau N°4.6 : Evolution des allègements obtenus de la dette par type (en milliards FCFA)	82
Tableau N°5.1 : Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions de dollars US)	84
Tableau N°5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux (millions de dollars US)....	84
Tableau N°5.3 : Evolution des principaux ratios de l'aide publique au développement (APD)	85
Tableau N°5.4 : Evolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de \$US)	85
Tableau N°5.5 : Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financements	86
Tableau N°5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions de \$US).....	86
Tableau N°5.7 : Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions de \$US).....	89
Tableau N°5.8 : Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions de \$US).....	90
Tableau N°5.9 : Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions de \$US).....	91
Tableau N°6.1 : Evolution des opérations de recettes par nature (en milliards FCFA).....	93
Tableau N°6.2 : Evolution des opérations de recettes fiscales par type (en milliards FCFA)	93
Tableau N°6.3 : Evolution des opérations recettes non fiscales par type (en milliards FCFA).....	93
Tableau N°6.4 : Evolution des opérations de dépenses et prêts nets par nature (en milliards FCFA).....	94
Tableau N°6.5 : Evolution des soldes caractéristiques et financements (en milliards FCFA)	95
Tableau N°7.1 : Evolution des recettes totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA)	97
Tableau N°7.2 : Evolution des dépenses totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA)	97
Tableau N°7.3 : Evolution des recettes des communes urbaines par commune (en millions FCFA).....	98
Tableau N°7.4 : Evolution des dépenses des communes urbaines par commune (en millions FCFA)	99
Tableau N°7.5 : Recettes des communes rurales par région (en millions FCFA).....	100
Tableau N°7.6 : Dépenses des communes rurales par région (en millions FCFA).....	100
Tableau N°7.7 : Recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)	101
Tableau N°7.8 : Dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)	101
Tableau N°8.1 : Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA)	103
Tableau N°8.2 : Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)	103
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA).....	104
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)-suite..	104
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)-suite..	105
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA) -suite	106
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)- fin....	106
Tableau N°8.4 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA)	107
Tableau N°8.5 : Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA).....	108
Tableau N°8.6 : Evolution des importations de quelques produits selon la nomenclature CTCl de 2011 à 2019 (en milliards FCFA)	109
Tableau N°8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA).....	109
Tableau N°8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCl (en milliards FCFA)- suite et fin	110
Tableau N°8.8 : Evolution des importations des principaux produits importés (nomenclature INSD en milliards FCFA)	111
Tableau N°8.9 : Evolution des importations selon les principaux pays d'origine (en milliards FCFA)	112
Tableau N°9.1 : Evolution de la balance des paiements (en milliards FCFA).....	114
Tableau N°10.1 : Situation des agrégats de monnaie (en milliards FCFA).....	116

Tableau N°10.2 : Situation des créances nettes sur l'Administration centrale (en milliards FCFA)	117
Tableau N°10.3 : Situation des autres institutions de dépôt (en milliards FCFA)	118
Tableau N°10.4 : Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA)	119
Tableau N°10.5 : Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA) ..	120
Tableau N°10.6 : Situation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôt (en milliards FCFA)	121
Tableau N°11.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1 ^{er} rang UEMOA)	124
Tableau N°11.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2 ^{ème} rang UEMOA)	124
Tableau N°11.3 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1 ^{er} rang CEDEAO)	124
Tableau N°11.4 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2 ^{ème} rang CEDEAO)	124
Tableau N°11.5 : indicateurs macroéconomiques du Burkina Faso en 2020	124
Tableau N°12.1 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en nombre)	126
Tableau N°12.2 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en milliards FCFA)	126
Tableau N°12.3 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés (SFD) (en nombre)	126
Tableau N°12.4 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés (en milliards de FCFA)	126
Tableau N°12.5 : Répartition des points de services des SFD agréés par région et par province (en nombre)	127
Tableau N° 12.6 : Situation des indicateurs des Prestataires des Services Financiers	128
Tableau N° 12.7 : Situation des indicateurs des banques	128
Tableau N° 12.8 : Situation des indicateurs des compagnies d'assurances (en nombre)	128
Tableau N° 12.9 : Situation des indicateurs des Emetteurs de Monnaie Electronique (en nombre)	128
Tableau N°12.10 : Nombre de bâtiments administratifs réhabilités et de baux administratifs conclus	129
Tableau N°12.11 : Autres statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (en millions FCFA)	129

EQUIPE DE COLLECTE DES DONNEES

SANE/CONGO Aïssata, Coordonnatrice, DGESS

NANEMA Marcellin, Superviseur, DGESS

GANSONRE Ismaël, Contrôleur, DGESS

OUEDRAOGO Franck Edouard, Contrôleur, DGESS

BAYALA Bouboualé, Contrôleur, DGESS

OUEDRAOGO Mahamadi, Contrôleur, DGESS

NIKIEMA Joseph, Contrôleur, DGESS

ZIBA Arnaud Didier, Contrôleur, DGESS

OUEDRAOGO Abdoul-Guélilou, Contrôleur, DGESS

OUEDRAOGO Ousséni, Collecteur, DGB

NANA Souleymane, Collecteur, DGCOOP

SOULAMA Tiakoumbié, Collecteur, DGI

SAWADOGO Yahaya, Collecteur, DGCMEF

SAWADOGO Lassinin, Collecteur, DGD

KERE Brahim, Collecteur, DGEP

OUEDRAOGO Kadiatou R., Collecteur, DRH

KABORE Roland, Collecteur, DGTCP/DSOFE

SENI Yves Innocent, Collecteur, DGTCP/RG

ZALLE Hamadé, Collecteur, DGTCP/DDP

OUATTARA Ibrahim, Collecteur, INSD

BAMOGO Jean Paul, Collecteur, DAF

BOUDA/ YAMEOGO T. Odette, Collecteur, SP/CNPE

KI/OUEDRAOGO Fatoumata, Collecteur, SP/PIF

OUEDRAGO W. P. Justin, Collecteur, BCEAO

LANKOANDE Clément, Collecteur, DGDT

LOUGUE Théodore, Collecteur, DGAIE

OUEDRAOGO W. Claver, Collecteur, MATDC/DGCT

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La présente note méthodologique décrit les principales étapes du processus de production de l'annuaire statistique 2020 et les changements majeurs intervenus.

1- Processus de production de l'Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Le processus d'élaboration de l'ASEF 2020 s'est appuyé sur une démarche intégrée et itérative à travers le recours aux structures internes et externes pour la collecte des données nécessaires. Dans l'optique de faciliter la collecte des données et de s'assurer de leur fiabilité, le MINEFID s'appuie sur un réseau de correspondants statistiques désignés par chaque structure concernée. Ces derniers participent à toutes les étapes du processus qui se résument en trois phases : (i) collecte des données statistiques, (ii) mise à jour de la base de données et (iii) validation des données et production de l'annuaire.

1.1- La phase de collecte des données

La collecte des données s'est déroulée au cours du mois de juin 2021. Cette phase a été marquée par l'actualisation et la transmission des fiches de collecte par courrier ordinaire aux structures puis par voie électronique aux correspondants statistiques. Ces derniers se sont chargés de leur remplissage et de leur transmission à la DGESS dans un délai de deux (02) semaines.

1.2- La phase de mise à jour de la base de données

La mise à jour a consisté essentiellement à examiner les tableaux de données transmis par les structures, à identifier les nouvelles rubriques, les éventuels changements majeurs de nomenclatures et de méthodologies et à alimenter la base de données de la période 2004-2020.

1.3- La phase de validation des données et de production de l'annuaire

Cette phase, qui constitue l'étape ultime du processus d'élaboration de l'annuaire, a été marquée par l'organisation et la tenue de l'atelier d'élaboration de l'ASEF 2020. Elle a permis de réunir l'ensemble des correspondants statistiques pour examiner les données, les valider et élaborer l'annuaire.

2- Les principaux changements

L'ASEF 2020 est caractérisé par quelques changements par rapport à l'édition précédente. Ces changements portent principalement sur :

- la révision du nombre de programmes de sept (07) à cinq (05) suite aux nouvelles orientations sur le budget programme pour ce qui concerne les données 2020 de la DAF relative à la dotation et à l'exécution budgétaire ;
- la révision des données 2019 de la DGDT, de la DGCT et du SP-PIF. Concernant le SP-PIF ces données portent sur les points de services des SFD. Pour la DGDT et la DGCT, les données de 2019 de certaines communes qui n'étaient pas disponibles en 2020 ont été prises en compte. Par ailleurs, les données qui étaient provisoires ont été actualisées ;
- l'ajout de tableaux sur les résultats préliminaires du RGPH-V ;
- la révision des données de 2018 et 2019 des comptes nationaux. Les données de 2018 étaient semi-définitives et celles de 2019 provisoires ;
- la révision des données sur le commerce extérieur de la période 2017-2019. Elle est due à un changement de méthodologie. Par ailleurs, chacun des tableaux qui portaient respectivement les données sur les principaux produits exportés et les principaux produits importés a été scindé en deux tableaux. Le premier est intitulé « évolution de quelques produits importés ou exportés » et le second intitulé « évolution des principaux produits importés ou exportés ». ils présentent annuellement le top 20 des produits importés, respectivement des produits exportés.
- la révision des données de 2019 de la balance des paiements pour prendre en compte les données définitives ;
- l'insertion de nouvelles rubriques, notamment dans les statistiques de la DGCOOP (ajout de nouveaux bailleurs), de la DGTCP (annulation du service FMI/Covid-19) et de la DGI (DME-CIII);

- l'insertion de nouveaux programmes dans certains ministères (MIABE, MMC) ;
- la fusion de l'impôt sur les revenus des créances (IRC) et de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRCM) pour donner l'impôt sur le revenu de capitaux mobiliers (IRCM) et la substitution de la taxe sur les contrats d'assurances (TSCA) par la taxe unique sur les contrats d'assurance (TUA) ;
- les données des critères de convergence pour la période 2011-2019 ont été recalculées sur la base des PIB rebasés et des nouvelles données des finances publiques selon le Manuel des statistiques de finances publiques (MSFP-2014) ;
- au titre de 2020, ajout d'un tableau de suivi des indicateurs macroéconomiques en remplacement des tableaux de suivi des critères de convergence compte tenu de la suspension du pacte de convergence de l'UEMOA le 27 avril 2020 et de l'arrivée à terme du pacte de convergence et de stabilité macroéconomique de la CEDEAO le 31 décembre 2019 ;
- la révision des données des ratios de l'aide publique au développement sur la période 2016-2019 pour prendre en compte les données actualisées du PIB.

PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

1.1. Organisation du Ministère de l'économie, des finances et du développement

Aux termes de l'article 10 du décret n°2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement, le Ministre de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) modifié par le décret n°2021-0023/PRES/PM/SGG-CM du 1er février 2021, a pour mission d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la politique du gouvernement en matière d'économie, de finances publiques, de gestion de développement et d'aménagement du territoire.

Pour prendre en charge sa mission, le MINEFID est organisé par le décret n°2020-0354/PRES/PM/MINEFID du 15 mai 2020, portant organisation du Ministère de l'économie, des finances et du développement.

Aux termes de ce décret, le MINEFID est organisé ainsi qu'il suit :

- le Cabinet du Ministre de l'économie, des finances et du développement ;
- le Cabinet du Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie, des finances et du développement, chargé du budget ;
- le Cabinet du Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie, des finances et du développement, chargé de l'aménagement du territoire ;
- le Secrétariat général.

Le Cabinet du Ministre de l'économie, des finances et du développement comprend :

- le Directeur de cabinet ;
- les Conseillers techniques et Chargés de missions ;
- l'Inspection générale des finances (IGF) ;
- l'Agence judiciaire de l'Etat (AJE) ;
- la Coordination nationale de lutte contre la fraude (CNLF) ;
- la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) ;
- le Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière (SP/PIF) ;
- le Secrétariat permanent de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (SP-ITIE) ;
- le Secrétariat permanent du Comité national de politique économique (SP/CNPE) ;
- le Secrétariat permanent du Comité de politique fiscale (SP/CPF) ;
- le Bureau d'analyse et des études stratégiques (BAES) ;
- l'Agence nationale du domaine foncier des organismes publics (ANDFOP) ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Protocole ;
- la Sécurité.

Le Cabinet du Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie, des finances et du développement, chargé du Budget comprend :

- les Conseillers techniques ;
- le Chef de cabinet ;
- le Secrétariat particulier ;
- la Sécurité.

Le Cabinet du Ministre délégué auprès du Ministre de l'économie, des finances et du développement, chargé de l'aménagement du territoire comprend :

- les Conseillers techniques ;
- le Chef de cabinet ;
- le Secrétariat particulier ;
- la Sécurité.

Enfin, le Secrétariat général comprend :

- les services du Secrétariat général ;
- les structures centrales ;
- les structures rattachées ;
- les structures de mission.

Les structures centrales du MINEFID sont les suivantes :

- la Direction générale des impôts (DGI) ;
- la Direction générale des douanes (DGD) ;
- la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) ;
- la Direction générale de la coopération (DGCOP) ;
- la Direction générale du budget (DGB) ;
- la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DG-CMEF) ;
- la Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (DGAIE) ;
- la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) ;
- la Direction générale du développement territorial (DGDT) ;
- la Direction générale des services informatiques (DGSi) ;
- la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- la Direction de l'administration des finances (DAF) ;
- la Direction des marchés publics (DMP) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- la Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) ;
- la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII) ;
- le Bureau comptable matières principal (BCMP).

Certaines directions générales disposent de services déconcentrés. Il s'agit de :

- la Direction générale des douanes (DGD) avec les Directions régionales des douanes (DRD)¹,
- la Direction générale des impôts (DGI) avec les Directions régionales des impôts (DRI) et les Directions provinciales des impôts (DPI) ;
- la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) avec les Trésoreries régionales (TR), la Trésorerie des missions diplomatique et consulaire (TMDC), les Trésoreries principales, les perceptions, les trésoreries auprès des ambassades et des missions permanentes du Burkina Faso à l'étranger, les perceptions auprès des consulats généraux du Burkina Faso à l'étranger, et les perceptions spécialisées auprès des ministères et institutions ;
- la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DG-CMEF) avec les Directions régionales du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DR-CMEF), les Directions provinciales du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DP-CMEF) et les Directions du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (D-CMEF) auprès des ministères et institutions ainsi que des EPE ;
- la Direction générale du Budget (DGB) avec les Directions régionales du budget (DRB) ;
- la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) avec les Directions régionales de l'économie et de la planification (DREP).

Les structures rattachées sont celles sous tutelles du ministère et sont les suivantes :

- l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF) ;
- l'Ecole nationale des douanes (END) ;
- l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD)² ;
- le Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) ;
- la Loterie nationale burkinabè (LONAB).

Pour ce qui est des structures de missions, elles sont composées des projets et programmes sous-tutelle technique du MINEFID. En 2020, le portefeuille est constitué de dix-huit (18) projets et programmes.

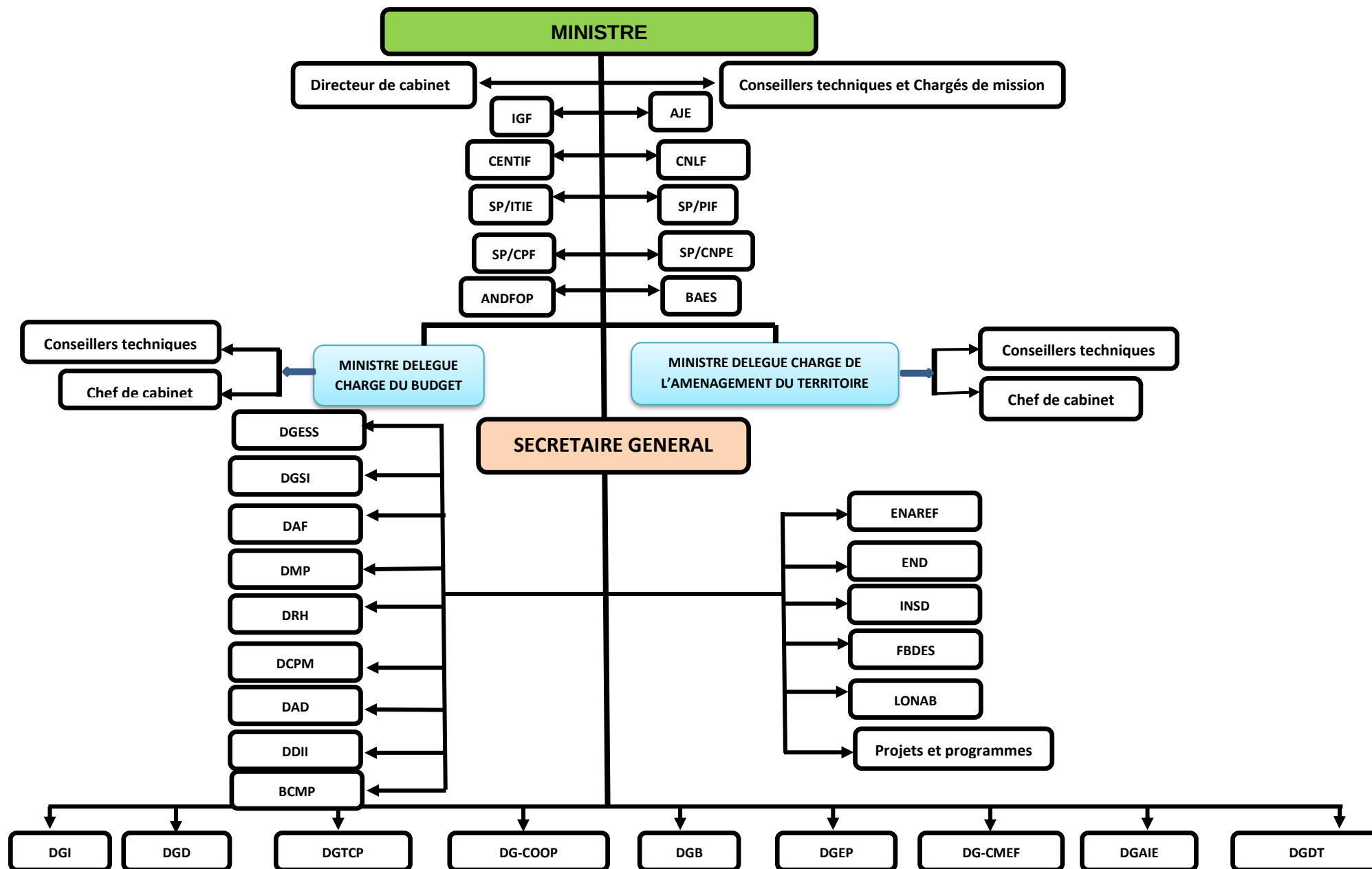
1 La DGD dispose de sept (07) Directions régionales

2 L'INSD dispose de trois (03) directions régionales

Par ailleurs, pour exécuter des missions spécifiques, les principaux cadres suivants ont été créés :

- le Comité national de la dette publique (CNDP) ;
- le Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de services publics (CODEP-MP) ;
- le Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie (CSEBT) ;
- le Cadre permanent de concertation (CPC) ;
- le Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM) ;
- le Comité de suivi de l'économie et du développement (COSED) ;
- le Comité ministériel de lutte contre le sida (CMLS) ;
- la Cellule genre ;
- la Cellule environnementale ;
- la Cellule ministérielle de déconcentration administrative (CMDA).

1.2. Organigramme du Ministère de l'économie, des finances et du développement



1.3. Moyens du Ministère de l'économie, des finances et du développement

1.3.1. Ressources humaines du ministère

Tableau N°1.1 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par catégorie, par sexe et par statut

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*
Effectif total	7 022	7 385	7 648	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122
Catégorie										
A et assimilés	2 080	2 253	2 241	2 302	2 414	2 480	2 844	3 370	3 385	2 646
B et assimilés	1 876	1 942	1 951	1 932	2 179	2 258	2 248	2 518	2 566	2 253
C et assimilés	1 727	1 813	1 874	2 025	1 987	2 253	2 049	2 158	2 185	2 665
D et assimilés	1 020	922	1 152	1 268	1 069	1 050	1 052	928	934	261
E et assimilés	319	455	430	322	334	327	345	338	341	297
Sexe										
Hommes	5 834	5 966	6 168	6 288	6 395	6 750	6 845	7 486	7 569	6 602
Femmes	1 188	1 419	1 480	1 561	1 588	1 618	1 693	1 826	1 842	1 520
Statut										
Fonctionnaires	6 264	6 157	6 384	6 382	6 491	8 113	8 323	9 202	9 327	8 082
Contractuels	758	1 228	1 264	1 467	1 492	255	215	110	84	40

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

(*) Ces données concernent uniquement les agents en activité au sein du MINEFID

Tableau N°1.2 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par région

Région	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*
Boucle du Mouhoun	210	217	213	219	223	251	235	208	214	159
Cascades	196	207	190	225	229	214	230	228	237	123
Centre	4 051	4 284	4 672	4 714	4 794	5 058	5 183	6 361	6 372	5 146
Centre-Est	386	413	356	409	416	428	366	361	367	343
Centre-Nord	155	173	171	182	185	192	266	182	188	142
Centre-Ouest	225	224	251	262	266	270	287	273	281	219
Centre-Sud	238	231	237	232	236	231	209	212	218	259
Est	321	337	310	333	339	345	327	321	327	306
Hauts-Bassins	516	535	526	525	534	586	649	413	421	724
Nord	201	214	213	214	218	223	226	222	228	227
Plateau Central	112	116	122	127	129	136	148	133	143	141
Sahel	207	211	206	227	231	238	216	202	208	127
Sud-Ouest	204	223	181	180	183	196	196	196	207	206
Total	7 022	7 385	7 648	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

(*) Ces données concernent uniquement les agents en activité au sein du MINEFID

Tableau N°1.3 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge

Tranche d'âge	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*
Moins de 20 ans	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
20 à 24 ans	209	165	106	58	67	72	120	131	131	41
25 à 29 ans	1 270	1 308	928	800	804	843	724	790	817	687
30 à 39 ans	3 002	3 185	3 586	3 780	4 000	4 192	3 911	4 269	4 304	3 688
40 à 49 ans	1 667	1 791	1 976	2 097	2 018	2 115	2 315	2 520	2 565	2 407
50 à 59 ans	874	935	1 029	1 114	1 094	1 146	1 433	1 564	1 594	1 299
60 ans et plus	0	0	23	0	0	0	35	38	0	0
Total	7 022	7 385	7 648	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

(*) Ces données concernent uniquement les agents en activité au sein du MINEFID

Tableau N°1.4 : Répartition de l'effectif du personnel par ancienneté

Tranche d'ancienneté	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*
Moins de 5 ans	2 746	2 729	2 740	2 363	2 489	2 609	1 809	1 974	2 064	1 552
5 à 9 ans	1 370	1 679	1 846	2 255	2 347	2 460	2 744	2 988	3 048	3 272
10 à 14 ans	873	766	737	883	909	966	1 390	1 517	1 577	1 138
15 à 19 ans	555	718	788	829	782	820	755	824	867	751
20 à 24 ans	468	519	654	681	613	643	699	763	812	524
25 à 29 ans	595	554	510	390	469	492	526	574	612	482
30 à 34 ans	339	364	320	388	276	289	430	469	377	261
35 ans et plus	76	56	53	60	98	89	185	202	54	142
Total	7 022	7 385	7 648	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122

Source : Direction des ressources humaines, base des données du personnel

(*) Ces données concernent uniquement les agents en activité au sein du MINEFID

1.3.2. Ressources financières du ministère

Tableau N°1.5 : Evolution des dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)

Nature	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses courantes	40 138,7	42 828,0	45 878,3	46 949,2	39 600,4	43 516,5
Personnel	12 041,1	15 894,0	15 980,4	18 221,7	19 830,1	26 506,6
Fonctionnement	4 636,1	3 216,0	2 746,0	4 917,5	5 617,1	5 566,9
Transferts courants	23 461,5	23 718,0	27 151,9	23 810,0	14 153,2	11 443,0
Dépenses en capital	31 024,5	45 280,7	47 597,4	61 787,3	39 960,7	40 742,1
Equipements & Investissements	31 024,5	45 280,7	47 597,4	61 787,3	39 960,7	40 742,1
Ressources nationales	20 592,8	36 207,5	41 089,2	47 220,4	32 981,9	35 272,2
Ressources extérieures	10 431,7	9 073,2	6 508,2	14 566,9	6 978,9	5 469,9
Subventions	10 431,7	8 950,8	6 334,4	14 566,9	6 978,9	4 469,9
Prêts	0,0	122,4	173,8	0,0	0,0	1 000,0
Total	71 163,2	88 108,7	93 475,7	108 736,5	79 561,1	84 258,6

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé des dépenses (CID)

Tableau N°1.6 : Dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)

	2017		2018		2019		2020	
	AE*	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires		85 275,3		109 892,3		109 596,5		87 180,5
Dépenses de personnel		28 279,7		28 157,4		35 177,5		34 733,3
Dépenses d'acquisitions de biens et services		45 119,6		60 235,8		42 095,2		26 912,9
Dépenses de transferts courants		11 876,0		21 499,2		32 323,8		25 534,3
Dépenses en capital	58 209,4	28 231,2	13 380,7	18 324,2	21 800,8	16 873,1	28 436,5	43 339,8
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	58 209,4	28 231,2	13 380,7	18 324,2	21 800,8	16 873,1	28 436,5	43 339,8
Financement sur budget national (ressources propres)	57 886,8	26 165,1	12 819,6	12 092,2	21 734,3	12 470,5	12 894,6	15 388,8
Financement sur ressources extérieures	322,6	2 066,1	561,2	6 232,1	66,5	4 402,6	15 541,9	27 951,0
Subventions	322,6	2 066,1	561,2	4 524,2	66,5	3 622,0	1 201,9	10 504,9
Prêts	-	-	-	1 707,9	-	780,6	14 340,0	17 446,1
Total	58 209,4	113 506,5	13 380,7	128 216,6	21 800,8	126 469,7	28 436,5	130 520,2

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé des dépenses (CID)

(*) il n'y a pas d'autorisation d'engagement pour les dépenses courantes.

Tableau N°1.7 : Evolution des situations d'exécution des dépenses budgétaires hors financements extérieurs du ministère (en millions FCFA)

Nature	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses courantes	40 702,7	40 767,9	40 767,9	38 930,1	38 664,8	43 500,2
Personnel	13 071,9	14 030,5	14 030,5	16 766,8	19 185,1	26 506,6
Fonctionnement	4 579,6	3 192,3	3 192,3	4 548,4	5 508,6	5 550,7
Transferts courants	23 051,2	23 545,1	23 545,1	17 614,9	13 971,1	11 442,9
Dépenses en capital	20 455,1	36 109,4	40 485,2	39 075,6	32 737,9	35 022,2
Total	61 157,8	76 877,3	81 253,1	78 005,7	71 402,7	78 522,4

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé des dépenses (CID)

Tableau N°1.8 : Exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA)

2017		2018		2019		2020	
AE	CP	AE	CP	AE	CP*	AE	CP*
Dépenses ordinaires	83 830,2	102 297,1		107 201,0		69 015,7	
Dépenses de personnel	27 470,0	24 602,9		34 533,0		17 397,9	
Dépenses d'acquisitions de biens et services	44 800,1	59 383,2		41 791,6		26 772,6	
Dépenses de transferts courants	11 560,1	18 311,0		30 876,3		24 845,2	
Dépenses en capital	26 701,5	26 996,5	1 303,7	12 557,7	8 970,0	13 736,5	28 436,4
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	26 701,5	25 060,6	1 303,7	12 557,7	8 970,0	13 736,5	28 436,4
Dépenses de transferts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	26 701,5	110 826,7	1 303,7	114 854,8	8 970,0	120 937,5	28 436,4

Source : Direction de l'administration des finances, Circuit informatisé des dépenses (CID)

(*) Montant engagé visé et ordonnancé

A blue callout box with a white border and a pointed bottom, containing the title of the second part of the document.

**DEUXIEME PARTIE : QUELQUES DONNEES
SOCIOECONOMIQUES**

2.1. Données démographiques

Tableau N°2.1 : Evolution de l'effectif de la population par région et par sexe

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Région										
B. du Mouhoun	1 631 321	1 677 018	1 723 830	1 771 896	1 821 059	1 871 492	1 923 192	1 976 217	2 030 595	2 086 333
Cascades	637 279	661 936	687 170	713 059	739 497	766 540	794 192	822 445	851 276	880 686
Centre	2 136 581	2 231 807	2 329 499	2 429 718	2 532 311	2 637 303	2 744 666	2 854 356	2 966 307	3 080 375
Centre-Est	1 302 449	1 343 079	1 384 663	1 427 320	1 470 903	1 515 518	1 561 208	1 607 993	1 655 846	1 704 810
Centre-Nord	1 375 380	1 416 895	1 459 402	1 502 994	1 547 565	1 593 214	1 639 966	1 687 858	1 736 887	1 787 082
Centre-Ouest	1 348 784	1 387 860	1 427 894	1 468 966	1 510 975	1 554 040	1 598 159	1 643 388	1 689 721	1 737 197
Centre-Sud	722 631	742 378	762 632	783 430	804 709	826 548	848 940	871 927	895 498	919 681
Est	1 416 229	1 464 366	1 513 642	1 564 144	1 615 740	1 668 520	1 722 513	1 777 738	1 834 166	1 891 813
Hauts-Bassins	1 718 161	1 776 803	1 836 838	1 898 361	1 961 204	2 025 513	2 091 282	2 158 541	2 227 277	2 297 496
Nord	1 343 897	1 382 111	1 421 253	1 461 430	1 502 527	1 544 677	1 587 866	1 632 149	1 677 542	1 724 065
Plateau Central	785 746	807 444	829 692	852 536	875 910	899 884	924 474	949 697	975 568	1 002 106
Sahel	1 121 764	1 158 147	1 195 388	1 233 559	1 272 545	1 312 463	1 353 307	1 395 109	1 437 848	1 481 543
Sud-Ouest	708 336	729 362	750 893	772 973	795 549	818 685	842 382	866 662	891 529	916 994
Burkina Faso	16 248 558	16 779 206	17 322 796	17 880 386	18 450 494	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 870 060	21 510 181

Sexe

Hommes	7 839 350	8 095 324	8 357 967	8 627 830	8 904 256	9 187 904	9 478 805	9 777 136	10 082 776	10 395 705
Femmes	8 409 208	8 683 882	8 964 829	9 252 556	9 546 238	9 846 493	10 153 342	10 466 944	10 787 284	11 114 476

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Projections démographiques de 2007 à 2020 effectuées à partir du RGPH 2006

Tableau N°2.2 : Répartition de la population par groupe d'âges, selon le sexe en 2019

Groupes d'âge	Sexe		Total
	Homme	Femme	
0-4 ans	1 667 943	1 652 779	3 320 722
5-9 ans	1 649 830	1 627 733	3 277 563
10-14 ans	1 357 898	1 327 863	2 685 761
15-19 ans	1 012 706	1 135 174	2 147 880
20-24 ans	767 603	948 549	1 716 152
25-29 ans	665 408	831 468	1 496 876
30-34 ans	612 604	707 383	1 319 987
35-39 ans	508 601	564 129	1 072 730
40-44 ans	406 936	433 372	840 308
45-49 ans	306 199	325 056	631 255
50-54 ans	258 297	282 362	540 659
55-59 ans	195 072	212 405	407 477
60-64 ans	163 300	179 996	343 296
65-69 ans	113 534	116 997	230 531
70-74 ans	92 133	103 509	195 642
75-79 ans	51 390	55 979	107 369
80-84 ans	30 814	42 207	73 021
85 ou plus	33 760	46 990	80 750
Total	9 894 028	10 593 951	20 487 979

Source : Institut national de la statistique et de la démographie/ Rapport préliminaire du RGPH-V

Tableau N°2.3 : Répartition de la population résidente par région et selon le sexe en 2019

Région	Population résidente		Ensemble
	Masculin	Féminin	
Boucle du Mouhoun	944 542	953 591	1 898 133
Cascades	391 692	420 370	812 062
Centre	1 491 481	1 541 187	3 032 668
Centre-Est	733 654	844 421	1 578 075
Centre-Nord	887 717	984 409	1 872 126
Centre-Ouest	768 179	891 160	1 659 339
Centre-Sud	374 043	414 298	788 341
Est	951 523	989 982	1 941 505
Hauts-Bassins	1 093 472	1 144 903	2 238 375
Nord	822 120	898 788	1 720 908
Plateau Central	458 102	519 408	977 510
Sahel	555 053	539 854	1 094 907
Sud-Ouest	422 450	451 580	874 030
Burkina Faso	9 894 028	10 593 951	20 487 979

Source : Institut national de la statistique et de la démographie/ Rapport préliminaire du RGPH-V

Tableau N°2.4 : Evolution du taux d'accroissement naturel de la population (en %)

	1960	1975	1985	1991	1996	2006	2019*
Taux d'accroissement naturel	1,8	2,2	3,2	2,9	3,1	3,4	2,9

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Enquête démographique 1991 et recensements de 1985, 1996, 2006 et 2019

(*) Résultats préliminaires du RGPH-V

2.2. Eléments de comptabilité nationale aux prix courants

Tableau N°2.5 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants (en milliards FCFA)

Secteur	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire	1 311,8	1 523,5	1 569,8	1 631,2	1 583,3	1 651,4	1 686,2	1 853,3	1 741,9	1 899,1
Secteur secondaire	1 615,2	1 723,0	1 600,0	1 716,3	1 703,4	1 892,3	2 059,3	2 258,5	2 573,3	3 364,2
Secteur tertiaire	2 309,2	2 585,7	2 759,6	2 925,6	3 083,7	3 331,5	3 601,5	3 843,8	4 253,3	4 214,2
Impôts et taxes	456,6	580,9	710,8	611,4	625,0	729,9	844,2	870,5	910,5	844,8
Produit intérieur brut	5 692,8	6 413,1	6 640,1	6 884,5	6 995,3	7 605,1	8 191,3	8 826,1	9 479,0	10 322,3

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

NB : Les données de 2019 sont semi définitives et celles de 2020 sont provisoires

Tableau N°2.6 : Production Intérieur Brut selon l'optique dépenses, Valeurs courantes (en milliards de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation Finale	4 724,1	5 347,9	5 721,9	5 899,8	6 118,6	6 484,6	6 905,4	7 299,1	7 699,2	nd
Ménage	3 745,0	4 238,0	4 531,3	4 594,2	4 738,0	4 938,6	5 152,0	5 369,2	5 444,5	nd
Administration Publique	813,3	914,2	973,2	1 065,4	1 115,3	1 255,4	1 453,1	1 625,7	1 918,9	nd
ISBSLM	165,7	195,7	217,5	240,3	265,3	290,6	300,4	304,2	335,8	nd
Formation Brut de Capital	1 259,5	1 581,0	1 574,4	1 326,1	1 357,6	1 581,5	1 807,2	1 918,7	2 105,1	nd
Formation Brute de Capital Fixe	1 202,0	1 420,8	1 559,3	1 284,7	1 339,4	1 539,7	1 710,6	1 778,7	2 028,5	nd
Variation des Stocks	57,5	160,2	15,1	41,4	17,2	40,8	95,3	138,6	75,0	nd
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	-	-	-	-	1,0	1,1	1,2	1,4	1,6	nd
Exportations nettes	-290,7	-515,8	-656,2	-341,4	-480,9	-461,0	-521,3	-391,7	-325,3	nd
Exportations	1 491,3	1 705,8	1 797,9	1 854,1	1 826,3	1 970,9	2 166,8	2 478,3	2 617,7	nd
Biens	1 331,3	1 527,9	1 586,0	1 674,2	1 636,7	1 762,6	1 953,6	2 272,6	2 383,9	nd
Services	160,0	177,8	211,9	179,9	189,6	208,3	213,2	205,7	233,8	nd
Importations	1 782,0	2 221,5	2 454,1	2 195,6	2 307,2	2 431,9	2 688,1	2 870,0	2 943,0	nd
Biens	1 560,9	1 954,5	2 180,3	1 917,1	1 991,2	2 073,8	2 311,2	2 491,3	2 558,3	nd
Services	221,1	267,0	273,9	278,5	316,0	358,1	376,9	378,6	384,7	nd
Produit Intérieur Brut	5 692,8	6 413,1	6 640,1	6 884,5	6 995,3	7 605,1	8 191,3	8 826,1	9 479,0	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

2.3. Eléments de comptabilité nationale aux prix constants

Tableau N°2.7 : Evolution de la valeur ajoutée brute par secteur, volumes chaînés à partir de 2015 (en milliards FCFA)

Secteur	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire	1 359,6	1 475,4	1 567,0	1 636,0	1 583,3	1 650,2	1 646,8	1 787,7	1 805,3	1 996,6
Secteur secondaire	1 409,3	1 385,0	1 449,4	1 600,0	1 703,4	1 789,3	1 894,9	2 075,3	2 124,7	2 247,2
Secteur tertiaire	2 427,8	2 636,5	2 779,5	2 920,3	3 083,7	3 289,6	3 493,0	3 670,7	3 958,4	3 704,1
Impôts et taxes	508,5	603,2	661,8	580,1	625,0	683,0	830,5	847,5	972,9	1 103,0
Produit intérieur brut	5 729,2	6 098,9	6 452,2	6 731,4	6 995,3	7 412,1	7 871,9	8 391,8	8 869,1	9 060,2

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

NB : Les données de 2019 sont semi définitives et celles de 2020 sont provisoires

Tableau N°2.8 : Production Intérieur Brut selon l'optique dépenses, volumes chaînés à partir de 2015 (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation Finale	4 916,6	5 360,2	5 696,8	5 818,5	6 118,6	6 449,9	6 800,6	7 041,3	7 431,2	nd
Ménage	3 909,7	4 270,8	4 534,6	4 580,4	4 738,0	4 929,9	5 110,2	5 237,0	5 369,0	nd
Administration Publique	828,8	886,1	939,6	997,5	1 115,3	1 233,8	1 398,4	1 509,3	1 729,6	nd
ISBSLM	181,0	207,3	227,2	244,6	265,3	286,2	290,7	291,9	322,1	nd
Formation Brute de Capital	1 127,5	1 367,5	1 339,5	1 193,6	1 357,6	1 564,2	1 758,6	1 949,1	2 347,7	nd
Formation Brute de Capital Fixe	1 072,3	1 224,3	1 325,6	1 154,4	1 339,4	1 518,1	1 654,5	1 796,4	2 224,1	nd
Variation des Stocks	82,3	222,2	14,3	42,5	17,2	45,0	109,2	165,3	128,3	nd
Aquisitions moins cessions d'objets de valeur					1,0	1,0	1,2	1,3	1,3	nd
Exportations nettes	-327,5	-695,8	-604,0	-294,2	-480,9	-602,0	-703,0	-567,1	-993,5	nd
Exportations	1 410,1	1 412,9	1 687,7	1 798,4	1 826,3	1 874,1	2 034,2	2 343,4	2 298,2	nd
Biens	1 196,9	1 230,1	1 472,6	1 616,9	1 636,7	1 666,8	1 821,4	2 134,6	2 063,6	nd
Services	238,6	187,9	220,2	181,3	189,6	207,3	212,2	205,6	233,5	nd
Importations	1 718,3	2 036,4	2 278,2	2 075,3	2 307,2	2 476,1	2 726,3	2 958,1	3 212,4	nd
Biens	1 436,2	1 761,7	1 991,9	1 797,6	1 991,2	2 125,7	2 361,0	2 592,7	2 843,2	nd
Services	308,0	274,8	283,4	277,4	316,0	350,3	366,3	367,9	373,8	nd
Produit Intérieur Brut	5 729,2	6 098,9	6 452,2	6 731,4	6 995,3	7 412,1	7 871,9	8 391,8	8 869,1	nd
Ecart statistique (écart de chaînage)	12,6	67,1	20	13,5	0,0	-0,0	15,7	-31,5	83,7	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

2.4. Autres éléments de comptabilité nationale

Tableau N°2.9 : Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut, de la consommation finale des ménages et du PIB réel/habitant aux prix constants de 2015

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Croissance du PIB réel (%)	6,6	6,5	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,6	5,7	1,9
Taux de croissance de la consommation finale des ménages (%)	6,0	9,2	6,2	1,0	3,4	4,1	3,7	3,9	5,6	nd
PIB réel / habitant (en milliers de FCFA)	350,4	382,2	383,3	385,0	379,1	399,5	417,2	436,0	454,2	479,9

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

2.5. Indicateurs de l'inflation

Tableau N°2.10 : Evolution des indicateurs de l'inflation

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Déflateur annuel du PIB base 100 de 2015	141,1	149,3	146,2	145,3	140,8	139,0	145,6	149,0	102,9	nd
Déflateur de la consommation finale des ménages base 100 de 2015	95,8	99,2	99,9	100,3	100,0	100,2	100,8	102,1	100,8	nd
Taux d'inflation annuel (%)	2,8	3,8	0,5	-0,3	0,9	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

2.6. Indice de développement humain

Tableau N°2.11 : Evolution des indicateurs de développement humain

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Indice du développement humain	0,331	0,343	0,388	0,402	0,402	0,420	0,423	0,434	0,452	nd
Rang	181	183	181	183	185	182	183	182	182	nd
Nombre de pays classés	187	187	187	188	188	189	189	189	189	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Rapports mondiaux sur le développement humain du PNUD

Tableau N°2.12 : Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (en années)

Sexe	1985	1991	1996	2006
Hommes	48,2	50,7	53,5	55,8
Femmes	48,8	53,2	54,1	57,5
Ensemble	48,5	52,2	53,8	56,7

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Enquête démographique (1991) et recensements (1985, 1996 et 2006)

2.7. Indicateurs de pauvreté

Tableau N°2.13 : Evolution des indices de pauvreté

Indices de pauvreté	1994	1998	2003	2009*	2014*
Seuil de pauvreté (en FCFA)	41 099	72 690	82 672	130 735	153 530
Incidence P0 (%)	44,5	45,3	46,4	46,7	40,1
Profondeur P1 (%)	13,9	13,7	15,6	15,1	9,7
Sévérité P2 (%)	6,0	5,9	7,1	6,7	3,3

Source : Institut national de la statistique et de la démographie.

(*) Changement d'approche méthodologique.

TROISIEME PARTIE : SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET

3.1. Recettes budgétaires

3.1.1. Situation globale des recettes

Tableau N°3.1 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget objet (en milliards de FCFA)

Nature	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes ordinaires	832,34	997,76	1 096,46	1 051,23	1 033,40	1 201,79
Recettes fiscales	728,36	885,39	971,26	927,91	913,66	1 040,29
Recettes non fiscales	96,84	106,78	121,53	121,51	115,34	160,05
Recettes en capital	7,14	5,59	3,67	1,81	4,39	1,45
Recettes extraordinaires	233,99	223,71	328,49	378,42	269,04	403,13
Dons	148,15	180,96	187,75	203,98	134,60	229,78
Emprunts	85,85	42,75	140,73	174,44	134,44	173,36
Recettes budgétaires	881,54	1 056,06	1 326,24	1 474,88	1 320,28	1 436,53

Source : Direction générale du budget, Lois de règlements

Tableau N°3.2. : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget programme (en milliards de FCFA)

Nature	2017	2018	2019	2020
Recettes ordinaires	1 355,60	1 439,91	1 660,19	1 566,98
Vente de produits	0,00	3,21	0,00	0,00
Recettes fiscales	1 191,24	1 252,64	1 355,77	1 288,58
Recettes non fiscales	122,23	144,81	293,50	265,37
Produits financiers	27,76	2,63	2,55	3,30
Recettes exceptionnelles	14,37	36,62	8,38	9,72
Recettes extraordinaires	122,17	151,55	144,97	291,24
Dons programmes	60,99	78,59	102,43	157,92
Dons projets et legs	61,18	72,95	42,53	133,32
Recettes totales	1 477,77	1 591,45	1 805,16	1 858,22

Source : Direction générale du budget ; Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ; Direction générale des impôts ; Direction générale des douanes ; Direction générale de la coopération

Tableau N°3.3 : Evolution des recouvrements par régie au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)

Régie	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
DG Douanes	313,41	441,06	476,10	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30
DG Impôts	386,12	464,73	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64	861,92
DG Trésor	101,39	106,57	121,38	119,25	116,72	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60
Ensemble	800,92	1 012,36	1 119,02	1 072,49	1 060,72	1 232,00	1 397,71	1 540,66	1 806,00	1 752,81

Source : Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ; Direction générale des impôts ; Direction générale des douanes

3.1.2. Situation détaillée des recettes par nature et par régie

3.1.2.1. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des impôts

Tableau N°3.4 : Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards FCFA)

Nature	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total Budget Etat	386,12	464,73	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64	861,92
Recettes fiscales	386,12	464,59	521,40	521,88	503,54	594,99	673,37	723,48	844,64	861,26
Recettes non fiscales	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,66
Recettes en capital	0,00	0,14	0,11	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes recouvrées au profit des collectivités	14,19	16,35	19,41	20,21	19,10	22,83	22,30	27,63	29,92	31,61
Ensemble	400,31	481,08	540,95	542,10	522,64	617,85	695,67	751,11	874,57	893,53

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.5 : Evolution des impôts par grande catégorie (en milliards FCFA)

Grande catégorie	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Impôts directs	206,01	261,93	284,49	270,02	242,44	295,16	334,10	387,71	461,67	469,68
Impôts sur la propriété	4,90	5,77	7,15	9,43	7,52	10,69	8,42	7,81	8,59	10,24
Taxes sur les biens et services	174,94	196,71	229,32	242,18	253,31	288,47	330,19	327,23	373,66	381,01
Autres taxes	0,27	0,32	0,57	0,26	0,26	0,70	0,65	0,74	0,73	0,99
Total	386,12	464,73	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64	861,92

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.6 : Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA)

Type	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Impôts sur les sociétés	122,37	156,89	169,84	162,67	132,05	163,45	173,79	209,66	249,43	225,53
Impôt progressif sur les revenus*	0,09	0,13	0,04	0,02	0,02	0,01	0,05	0,00	0,00	0,00
Impôt unique sur les traitements et salaires	56,16	67,94	73,66	63,48	65,65	78,32	89,66	101,50	113,74	134,78
Reversement des honoraires des greffiers et notaires	0,01	0,09	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices industriels des personnes physiques	3,27	4,63	4,77	4,24	4,83	4,88	19,74	16,13	26,25	30,09
Impôts sur les bénéfices non commerciaux	2,74	3,00	3,88	3,96	4,81	6,05	6,67	8,01	9,48	7,54
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières	11,42	17,44	17,48	21,38	18,93	23,81	22,75	30,12	na	na
Impôts sur les revenus des créances	2,33	3,14	4,23	3,75	4,70	5,46	6,15	4,71	na	na
Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers**	na	na	na	na	na	na	na	na	43,92	51,06
Impôt sur les revenus fonciers	2,29	2,34	2,89	2,92	3,21	3,67	4,14	4,81	4,87	4,96
Taxe sur la plus-value des valeurs immobilières	0,35	0,44	0,40	0,19	0,37	0,73	1,18	0,35	0,76	1,08
Taxe patronale d'apprentissage	4,99	5,90	7,29	7,41	7,89	8,76	10,81	12,43	13,21	14,65
Ensemble	206,01	261,93	284,49	270,02	242,44	295,16	334,95	387,71	461,67	469,68

Source : Direction générale des impôts

(*) depuis 2018, cet impôt est pris en compte dans l'IUTS ; (**) à compter de 2019, l'IRC et l'IRVM ont été fusionnés pour donner l'IRCM

Tableau N°3.7 : Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA)

Type	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Droits d'inscription et d'immatriculation foncière	1,33	1,24	1,45	1,60	1,16	1,67	1,62	1,82	2,49	2,69
Droits de mutation	3,48	4,29	5,57	7,67	6,16	8,84	6,70	5,81	5,78	7,24
Droits de succession	0,07	0,22	0,12	0,13	0,18	0,17	0,10	0,16	0,27	0,25
Droits de donation	0,01	0,03	0,02	0,02	0,02	0,02	0,01	0,01	0,05	0,06
Impôts sur la propriété	4,89	5,78	7,16	9,42	7,52	10,69	8,42	7,81	8,59	10,24

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.8 : Evolution des taxes sur les biens et services par type (en milliards FCFA)

Type	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taxes sur la valeur ajoutée	129,28	142,43	166,27	169,24	178,48	201,85	228,04	222,16	269,60	272,41
Taxes sur les boissons	9,72	11,53	13,74	15,49	16,63	19,55	23,79	24,26	27,56	31,43
Taxes sur les tabacs	7,84	9,55	10,91	11,83	15,21	17,67	18,36	22,27	24,16	22,65
Contribution du secteur boisson	4,56	5,42	6,55	7,54	8,21	9,46	10,48	10,61	1,08	0,01
Taxe sur les jeux de hasard	na	na	na	na	na	na	na	1,34	0,85	0,64
Taxe sur les contrats d'assurances	2,61	3,06	3,14	3,78	3,81	4,37	4,34	4,01	4,40	na
Taxe unique sur les contrats d'assurances	na	na	na	na	na	na	na	na	na	4,97
Licences*	0,21	0,28	0,22	0,02	0,02	0,06	0,02	na	na	na
Autres droits d'enregistrement	15,56	18,61	22,25	24,69	21,31	24,41	30,87	29,29	32,21	35,10
Droits de timbre	4,57	5,19	5,52	6,86	6,54	7,99	10,19	9,79	9,96	7,97
Taxes pour le développement touristique	0,60	0,64	0,72	0,75	0,72	0,68	0,81	0,87	0,87	0,32
Taxe spécifique sur les entreprises de télécommunication	na	na	na	1,98	2,39	2,43	2,45	2,63	2,76	5,45
Prélèvement sur les Billets d'Avion (PBA)	na	na	na	na	na	na	na	na	0,20	0,05
Taxes sur biens et services	174,94	196,71	229,32	242,18	253,31	288,47	329,34	327,23	373,66	381,01

Source : Direction générale des impôts

(*) La taxe sur les licences n'est plus comptabilisée au budget de l'Etat. Elle est versée aux collectivités territoriales à partir de 2018.

(**) la taxe sur les contrats d'assurances devient la taxe unique sur les contrats d'assurance à partir de 2020

Tableau N°3.9 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGI par nature (en milliards FCFA)

Nature	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Total recettes budget national	68,87	106,27	87,70	73,55	61,52	68,85	87,10	97,09	103,81	117,67
Total Recettes Fiscales	68,87	106,27	87,70	73,55	61,52	68,85	87,10	97,09	103,81	117,67
Autres droits d'enregistrement (ADE)	0,00	0,00	0,05	0,02	0,02	0,04	0,01	0,02	0,01	0,01
Impôt sur les sociétés (IS)	33,27	57,39	49,40	41,55	20,66	26,41	38,82	48,99	53,08	50,84
Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements (IRC)	0,00	0,00	1,01	0,18	0,16	0,18	2,58	5,63	4,61	na
Impôt sur les Revenus des créances et des valeurs mobilières (IRCM)	na	na	na	na	na	na	na	na	na	10,61
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	2,16	4,19	1,49	2,18	3,34	6,33	1,47	0,00	0,00	na
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	12,17	17,25	14,76	13,94	16,02	19,04	21,29	22,36	22,90	26,53
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques / Minimum forfaitaire de	0,17	0,09	0,12	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,13	0,05

Nature	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
perception (BIC-PP/MFP)										
Retenues à la source / Impôts sur les revenus fonciers (RET/IRF)	0,07	0,08	0,08	0,14	0,11	0,10	0,10	0,11	0,13	0,13
Retenues intérieures (RET/INT)	3,58	7,85	4,35	3,84	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Retenues extérieures (RET/ EXT)	2,00	2,56	1,99	1,70	4,96	0,00	0,00	0,00		0,00
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	0,16	0,31	0,51	0,62	0,97	0,88	2,03	1,84	2,23	2,90
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	15,30	16,56	13,94	9,39	15,27	15,42	20,34	18,13	20,65	25,63
Taxe sur la plus-value immobilière (TPVI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,46	0,47	0,01	0,06	0,93
Produits divers et accidentels (PDA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04
Impôts sur les bénéfices non commerciaux									0,01	0,02
Droits de timbre									0,00	0,00
Total recettes hors budget de l'Etat	nd	nd	nd	0,09	0,71	0,54	0,97	1,69	1,83	2,48
Patente	nd	nd	nd	0,07	0,08	0,40	0,82	1,54	1,68	2,47
Pénalités/Assiette	nd	nd	nd	0,01	0,40	0,07	0,06	0,01	0,00	0,00
Pénalités/Recouvrement	nd	nd	nd	0,01	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de poursuite	nd	nd	nd	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxes sur la voirie	nd	nd	nd	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00
Taxes sur les biens de mainmorte	nd	nd	nd	0,00	0,00	0,06	0,08	0,12	0,14	0,00
Taxe sur les véhicules à moteurs	na	na	na	na	na	na	na	na	0,01	0,01
Taxe sur les propriétés bâties et non bâties									0,00	0,00
Total recettes minières	68,87	106,27	87,70	73,65	62,23	69,39	88,06	98,78	105,64	120,16

Source : Direction générale des impôts

3.1.2.2. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des douanes

Tableau N°3.10 : Evolution des recouvrements de la DGD par type (en milliards FCFA)

Type	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes fiscales	305,96	430,43	464,37	422,47	430,81	476,04	561,64	625,60	624,70	598,31
Recettes non fiscales	7,45	10,63	11,73	8,87	9,65	12,13	13,57	13,58	13,59	12,99
Total	313,41	441,06	476,10	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30

Source : Direction générale des douanes

Tableau N°3.11 : Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA)

Grandes catégories	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	2019	2020
Taxes sur biens et services	193,98	278,93	295,74	276,80	285,72	316,94	380,45	423,44	428,82	413,02
Commerce International	99,52	133,49	149,47	129,14	127,30	139,17	159,51	180,42	175,07	163,93
Autres recettes fiscales	12,46	18,01	19,16	16,53	17,79	19,93	21,68	21,74	20,81	21,36
Autres recettes non fiscales	7,45	10,63	11,73	8,87	9,65	12,13	13,57	13,58	13,59	12,99
Total	313,41	441,06	476,10	431,34	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30

Source : Direction générale des douanes

(*) les amendes initialement comptabilisées dans le Commerce international, sont prises en compte dans les autres recettes fiscales à partir de 2018.

Tableau N°3.12 : Evolution des taxes douanières sur les biens et services par nature (en milliards FCFA)

Nature	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	2018	2019	2020
Taxe sur la valeur ajoutée	153,15	226,86	256,99	220,71	214,68	238,73	283,89	315,56	317,06	295,82
Taxe boissons	2,09	2,49	1,87	1,42	1,36	1,59	1,45	1,83	1,46	2,18
Colas	0,29	0,08	0,09	0,11	0,13	0,14	0,13	0,07	0,08	0,14
Tabacs/allumettes	0,73	0,52	0,78	0,69	0,79	1,19	1,28	1,84	1,71	1,50
Café/Thé	0,60	0,82	1,10	0,99	1,48	1,28	1,25	1,43	1,75	1,51
Taxes sur les produits pétroliers	35,49	46,34	33,02	50,99	65,27	71,82	90,17	100,04	102,92	106,86
Taxes sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques	0,20	0,26	0,24	0,26	0,25	0,32	0,24	0,27	0,35	0,36
Redevance informatique	1,43	1,56	1,65	1,63	1,77	1,88	2,04	2,08	2,33	3,62
Taxe sur les emballages plastiques	na	na	na	na	na	na	0,00	0,12	0,56	0,49
Taxe sur les véhicules de Tourisme	na	na	na	na	na	na	0,00	0,20	0,60	0,53
Total	193,98	278,93	295,74	276,80	285,72	316,94	380,45	423,44	428,82	413,02

Source : Direction générale des douanes

(*) les taxes sur les emballages plastiques et celles sur les véhicules de tourisme ont été prises en compte dans les droits de douanes.

Tableau N°3.13 : Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	2019	2020
Droit de douanes	87,56	118,04	132,03	114,65	112,25	123,15	140,24	159,78	154,22	144,16
Redevance statistique	10,00	14,58	16,80	13,81	14,45	15,60	18,82	20,19	20,25	19,43
Contribution du secteur élevage	0,46	0,64	0,63	0,68	0,60	0,42	0,45	0,45	0,42	0,34
Amendes	1,49	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	0,16	0,32
Total	99,51	133,49	149,46	129,14	127,30	139,17	159,51	180,42	175,07	164,25

Source : Direction générale des douanes

(*) les amendes initialement comptabilisées dans le Commerce international, sont prises en compte dans les autres recettes fiscales

Tableau N°3.14 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGD par nature (en millions FCFA)

Nature	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Acompte Impôt sur le Bénéfice (AIB)	184,86	91,26	91,79	131,77	72,18	155,55	157,11	67,72	60,40
Contribution pour le programme de vérification des importations (CPVI)	1 913,37	2 096,45	1 019,29	1 473,07	1 464,90	2 203,18	2 018,55	2 091,37	1 757,98
Droit de douanes (DD)	12 045,11	17 071,32	11 044,60	11 611,89	11 461,78	13 246,11	15 750,84	16 085,69	15 920,09
Intérêt de retard (IDR)	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prélèvement communautaire (CEDEAO)	1 501,17	1 759,05	1 118,39	1 299,44	1 242,83	1 747,40	1 770,24	1 906,48	1 698,23
Prélèvement communautaire de solidarité (UEMOA)	2 140,01	2 366,37	1 165,02	1 685,58	1 668,35	2 313,72	1 896,27	1 915,95	1 622,07
Péage (PEA)	38,39	45,96	29,58	38,15	34,74	43,95	46,15	48,27	48,07
RRO/RCP (*)	20,51	13,43	6,92	22,00	15,92	65,45	59,05	88,76	41,26
Redevance informatique (RI)	154,51	78,31	60,61	64,39	70,95	91,55	98,88	115,10	190,87
Redevance statistique (RS)	3 002,33	3 518,10	2 236,78	2 598,88	2 485,65	3 494,77	3 540,47	3 812,94	3 396,44
Remise spéciale (RSP)	175,97	81,22	58,03	64,77	65,51	78,55	90,00	92,99	76,96
Taxe sur la marge bénéficiaire (TMB)	0,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Nature	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taxe spécifique sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques (TPPC)	0,78	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00
Taxe sur les produits pétroliers (TPP)	0,00	1 161,10	6 375,22	7 691,69	8 401,04	10 435,28	11 968,23	12 803,88	13 425,95
Taxe sur les boissons (TSB)	0,06	0,63	0,00	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les emballages plastiques (TEP)	na	na	na	na	na	na	na	3,38	1,49
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	41 601,06	60 158,61	36 711,97	39 567,38	40 126,04	46 675,54	55 403,16	56 270,49	43 222,03
Total	62 779,02	88 441,93	59 918,27	66 249,21	67 109,88	80 551,05	92 798,97	95 303,04	81 464,87

Source : Direction générale des douanes

(*) RRO/RCP : Rémunération pour la reprographie des œuvres littéraires et artistiques sur les supports graphiques et analogues (RRO)/Rémunération pour copie privée (RCP).

3.1.2.3. Situation des recettes mobilisées par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Tableau N°3.15 : Evolution des recouvrements de la DGTCP par nature (en milliards FCFA)

Nature	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes courantes	94,09	101,37	119,67	117,28	112,73	147,28	135,57	168,50	314,30	270,12
Recettes fiscales	3,52	3,66	4,39	1,94	3,70	4,33	3,25	5,19	5,12	2,02
Recettes non fiscales	90,57	97,71	115,28	115,34	109,03	142,96	132,33	163,31	309,18	268,11
Recettes en capital	7,30	5,20	1,71	1,97	3,99	1,53	13,55	9,50	8,77	9,47
Total	101,39	106,57	121,38	119,25	116,72	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale

Tableau N°3.16 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGTCP par type (en milliards FCFA)

Type	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Royalties ou redevances proportionnelles	31,00	37,45	33,64	30,89	31,14	38,64	42,56	51,60	59,19	91,24
Taxes superficielles part Etat	2,48	3,34	3,59	2,98	6,36	5,06	8,11	8,86	6,91	9,98
Taxes superficielles part collectivités	0,00	0,84	0,90	0,75	1,59	1,26	2,03	2,22	1,73	2,50
Droits fixes/titre minier	0,57	0,74	0,39	0,46	0,40	0,27	1,14	1,60	0,92	1,01
Frais de dossier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01
Pénalités	0,12	0,63	0,11	0,01	0,10	0,02	0,10	0,16	0,19	0,48
Total	34,17	43,00	38,64	35,10	39,59	45,26	53,93	64,45	68,94	105,21

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale

3.1.3. Mobilisation des ressources propres par Unité de recouvrement (UR)

Tableau N°3.17 : Evolution des recouvrements par UR de la DGI au profit du budget de l'Etat (en milliards de FCFA)

Unité de recouvrement	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
DGE	318,32	384,42	424,00	426,23	406,62	497,01	564,03	603,42	715,78	726,55
DME-C I	34,89	39,47	49,52	44,05	41,58	38,08	35,85	38,38	44,63	40,44
DME-C II	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,42	25,31	30,49	29,70	28,10
DME-C III*	na	na	na	na	na	na	na	na	na	6,92
DME-HBS	2,95	3,20	3,74	2,94	2,96	3,50	3,88	4,02	4,23	4,51
DGUF-O	3,03	3,64	4,55	5,81	4,69	6,12	5,05	4,03	4,79	5,73
DGUF-B	0,60	0,80	1,02	1,29	0,98	1,60	1,09	1,34	1,10	1,36
DRI-C	17,16	21,83	25,70	28,14	34,65	25,92	22,68	24,76	27,93	29,84
DRI-PC	0,56	0,73	0,92	0,94	0,77	1,02	1,03	1,24	1,33	1,40
DRI-CS	0,32	0,44	0,51	0,50	0,49	0,56	0,58	0,57	0,63	0,69
DRI-HBS	1,74	2,14	2,56	2,82	2,48	2,20	2,71	2,96	2,85	2,98
DRI-CSC	0,66	0,68	0,80	0,81	0,80	0,87	1,03	1,07	1,10	1,20
DRI-SO	0,34	0,40	0,47	0,46	0,39	0,48	0,52	0,59	0,61	0,80
DRI-CO	1,25	1,57	1,38	1,42	1,28	1,51	1,71	1,92	2,07	2,24
DRI-BMH	0,72	0,89	1,03	1,08	0,96	1,04	1,41	1,77	1,68	1,65
DRI-CN	0,57	0,76	0,95	1,02	0,96	1,24	1,55	1,49	1,25	1,35
DRI-SHL	0,38	0,47	0,69	0,78	0,60	0,72	0,74	0,98	0,86	1,16
DRI-N	1,00	1,23	1,39	1,28	1,08	1,24	1,50	1,46	1,27	1,61
DRI-E	0,84	1,10	1,32	1,24	1,19	1,30	1,35	1,34	1,27	1,57
DRI-CE	0,77	0,96	1,01	1,07	1,04	1,18	1,35	1,65	1,47	1,81
Ensemble	386,12	464,73	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,53	861,92

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.18 : Evolution des recouvrements par UR de la DGD (en de milliards FCFA)

Unité de recouvrement	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Direction régionale du centre	242,41	360,40	386,47	333,64	344,64	387,81	449,21	500,39	497,98	483,54
Direction régionale du centre-sud	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,05	7,42	6,89	6,57
Direction régionale de l'ouest	51,52	69,06	82,89	90,81	87,62	92,24	110,61	120,65	124,01	112,88
Direction régionale du centre-est	14,93	7,88	3,59	3,82	4,78	5,03	6,28	6,60	6,40	5,63
Direction régionale de l'est	2,09	2,04	1,71	1,60	1,63	1,77	1,93	2,35	1,42	1,27
Direction régionale du sud-ouest	1,79	1,01	0,75	0,77	0,79	0,25	0,76	0,84	0,85	0,94
Direction régionale du nord	0,66	0,67	0,70	0,72	1,00	1,07	1,37	0,93	0,73	0,47
Total	313,41	441,06	476,10	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30

Source : Direction générale des douanes

Tableau N°3.19 : Evolution des recouvrements par UR de la DGTCP (en milliards de FCFA)

Unité de recouvrement	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Groupe RG	98,14	103,01	117,60	115,55	113,19	145,18	145,22	178,00	323,07	279,60
Recette Générale	20,65	13,05	30,03	9,23	12,57	19,17	15,74	28,36	151,39	70,03
DAMOF	14,69	19,80	22,13	38,35	24,48	32,62	33,23	43,08	60,84	66,01
DDP	10,22	8,67	4,66	5,54	6,53	2,31	14,89	13,93	10,86	11,73
TMDC	2,40	2,57	2,92	2,78	2,82	2,90	3,32	3,17	3,10	2,05
SCSP	2,63	2,79	3,06	2,85	2,89	2,82	2,75	0,00	0,00	0,00
AJT	0,89	0,79	1,90	3,40	6,13	1,40	0,77	0,47	0,74	0,68
PS/MINEFID	1,79	1,17	1,30	1,32	1,06	2,05	1,93	1,92	1,29	1,68
PS/MTMUSR	2,11	2,45	2,55	2,71	2,89	3,10	3,26	3,82	4,75	5,85
PS/MCIA	0,86	1,04	1,00	0,92	0,19	14,99	0,36	0,40	1,01	1,02
PS/MATDSI	2,36	2,45	2,92	4,11	3,94	4,59	4,23	3,95	4,32	2,56
PS/MEEVCC	1,35	1,50	1,41	1,70	1,72	1,84	1,56	1,62	1,23	1,17
PS/MCAT	0,08	0,12	0,08	0,12	0,05	0,13	0,08	0,16	0,06	0,11
PS/MESRSI	0,49	0,49	0,75	0,79	0,82	0,03	0,03	0,03	0,04	0,04
PS/MMC	35,65	44,07	40,11	36,78	40,15	48,04	55,76	67,66	73,10	106,41
PS/MAAH	0,50	0,46	0,52	0,56	0,60	0,60	0,68	0,68	0,63	0,74
PS/MJDHPDC	0,47	0,52	0,89	1,44	2,04	1,15	1,23	2,70	3,28	1,45
PS/MUH	0,14	0,24	0,23	0,27	0,18	0,22	0,25	0,55	0,31	0,47
PS/MFSNF	0,14	0,14	0,16	0,11	0,09	0,08	0,02	0,04	0,02	0,02
PS/MFPTPS	0,51	0,29	0,38	0,46	0,44	0,56	0,78	0,91	0,80	2,42
PS/MSANTE	0,07	0,20	0,29	0,41	0,40	0,45	0,43	0,55	0,54	0,35
PS/MENA	0,08	0,09	0,12	0,13	0,14	1,01	1,14	1,39	1,48	1,54
PS/MRAH	0,02	0,08	0,14	0,16	0,16	0,30	0,20	0,17	0,18	0,42
PS/MJFIP	0,03	0,05	0,05	0,04	0,04	0,07	0,09	0,03	0,04	0,06
PS/MAECBE	na	na	na	0,11	0,11	0,12	0,12	0,11	0,12	0,05
PS/MDENP	na	na	na	0,03	0,01	0,00	0,02	0,06	0,04	0,04
PS/MDNAC	na	na	na	1,23	2,79	4,62	2,35	2,26	2,87	2,71
Groupe TR*	3,25	3,57	3,78	3,70	3,54	3,63	3,91	na	na	na
TRHB	0,93	0,97	1,00	1,05	1,04	1,06	1,09	na	na	na
TRCas	0,17	0,19	0,21	0,22	0,23	0,21	0,20	na	na	na
TRBM	0,11	0,13	0,13	0,13	0,11	0,13	0,14	na	na	na
TRCO	0,07	0,08	0,13	0,09	0,10	0,12	0,11	na	na	na
TRSO	0,07	0,08	0,09	0,09	0,10	0,11	0,14	na	na	na
TRE	0,64	0,67	0,70	0,69	0,61	0,56	0,63	na	na	na
TRCE	0,94	0,95	0,92	0,91	0,85	0,82	0,85	na	na	na
TRN	0,09	0,11	0,13	0,12	0,12	0,13	0,13	na	na	na
TRPC	0,00	0,02	0,04	0,01	0,01	0,07	0,17	na	na	na
TRCS	0,12	0,19	0,20	0,20	0,19	0,22	0,21	na	na	na
TRSAhel	0,07	0,10	0,14	0,12	0,11	0,12	0,14	na	na	na
TRCN	0,04	0,09	0,10	0,08	0,08	0,09	0,09	na	na	na
Total	101,39	106,57	121,38	119,25	116,73	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale,

(*) Avec l'effectivité du transfert du péage au Fond spécial routier, les autres recettes recouvrées par les TR au profit du budget de l'Etat sont prises en compte directement dans la situation de la Recette générale.

3.2. Dépenses budgétaires

3.2.1. Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire

Tableau N°3.20 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre (en milliards FCFA)

Titre	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses ordinaires	690,94	907,81	907,03	1 037,43	1 100,33	1 279,07
Titre 1 : Amortissements, charge de la dette	68,34	93,14	105,10	159,55	194,17	229,10
Titre 2 : Dépenses de personnel	281,37	333,69	353,67	436,08	467,47	556,88
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	97,14	120,69	118,10	101,68	117,79	127,20
Titre 4 : Transferts courants	244,08	360,28	330,16	340,12	320,9	365,89
Dépenses en capital	453,01	654,65	761,88	520,46	441,89	535,88
Titre 5 : Dépenses d'investissements	449,16	649,15	722,23	511,34	437,21	528,89
Etat	256,33	374,90	475,16	290,13	281,89	319,45
Subventions	63,74	133,80	186,82	163,01	105,90	100,85
Prêts	129,09	140,46	60,25	58,19	49,42	108,58
Titre 6 : Transferts en capital	3,85	5,50	39,65	9,12	4,68	6,99
Total dépenses budgétaires	1 143,95	1 562,46	1 668,91	1 557,89	1 542,22	1 814,95

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement et Circuit informatisé de la dépense (CID).

La nomenclature budgétaire en 2017 a changé en tenant compte de l'opérationnalisation du Budget Programme.

Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards de FCFA)

	2017			2018			2019			2020		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses ordinaires	na	1 311,88	1 299,24	na	1 413,47	1 382,70	na	1 650,35	1 612,32		1 677,95	1 665,87
Charges financières de la dette	na	67,69	69,63	na	99,71	95,77	na	100,00	116,77		113,38	139,91
Dépenses de personnel	na	620,89	619,31	na	705,52	695,70	na	845,90	844,24		898,01	897,20
Dépenses d'acquisition de biens et services	na	180,34	173,91	na	198,55	192,47	na	209,96	201,10		186,20	175,82
Dépenses de transferts courants	na	442,46	436,34	na	409,19	398,33	na	493,98	449,86		479,87	452,48
Dépenses en atténuation des recettes	na	0,50	0,05	na	0,50	0,42	na	0,50	0,36		0,50	0,46
Dépenses en capital	2 270,97	985,91	673,37	1 222,77	778,47	564,76	780,54	716,32	525,31	695,49	854,81	737,04
Investissements exécutés par l'Etat	2 250,78	965,71	656,85	1 190,27	752,97	542,53	775,48	711,26	524,00	630,49	789,81	675,35
Etat	1 444,75	577,66	555,28	849,32	444,32	432,44	409,49	409,35	393,63	323,77	437,55	411,85
Subventions	209,36	261,44	61,18	100,41	174,21	49,95	92,48	171,26	44,08	116,99	208,80	141,70
Prêts	596,68	126,62	40,39	240,54	134,44	60,13	273,51	130,65	86,28	189,73	143,46	121,80
Transferts en capital	20,19	20,19	16,52	32,50	25,50	22,23	5,06	5,06	1,31	65,00	65,00	61,69
Total	2 270,97	2 297,78	1 972,61	1 222,77	2 191,93	1 947,45	780,54	2 366,67	2 137,63	695,49	2 532,76	2 402,91

Source : Direction générale du budget, /Projets de lois de règlements.

3.2.2. Evolution des dépenses par ministère et institution

Tableau N°3.22 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution hors financement extérieur (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	5,67	8,93	17,93	18,37	15,29	19,06
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,46	1,07	0,53	0,59	0,59	0,61
Premier Ministère	8,18	4,15	15,37	14,87	24,91	21,14
Parlement	9,11	10,09	10,77	11,65	0,00	na
Assemblée Nationale					8,16	12,66
Conseil Economique et Social	0,53	0,55	0,59	0,66	0,65	0,79
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	0,47	na	na	na	na	na
Min. Relat° avec le Parlement et Réf Pol	na	3,32	0,40	na	na	na
Min. Relat° avec les institutions et des Réf Pol	na	na	na	0,44	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	22,89	na	na	na	na	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	na	60,12	42,35	na	na	na
Min. Admin.Territ. et de la Sécurité	na	na	17,84	51,94	88,14	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	na	87,29
Ministère de la Justice	8,36	na	15,38	13,93	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	11,20	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	na	15,80	18,85
Ministère de la Défense	66,00	na	na	na	na	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	na	85,22	103,71	86,70	87,53	95,43
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	19,41	22,66	29,31	25,01	37,09	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	35,33
Ministère de la Sécurité	19,35	na	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	129,19	170,96	187,72	239,74	250,39	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	na	306,91
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et francophonie	3,44	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	na	4,16	4,31	4,94	5,18	4,56
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na	0,00	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	1,14	na	na	na	0,00	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na	na	0,00	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	4,17	na	na	na	0,00	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	na	6,91	7,80	7,01	8,37	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	na	0,00	9,12
Ministère de l'Information	na	na	na	na	0,00	na
Ministère de la Communication	3,29	3,13	10,68	8,88	0,00	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	na	9,15	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	8,36
Ministère de la Promotion de la Femme	1,01	1,76	na	na	na	na

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na	na	1,42	1,36	1,34	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	na	13,58
Ministère des Sports et des Loisirs	1,99	2,79	2,68	2,55	3,08	7,46
Ministère de la Santé	72,78	89,97	102,98	93,03	110,97	146,71
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	7,22	18,50	14,62	10,69	11,37	na
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	106,05	128,76	143,42	180,24	183,36	266,24
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	64,79	78,35	97,84	92,11	91,45	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	na	123,13
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na	na	na	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	2,32	na	na	na	na	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis	na	5,94	4,21	5,48	3,27	4,28
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	12,59	15,36	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	na	33,60	4,12	9,09	9,58
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	55,32	na	na	na	na	na
Min. de l'Agriculture & de l'Hydrauliq.	na	73,73	na	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	na	45,79	35,51	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	na	70,54	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	na	48,56
Ministère des Ressources Animales	4,80	15,69	na	na	7,60	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	na	13,24	12,84	na	9,93
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	3,99	4,96	5,75	7,82	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	na	8,82	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	na	11,21
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	35,16	52,48	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du désenclavement et des Transports	na	na	64,40	34,57	37,23	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	na	61,24
Ministère des Postes et Télécommunications (Technologie)	na	na	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	0,72	na	na	na	na	na
Ministère des Transports	0,99	na	na	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numériq.	na	3,94	0,44	na	na	na
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	na	na	na	0,45

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	na	3,59	4,45	2,46	3,18
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	0,37	na	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	0,75	1,49	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	6,77	na	na	na	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	na	20,33	11,41	17,27	11,32	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	na	13,74
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	1,71	10,62	8,55	7,45	5,35	6,22
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na	na	na
Ministère RechScientif et Innovation	2,53	4,93	5,83	6,55	6,35	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	na	13,70	8,95	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	na	34,77	27,70	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	na	na	25,32
Grande Chancellerie	0,51	0,70	1,37	0,73	0,45	0,51
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,60	0,75	0,53	0,49	0,86	0,64
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,58	0,65	1,10	1,02	0,79	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	na	0,80
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	0,45	0,52	0,58	0,60	0,89	0,79
Conseil d'Etat	0,41	0,45	0,43	0,47	0,57	0,63
Cour des Comptes	0,59	0,78	0,80	0,82	0,83	1,00
Cour de Cassation	0,52	0,55	0,67	0,70	0,69	1,07
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,20	0,19	0,20	0,37	0,16	0,21
Commission de l'Informatique et des Libertés	na	na	0,40	0,32	0,29	0,33
Médiateur du Faso	na	na	0,48	0,46	0,48	0,43
Transferts Ressources Collectivités Territoriales	12,96	14,34	23,88	21,84	11,22	15,05
Dépenses Communes Interministérielles	251,53	348,69	317,72	269,93	254,79	213,99
Total	951,11	1 288,20	1 421,84	1 336,24	1 386,90	1 606,40

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement,

Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA)

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019			2020		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
01		Présidence du Faso	16,94	40,55	27,47	32,49	34,07	20,81	34,29	37,52	36,88	27,41	31,19	29,57
	001	Pilotage de l'action présidentielle	12,75	20,78	18,55	24,73	14,93	14,78	26,11	30,61	30,98	27,41	23,55	23,76
	002	Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	-	0,64	0,30	0,00	0,79	0,32	0,00	1,34	0,61	0,00	0,67	0,51
	003	Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	4,20	19,13	8,62	7,76	18,35	5,72	8,17	5,57	5,29	0,00	6,97	5,30
02		Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	-	0,74	0,74	0,10	0,72	0,79	0,24	1,10	1,08	0,10	0,95	0,89
	004	Organisation du travail gouvernemental	-	0,74	0,74	0,10	0,72	0,79	0,24	1,10	1,08	0,10	0,95	0,89
03		Premier Ministère	187,68	59,61	37,15	111,55	48,92	24,86	109,94	33,84	25,68	93,07	39,71	33,69
	005	Soutien à l'action du Premier Ministre (ex Coordination de l'action gouvernementale)	1,07	2,98	2,99	0,62	2,57	3,10	1,25	3,06	2,24	0,70	2,73	2,04
	006	Appui à la gouvernance	-	2,10	2,06	0,00	2,46	2,32	0,00	2,57	2,59	0,00	5,97	6,15
	007	Pilotage des projets stratégiques	186,61	47,71	25,30	110,93	38,34	13,94	108,69	26,69	19,08	92,37	29,17	23,47
	008	Promotion du capital humain	-	6,83	6,80	0,00	5,54	5,50	0,00	1,53	1,77	0,00	1,83	2,03
04		Parlement	3,25	15,42	15,42	3,50	16,67	16,67	0,00	20,87	20,87	1,50	18,94	18,94
	134	Fonction parlementaire	3,25	15,42	15,42	3,50	16,67	16,67	0,00	20,87	20,87	1,50	18,94	18,94
05		Conseil Economique et Social	-	0,84	0,84	0,00	0,79	0,79	0,00	0,83	0,82	0,00	0,77	0,77
	009	Conseil Economique et Social	-	0,84	0,84	0,00	0,79	0,79	0,00	0,83	0,82	0,00	0,77	0,77
08		Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur				0,10	0,75	0,71	0,18	2,68	2,53	0,08	2,68	2,67
	029	Intégration africaine				0,00	0,51	0,49	0,18	2,32	2,17	0,00	1,88	1,88
	137	Gestion des Burkinabè de l'extérieur										0,00	0,21	0,14
	141	Pilotage et soutien des services du MIABE				0,10	0,23	0,22	0,00	0,37	0,36	0,08	0,58	0,65

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019			2020		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
09		Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (ex Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	17,24	109,75	97,05	33,43	37,73	35,38	3,14	45,38	36,10	9,48	57,51	48,29
	010	Sureté de l'Etat	0,27	0,27	0,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	011	Administration du territoire	2,96	14,50	15,22	3,48	8,83	9,46	1,02	11,98	13,60	0,13	8,89	11,91
	012	Sécurité intérieure	0,46	2,70	40,22	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	013	Protection civile	0,99	2,52	2,04	24,09	2,05	1,82	0,66	3,60	3,29	0,80	4,34	4,04
	014	Décentralisation	11,84	33,58	23,12	3,24	22,53	18,29	1,20	23,46	13,30	8,50	39,37	27,90
	015	Etat civil	0,08	0,89	0,56	1,02	0,42	0,12	0,16	0,38	0,20	0,00	0,24	0,07
	016	Pilotage et soutien des services du MATD	0,64	55,30	15,62	1,61	3,90	5,60	0,10	5,96	5,71	0,05	4,69	4,37
10		Ministère de la Justice (ex Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	11,02	27,15	24,10	9,34	31,28	28,00	6,48	32,19	30,33	0,82	25,40	25,06
	017	Administration judiciaire	7,38	11,10	9,46	6,06	12,99	12,14	3,82	14,58	11,27	0,39	11,65	9,92
	018	Administration pénitentiaire	2,81	9,08	8,11	3,01	9,90	8,40	2,66	11,27	11,91	0,43	10,90	9,65
	019	Droits humains	0,47	1,49	0,32	0,00	2,50	0,42	0,00	1,60	0,00	0,00	0,00	0,00
	020	Civisme et citoyenneté	-	0,34	0,20	0,00	0,47	0,21	0,00	0,28	0,00	0,00	0,00	0,00
	021	Pilotage et soutien	0,35	5,13	6,01	0,27	5,41	6,83	0,00	4,47	7,15	0,00	2,85	5,49
11		Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	13,00	114,10	114,06	67,93	169,94	169,94	67,95	209,73	209,73	78,34	223,17	223,17
	022	Défense	6,27	8,89	8,90	38,40	40,71	40,73	29,25	33,57	33,57	18,54	19,99	19,99
	023	Préparation et emploi des forces	1,32	54,45	54,43	4,00	63,51	63,48	2,00	80,21	80,21	9,31	90,26	90,27
	024	Equipeement des forces	3,27	3,74	3,74	15,59	15,99	15,99	15,75	16,28	16,28	19,52	20,32	20,08
	025	Appui à la sécurité publique et à la protection civile	0,44	26,61	26,60	0,43	25,19	25,19	0,52	34,56	34,56	0,92	34,96	34,96
	026	Renforcement du lien Armée-Nation	0,13	1,24	1,24	0,00	1,03	1,03	0,00	1,27	1,27	0,00	1,27	1,27

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019			2020		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	027	Pilotage et soutien	1,58	19,15	19,14	9,52	23,52	23,51	20,43	43,84	43,84	30,05	56,36	56,60
	104	Pilotage et soutien des services du Ministère				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
12		Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur)	13,60	38,16	37,93	12,60	46,60	35,98	5,22	41,86	40,93	2,44	44,51	44,39
	028	Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	12,60	33,72	33,24	12,41	35,21	24,42	5,22	38,39	37,60	2,43	40,61	40,63
	029	Intégration Africaine (ex Intégration régionale)	-	0,51	0,77	0,00	2,09	2,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	030	Pilotage et soutien aux services du Ministère	1,00	3,92	3,92	0,19	9,30	9,15	0,00	3,47	3,34	0,01	3,90	3,76
13		Ministère de la Sécurité	12,58	21,31	20,96	13,89	71,23	72,01	14,75	107,01	102,12	19,28	115,36	114,21
	010	Sûreté de l'Etat	-	0,07	0,07	0,27	0,34	0,34	1,06	4,82	0,94	0,75	1,00	1,00
	012	Sécurité intérieure	12,37	19,82	19,53	13,33	62,61	66,92	13,17	83,90	82,50	17,97	95,64	79,48
	016	Pilotage et soutien des services du MATD				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	057	Pilotage et soutien aux services de la Santé				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	139	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	0,22	1,41	1,36	0,29	8,27	4,74	0,53	18,30	18,67	0,56	18,72	33,73
14		Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	58,21	181,20	179,30	13,38	227,93	225,46	21,80	226,47	238,34	28,44	243,90	262,22
	031	Charge de la dette	-	67,69	69,63	0,00	99,71	95,77	0,00	100,00	116,77	0,00	113,38	139,91
	032	Pilotage de l'Economie et du développement	17,28	17,92	17,70	6,55	11,71	9,86	14,31	9,41	9,20	26,03	49,27	46,55
	033	Mobilisation des ressources	11,79	43,08	38,99	1,05	59,76	57,90	0,00	26,01	19,89	1,09	27,97	27,16

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019			2020		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	034	Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	1,10	4,36	4,96	0,00	4,05	4,64	0,00	4,73	5,20	0,21	14,53	11,09
	035	Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	0,30	0,91	3,58	0,00	4,92	7,86	0,00	4,49	5,49	0,00	0,00	0,00
	036	Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	0,69	0,87	1,30	0,00	1,18	1,57	0,00	3,91	1,87	0,00	2,77	1,46
	037	Relations économiques et financières internationales	0,11	7,02	6,09	0,03	6,70	3,75	0,00	17,18	16,98	0,00	0,00	0,00
	038	Pilotage et soutien des services du ministère	26,94	39,35	37,06	5,75	39,89	44,11	7,49	60,74	62,94	1,11	35,98	36,05
15		Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	8,04	6,13	5,60	9,41	7,17	7,38	0,41	8,13	8,06	0,32	8,49	8,49
	039	Culture	6,75	3,05	3,12	7,00	4,38	4,82	0,00	4,02	4,00	0,15	4,50	4,30
	040	Tourisme	1,29	1,41	0,94	2,36	1,08	0,80	0,41	2,22	1,85	0,11	1,84	1,72
	041	Pilotage et soutien aux services du MCAT	-	1,67	1,55	0,05	1,70	1,76	0,00	1,88	2,20	0,05	2,16	2,47
17		Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,19	11,68	11,35	5,21	12,43	11,99	1,72	12,48	12,32	1,68	9,76	9,71
	042	Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	0,85	5,79	5,48	1,05	5,15	4,79	1,16	5,51	4,93	0,42	4,09	3,97
	043	Réforme de l'administration	0,05	0,23	0,25	0,00	0,17	0,26	0,00	0,20	0,03	0,00	0,22	0,02
	044	Travail décent	1,28	2,92	2,70	4,16	3,76	3,92	0,56	3,48	3,06	1,26	2,00	1,63
	045	Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	0,01	2,75	2,91	0,00	3,36	3,02	0,00	3,28	4,30	0,00	3,45	4,09
18		Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,74	11,04	10,25	2,59	13,06	13,04	1,40	11,56	11,26	2,06	15,64	15,63
	046	Communication	5,74	9,09	8,55	1,75	11,09	10,89	1,32	9,12	8,70	2,06	13,13	13,14

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019			2020		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	047	Pilotage et soutien	-	1,87	1,68	0,84	1,84	2,09	0,08	2,34	2,49	0,00	2,37	2,42
	124	Relations avec le Parlement	-	0,08	0,02	0,00	0,13	0,06	0,00	0,09	0,07	0,00	0,14	0,07
20		Ministère des Sports et des Loisirs	3,25	8,79	8,26	2,92	7,60	7,50	1,43	8,99	8,89	2,28	8,23	8,16
	052	Sport et activités physiques	3,25	3,45	3,47	2,57	5,26	5,59	1,29	6,31	6,68	2,19	5,58	5,98
	053	Loisirs	-	0,38	0,09	0,07	0,42	0,13	0,11	0,58	0,25	0,08	0,71	0,21
	054	Pilotage et soutien des services du MSL	-	4,96	4,70	0,28	1,92	1,79	0,03	2,11	1,96	0,01	1,94	1,97
21		Ministère de la Santé	98,45	219,56	192,58	58,72	207,27	196,76	46,54	238,29	218,59	54,27	280,72	271,04
	055	Offre de soin (ex Accès aux sévices de santé)	73,00	99,00	119,20	46,98	72,83	119,13	41,65	77,53	116,93	29,48	58,32	129,62
	056	Santé publique (ex Prestation des services de santé)	23,14	97,69	54,22	9,18	104,42	52,25	3,73	124,73	73,29	24,54	171,34	116,27
	057	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Santé	2,31	22,87	19,16	2,55	30,02	25,38	1,16	36,02	28,37	0,25	51,06	25,15
22		Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (ex Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille)	2,93	17,00	14,80	3,17	17,72	16,13	1,48	22,14	18,86	0,35	42,78	33,80
	048	Femme et du genre	0,69	3,22	1,30	0,60	2,31	0,52	0,60	3,25	1,53	0,00	7,39	5,68
	049	Enfance et famille	1,93	4,20	1,85	1,67	6,32	2,02	0,75	6,59	1,72	0,30	4,21	1,41
	050	Solidarité nationale et gestion des catastrophes	0,31	5,23	6,95	0,90	7,18	9,42	0,13	9,74	11,45	0,05	28,67	22,50
	051	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	4,34	4,70	0,00	1,90	4,17	0,00	2,56	4,15	0,00	2,52	4,21
23		Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (ex Ministère de l'Education	35,36	348,43	331,78	34,31	353,82	385,12	21,93	465,89	451,07	12,46	499,25	495,19

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019			2020		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
		Nationale et de l'Alphabétisation)												
	058	Accès à l'éducation formelle	31,80	105,46	288,24	31,51	189,30	336,79	18,66	332,06	210,18	11,52	382,13	263,11
	059	Qualité de l'éducation formelle	3,06	122,56	25,47	1,60	127,06	26,61	3,27	76,75	42,06	0,49	62,28	48,17
	060	Accès et qualité de l'éducation non formelle	-	2,30	2,02	0,02	2,23	2,03	0,00	2,48	2,02	0,00	10,51	1,54
	061	Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	0,50	118,12	16,06	1,18	35,23	19,68	0,00	54,60	196,81	0,46	44,33	182,37
24		Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	118,82	110,51	105,63	33,18	88,89	88,40	59,24	99,20	95,84	17,64	95,81	92,30
	062	Enseignement supérieur	49,64	47,57	61,74	22,09	42,77	44,50	25,31	49,33	48,91	11,61	47,25	44,11
	063	Fourniture des services sociaux aux étudiants	42,26	28,55	25,81	1,60	29,25	26,05	29,60	32,35	30,47	2,03	26,33	26,91
	064	Recherche scientifique et technologique	0,42	8,41	7,88	1,82	9,98	9,74	2,44	11,42	8,95	2,61	15,12	14,28
	065	Pilotage de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	22,83	23,00	9,32	1,22	4,81	6,30	0,70	4,55	6,08	0,11	5,49	6,14
	066	Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	3,67	2,98	0,87	6,45	2,08	1,81	1,20	1,54	1,43	1,28	1,62	0,86
25		Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	12,72	16,84	14,94	7,86	20,36	16,75	4,12	11,85	11,46	2,08	19,45	6,41
	067	Industrie	10,73	6,12	4,70	5,32	5,46	5,07	3,97	7,14	6,74	0,93	2,44	1,70
	068	Commerce	0,03	8,30	7,77	0,73	11,33	8,00	0,00	1,17	1,01	0,58	13,71	0,86
	069	Artisanat	1,78	0,61	0,36	1,70	1,26	1,02	0,15	0,52	0,45	0,39	1,26	0,64
	070	Secteur privé	-	0,45	0,28	0,00	0,79	0,65	0,00	1,16	0,84	0,10	0,81	0,58
	071	Pilotage et soutien	0,18	1,36	1,82	0,11	1,52	2,02	0,00	1,86	2,41	0,09	1,24	2,63
26		Ministère des Mines et des Carrières	-	7,42	4,28	4,34	2,73	2,83	0,48	6,06	5,84	0,00	5,07	5,03
	072	Mines (ex Mines et carrières)	0,00	6,49	3,19	2,42	2,22	2,10	0,26	5,27	5,14	0,00	4,13	4,02
	073	Energie	-	0,00	0,19	0,00	0,00	0,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019			2020		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	074	Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	-	0,93	0,90	1,92	0,52	0,66	0,22	0,79	0,70	0,00	0,66	0,83
	138	Carrières										0,00	0,28	0,18
27		Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles (ex Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques)	92,82	129,69	86,49	134,39	135,68	85,63	69,88	99,58	70,40	57,38	95,52	72,04
	075	Aménagements hydro-agricoles et irrigations	44,24	40,65	24,38	63,52	41,81	30,21	45,29	38,36	28,68	33,56	19,67	18,43
	076	Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	26,11	25,25	22,51	22,22	40,00	14,64	6,77	11,85	8,83	3,86	12,51	10,36
	077	Economie agricole	5,99	8,27	2,02	15,01	10,31	4,19	5,86	12,06	2,83	5,88	14,67	7,53
	078	Développement durable des productions agricoles	5,09	17,69	16,82	22,47	11,40	11,14	4,53	13,32	13,06	13,05	30,13	23,23
	079	Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	9,17	16,04	10,24	3,89	12,25	11,19	6,81	9,18	7,45	0,68	3,47	2,96
	080	Pilotage et soutien	2,21	21,80	10,53	7,28	19,91	14,26	0,61	14,81	9,55	0,35	15,07	9,52
28		Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	107,99	20,73	16,31	55,71	24,67	17,45	27,71	26,21	24,17	25,87	35,74	32,64
	081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	29,44	5,44	5,20	12,83	8,01	9,03	3,58	5,40	6,09	3,11	6,50	7,01
	082	Productivité et compétitivité des productions animales	52,06	7,86	5,36	19,70	10,49	4,21	22,37	13,04	12,19	21,93	23,39	21,98
	083	Santé animale et santé publique vétérinaire	12,23	2,08	0,99	5,68	1,53	0,33	0,77	1,75	0,57	0,04	1,72	0,31
	084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	9,33	0,85	0,51	11,67	1,47	0,83	0,08	1,76	0,61	0,03	1,84	0,51
	085	Pilotage et soutien	4,93	4,49	4,26	5,83	3,17	3,06	0,91	4,26	4,71	0,75	2,28	2,83

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019			2020		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
29		Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	9,61	35,41	19,70	6,41	21,61	15,74	9,41	22,13	17,68	4,82	24,22	22,75
	086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2,37	9,73	12,06	1,71	7,72	8,28	7,28	13,31	11,16	2,06	9,21	10,49
	087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	0,65	2,38	0,92	0,27	1,57	0,46	0,11	1,56	0,53	0,39	2,00	0,70
	088	Gouvernance environnementale et développement durable	4,23	13,52	1,65	3,34	4,97	0,47	0,45	1,23	0,39	0,84	1,89	1,06
	089	Economie verte et changement climatique	2,35	3,30	1,09	0,89	3,41	1,21	1,57	2,64	1,24	0,83	2,45	1,65
	090	Pilotage et soutien	-	6,46	3,98	0,20	3,94	5,33	0,00	3,39	4,36	0,70	8,67	8,85
30		Ministère des Infrastructures	1 046,12	211,00	135,48	175,62	123,41	106,34	119,49	166,36	99,30	108,29	104,30	91,43
	091	Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	1 040,32	206,15	130,70	171,62	119,33	101,73	119,41	162,79	94,89	55,24	49,92	37,15
	092	Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	5,80	0,34	0,02	3,00	0,13	0,06	0,00	0,19	0,17	21,13	41,06	40,33
	093	Développement de réseau de pistes rurales	-	1,01	1,01	0,00	0,67	0,62	0,00	0,15	0,15	31,77	9,82	9,33
	094	Pilotage et soutien	-	3,49	3,75	1,00	3,29	3,94	0,08	3,23	4,09	0,15	3,50	4,62
31		Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	30,42	21,39	5,37	49,22	23,80	13,56	19,92	17,16	16,05	28,08	32,06	31,96
	095	Développement d'infrastructures de communications électroniques	30,15	19,39	3,38	48,92	21,65	11,52	19,92	15,06	14,00	27,80	30,46	30,60
	096	Appui au sous-secteur postal	0,15	0,03	0,02	0,22	0,02	0,01	0,00	0,23	0,23	0,00	0,08	0,09
	097	Pilotage et soutien aux structures du MDENP	0,11	1,98	1,97	0,08	2,13	2,03	0,00	1,88	1,82	0,18	1,00	0,90

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019			2020		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	136	Transformation et écosystème numérique										0,09	0,51	0,38
32		Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,72	1,93	1,87	17,49	7,17	6,84	7,38	10,19	9,52	2,61	9,46	9,31
	098	Transports et météorologie	1,07	0,72	0,64	16,07	4,63	4,27	5,87	7,38	7,19	2,40	7,43	7,21
	099	Mobilité et sécurité routière	1,65	0,73	0,73	1,42	1,89	1,59	1,47	1,43	1,06	0,21	0,92	0,88
	100	Pilotage et soutien des services du MTMUSR	-	0,48	0,50	0,00	0,65	0,98	0,03	1,38	1,27	0,00	1,11	1,23
35		Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique							0,00	1,59	0,72	0,08	2,02	1,68
	019	Droits humains							0,00	1,20	0,35	0,00	1,16	0,42
	020	Citoyenneté et paix (ex Civisme et citoyenneté)							0,00	0,26	0,25	0,00	0,41	0,15
	145	Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique							0,00	0,13	0,12	0,08	0,45	1,12
37		Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (ex Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelles)	7,16	20,11	18,52	4,80	20,47	17,29	1,09	11,63	11,42	0,51	15,89	14,63
	101	Jeunesse	0,54	1,32	2,54	0,10	2,18	3,42	0,00	2,62	2,68	0,00	2,00	2,40
	102	Formation professionnelle	0,90	3,21	3,04	2,76	6,19	2,65	0,79	4,97	4,79	0,45	3,92	3,19
	103	Promotion de l'emploi (ex Insertion professionnelle)	5,72	11,46	10,08	1,95	9,21	8,73	0,00	2,67	1,83	0,06	8,55	7,18
	104	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	4,12	2,86	0,00	2,88	2,50	0,30	1,37	2,12	0,00	1,41	1,86
	139	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019			2020		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
38		Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville (ex Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat)	22,66	9,29	7,24	8,93	5,94	4,02	6,99	8,18	5,72	4,87	6,33	4,43
	105	Planification et aménagement urbain	3,18	2,05	1,91	4,32	0,86	0,92	2,63	2,27	0,81	2,86	2,47	0,53
	106	Architecture et construction	2,00	1,41	1,41	1,74	1,33	1,22	3,37	3,81	2,93	1,89	2,68	2,48
	107	Accès aux logements décents	16,81	3,75	2,22	2,70	2,51	0,61	0,97	1,05	0,88	0,11	0,35	0,23
	108	Pilotage et soutien aux service du MUH	0,67	2,08	1,70	0,17	1,24	1,28	0,03	1,05	1,10	0,00	0,82	1,18
42		Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	84,18	87,48	78,02	90,30	66,28	51,20	27,43	42,86	39,34	26,23	43,29	35,86
	109	Aménagements hydrauliques (ex Mobilisation des ressources en eau)	53,79	55,43	50,97	72,14	44,71	34,45	17,29	26,17	24,35	11,42	18,77	18,04
	110	Gestion intégrée des ressources en eau	4,67	4,20	2,41	3,57	5,54	2,86	1,54	4,08	3,41	3,10	5,08	1,81
	111	Approvisionnement en eau potable (ex Eau potable)	16,44	17,02	15,75	11,78	10,14	8,78	6,83	8,74	8,26	9,31	13,73	11,02
	112	Assainissement des eaux usées et excréta (ex Assainissement)	8,54	6,97	5,25	2,09	4,17	3,13	1,25	1,38	1,20	2,34	2,75	2,40
	113	Pilotage et soutien	0,73	3,85	3,63	0,72	1,72	1,98	0,52	2,49	2,12	0,06	2,96	2,58
43		Ministère de l'Energie	176,30	44,94	15,11	132,46	34,84	23,94	67,28	27,18	22,61	4,27	37,66	36,03
	073	Energie	173,30	41,71	11,89	131,96	34,54	23,41	67,20	26,34	21,95	4,27	36,97	35,42
	140	Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	3,00	3,23	3,22	0,50	0,30	0,53	0,08	0,84	0,66	0,00	0,69	0,62
50		Grande Chancellerie	0,21	0,90	0,89	0,00	0,61	0,66	0,00	0,72	0,72	0,00	0,74	0,74
	114	Ordres burkinabè	0,21	0,90	0,89	0,00	0,61	0,66	0,00	0,72	0,72	0,00	0,74	0,74
51		Conseil Supérieur de la Communication	0,05	0,91	0,76	0,50	0,95	0,82	0,40	1,01	0,87	0,00	0,82	0,82
	115	Régulation du secteur de la communication	0,05	0,91	0,76	0,50	0,95	0,82	0,40	1,01	0,87	0,00	0,82	0,82

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019			2020		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
52		Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	6,10	3,00	2,72	1,00	2,24	2,22	1,20	2,46	2,41	1,21	2,39	2,38
	116	Contrôle d'Etat	6,10	3,00	2,72	1,00	2,24	2,22	1,20	2,46	2,41	1,21	2,39	2,38
54		Conseil Constitutionnel	5,37	2,61	2,57	32,33	3,27	3,23	0,00	0,81	0,80	0,00	0,77	0,77
	117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	5,37	2,61	2,57	32,33	3,27	3,23	0,00	0,81	0,80	0,00	0,77	0,77
55		Conseil d'Etat	0,00	0,74	0,74	0,00	0,75	0,75	0,00	0,78	0,78	0,06	1,11	1,11
	118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	-	0,74	0,74	0,00	0,75	0,75	0,00	0,78	0,78	0,06	1,11	1,11
56		Cour des Comptes		1,13	1,13	0,00	1,06	1,12	0,00	1,13	1,13	0,00	1,49	1,49
	119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	-	1,13	1,13	0,00	1,06	1,12	0,00	1,13	1,13	0,00	1,49	1,49
57		Cour de Cassation	0,06	1,46	1,40	0,11	1,31	1,32	0,16	1,54	1,47	0,07	1,79	1,79
	120	Juridiction supérieure de l'Ordre judiciaire	0,06	1,46	1,40	0,11	1,31	1,32	0,16	1,54	1,47	0,07	1,79	1,79
58		Commission Electorale Nationale Indépendante		0,27	0,27	0,00	1,25	1,25	0,00	0,38	0,37	0,00	0,34	0,34
	121	Elections	-	0,27	0,27	0,00	1,25	1,25	0,00	0,38	0,37	0,00	0,34	0,34
59		Commission de l'Informatique et des Libertés	0,04	0,39	0,39	0,00	0,38	0,38	0,00	0,37	0,37	0,00	0,37	0,37
	122	Protection des données à caractère personnel	0,04	0,39	0,39	0,00	0,38	0,38	0,00	0,37	0,37	0,00	0,37	0,37
60		Médiateur du Faso		0,43	0,43	0,00	0,43	0,43	0,00	0,58	0,58	0,00	0,57	0,57
	123	Médiateur du Faso	-	0,43	0,43	0,00	0,43	0,43	0,00	0,58	0,58	0,00	0,57	0,57
98		Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	57,13	57,13	12,08	41,25	41,25	9,26	38,59	38,59	9,34	38,69	38,69
	135	Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	57,13	57,13	12,08	41,25	41,25	9,26	38,59	38,59	9,34	38,69	38,69
99		Dépenses Communes Interministérielles	30,16	280,64	265,56	41,41	256,91	174,67	10,20	241,18	184,96	67,70	287,90	251,45

Code Sect.	Code Prog.	Libellé	2017			2018			2019			2020		
			AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
	133	Dépenses communes interministérielles	30,16	280,64	265,56	41,41	256,91	174,67	10,20	241,18	184,96	67,70	287,90	251,45
Total général			2 270,97	2 297,78	1 972,61	1 222,77	2 191,93	1 947,45	780,54	2 366,67	2 137,63	695,49	2 532,76	2 402,91

Source : Direction générale du budget, Projets de lois de règlements.

3.2.3. Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution

Tableau N°3.24 : Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de l'Economie et des Finances	67,92	92,69	104,65	158,56	177,20	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	na	228,39
Dépenses Communes Interministérielles	0,42	0,46	0,45	0,98	16,97	0,70
Total	68,34	93,14	105,10	159,55	194,17	229,10

Source : Direction générale du budget, lois de règlement

Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019		2020	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Dépenses Communes Interministérielles	0,5	0,05	0,50	0,42	0,50	0,36	0,50	0,46

Source : Direction générale du budget/Projets de lois de règlement.

Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019		2020	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère de l'économie, des finances et du développement	67,69	69,63	99,71	95,77	100,00	116,77	13,38	139,91

Source : Direction générale du budget, Projets de lois de règlement.

Tableau N°3.27 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	1,05	1,20	1,21	1,26	1,00	1,37
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,23	0,25	0,29	0,29	0,28	0,38
Premier Ministère	0,40	0,43	0,46	0,58	0,70	0,87
Parlement	na	na	na	na	na	na
Conseil Economique et Social	0,12	0,13	0,14	0,17	0,16	0,20
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	0,12	na	na	na	na	na
Min. Relat° avec le Parlement et Réf Pol	na	0,17	0,19	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na	na	na	0,24	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	4,14	na	na	na	na	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	na	25,15	27,40	na	na	na
Min. Admin.Territoriale et Sécurité	na	na	na	32,32	29,39	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	na	51,09
Ministère de la Justice	5,24	na	7,75	8,00	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	6,47	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	na	10,10	13,85
Ministère de la Défense	52,72	na	na	na	na	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	na	64,67	63,50	65,72	70,24	63,19
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	8,17	7,04	12,49	13,31	12,22	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	16,27
Ministère de la Sécurité	13,44	na	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	13,20	15,69	16,46	20,38	22,37	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	na	26,51
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et francophonie	1,79	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	na	1,63	1,72	2,06	1,86	2,17
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	0,64	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na	na	na	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	1,11	na	na	na	na	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	na	1,97	2,01	2,44	2,77	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale						3,25
Ministère de l'Information	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Communication	na	0,61	1,02	1,50	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	na	1,91	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	2,17

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de la Promotion de la Femme	0,40	0,52	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du genre	na	na	0,51	0,67	0,74	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,82	0,95	1,02	1,25	0,77	1,76
Ministère de la Santé	29,30	34,84	38,64	48,67	46,72	67,83
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	3,92	4,76	4,88	6,12	5,92	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	na	8,36
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	85,40	93,64	98,39	139,60	128,72	198,95
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	24,19	29,86	33,75	43,53	48,96	na
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na	na	na	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	0,81	na	na	na	na	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis	na	0,93	0,96	1,16	1,10	1,44
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	0,29	0,37	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	na	0,42	0,49	0,54	0,63
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	5,91	na	na	na	na	na
Min. de l'Agriculture & de l'Hydrauliq.	na	6,33	na	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	na	6,39	6,76	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	na	8,23	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	na	11,46
Ministère des Ressources Animales	2,42	2,65	na	na	3,79	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutique	na	na	2,92	3,43	na	4,73
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	2,73	3,13	3,63	4,55	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	na	4,48	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	na	6,26
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na	na	1,66	2,22	2,38	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	na	2,88
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	1,19	1,45	na	na	na	na
Ministère des Postes et Télécommunications	na	na	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	0,15	na	na	na	na	na
Ministère des Transports	0,35	na	na	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numériq.	na	0,62	0,44	na	na	na

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Min. D�v. Eco. Numérique et des Postes	na	na	na	0,43	0,34	0,55
Minist�re de l'Economie et du Développement	na	na	na	na	na	na
Minist�re de la Promotion des Droits Humains	0,31	na	na	na	na	na
Minist�re des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	0,33	0,67	na	na
Minist�re de la jeunesse et de l'emploi	0,68	na	na	na	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	na	0,85	1,03	1,43	1,55	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	na	2,61
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,53	0,65	0,66	0,81	0,63	0,99
Min. charg� de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na	na	na
Ministère RechScientifq et Innovation	na	0,18	0,43	0,95	0,83	na
Min. Enseig Sup�rieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	na	58,47
Ministère de l'Am�nagement du Territoire et de la D�centralisation	na	na	na	0,69	na	na
Ministère de l'Eau, des Am�nagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	na	na	1,30	na	na
Grande Chancellerie	0,03	0,03	0,04	0,05	0,06	0,06
Conseil Sup�rieur de l'Information	na	na	na	na	na	na
Conseil Sup�rieur de la communication	0,10	0,12	0,13	0,16	0,19	0,28
Inspection G�n�rale de l'Etat	na	na	na	na	na	na
Autorit� Sup�rieure de Contr�le d'Etat	0,23	0,29	0,34	0,33	0,27	na
Autorit� Sup�rieure de Contr�le d'Etat/LC	na	na	na	na	na	0,41
D�l�gation G�n�rale � l'Informatique	na	na	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	0,23	0,29	0,28	0,34	0,43	0,53
Conseil d'Etat	0,29	0,29	0,26	0,29	0,27	0,45
Cour des Comptes	0,31	0,39	0,44	0,50	0,51	0,69
Cour de Cassation	0,38	0,42	0,45	0,52	0,45	0,78
M�diateur du Faso	na	na	0,24	na	na	na
Commission Electorale Nationale Indépendante	na	na	na	na	na	na
Dépenses Communes Interministérielles	18,03	24,73	20,80	20,87	56,61	6,33
Total	281,37	333,69	353,67	436,08	467,47	557,77

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement

Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et Institution	2017		2018		2019		2020	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Présidence du Faso	1,68	1,68	2,03	3,37	3,80	3,78	4,80	4,80
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,43	0,43	0,44	0,52	0,63	0,62	0,58	0,58
Premier Ministère	0,89	0,89	0,95	1,38	1,30	1,29	1,50	1,50
Conseil Economique et Social	0,18	0,18	0,20	0,21	0,18	0,18	0,20	0,20
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	0,27	0,26	0,55	0,55
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale	60,32	60,31	10,74	11,44	11,05	11,03	11,26	11,26
Ministère de la Justice	15,07	16,06	18,07	17,24	20,52	20,46	19,96	19,96
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	78,63	78,60	83,58	83,58	117,61	117,61	119,37	119,37
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	19,56	19,46	26,77	17,38	18,95	18,44	24,67	24,66
Ministère de la Sécurité			48,25	49,21	77,99	77,78	82,98	82,98
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	28,28	28,27	28,16	38,53	35,18	35,16	34,73	34,73
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	2,30	2,30	2,58	2,85	3,07	3,06	3,32	3,32
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,31	3,28	3,99	3,71	3,69	3,69	3,67	3,67
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,37	2,37	2,37	2,38	2,13	2,09	2,22	2,22
Ministère des Sports et des Loisirs	1,81	1,82	1,86	1,90	2,02	2,02	2,34	2,34

Ministère et Institution	2017		2018		2019		2020	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère de la Santé	71,70	71,69	75,89	78,71	102,24		121,14	121,13
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	8,61	8,60	7,94	8,31	8,08	8,04	8,46	8,46
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	262,82	262,79	272,07	322,83	385,99	385,93	396,27	395,48
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	19,83	19,81	5,25	8,26	6,31	6,18	8,28	8,28
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	1,55	1,55	1,68	1,66	2,04	2,03	2,30	2,30
Ministère des Mines et des Carrières	0,81	0,81	0,48	0,66	0,70	0,70	1,01	1,01
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	10,81	10,81	10,61	11,28	11,03	10,92	12,27	12,27
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	4,94	4,93	5,22	5,46	5,53	5,51	6,19	6,19
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	9,49	9,55	8,56	9,79	10,28	10,23	11,44	11,44
Ministère des Infrastructures	2,98	2,98	2,43	2,57	2,45	2,44	2,73	2,73
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	0,58	0,58	0,73	0,63	0,68	0,68	0,76	0,76

Ministère et Institution	2017		2018		2019		2020	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,24	0,24	0,48	0,89	1,11	1,04	1,26	1,26
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique							0,90	0,90
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	2,71	2,71	2,17	3,12	3,00	2,99	3,22	3,22
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	1,11	1,11	1,17	1,22	1,34	1,31	1,36	1,36
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	1,84	1,84	2,04	2,32	2,17	2,15	2,71	2,71
Ministère de l'Energie	na	na	0,26	0,48	0,62	0,62	0,71	0,71
Grande Chancellerie	0,06	0,06	0,06	0,12	0,14	0,14	0,14	0,14
Conseil Supérieur de la Communication	0,31	0,31	0,35	0,33	0,38	0,37	0,37	0,37
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,45	0,45	0,51	0,49	0,47	0,47	0,49	0,49
Conseil Constitutionnel	0,45	0,45	0,62	0,58	0,49	0,49	0,47	0,47
Conseil d'Etat	0,55	0,55	0,54	0,54	0,56	0,56	0,85	0,85
Cour des Comptes	0,83	0,83	0,76	0,82	0,77	0,77	1,16	1,16
Cour de Cassation	0,98	0,98	0,94	0,95	1,02	0,95	1,35	1,35
Dépenses Communes Interministérielles	2,40	0,02	74,73	0,00	0,00	0,00	0,02	0,02
Total	620,89	619,31	705,52	695,70	743,53	844,24	898,01	897,20

Source : Direction générale du budget, Projets de lois de règlement.

Tableau N°3.29 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	3,28	3,56	4,59	5,02	5,64	6,19
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,15	0,32	0,20	0,26	0,27	0,23
Premier Ministère	0,39	0,56	0,67	0,57	0,66	0,84
Parlement	na	na	na	na	na	na
Conseil Economique et Social	0,41	0,41	0,44	0,48	0,47	0,59
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	0,35	na	na	na	na	na
Min. Relat° avec le Parlement et Réf Pol	na	0,15	0,21	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na	na	na	0,20	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	3,05	na	na	na	na	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	na	7,04	14,95	na	na	na
Min. Admin.Territoriale et Sécurité	na	na	na	7,07	7,41	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	na	8,66
Ministère de la Justice	1,21	0,00	2,35	2,83	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	1,44	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	na	3,56	3,26
Ministère de la Défense	5,03	na	na	na	na	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	na	5,56	6,83	6,50	10,60	18,24
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	9,30	9,57	11,66	10,70	11,74	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	13,10
Ministère de la Sécurité	1,42	na	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	4,57	3,12	2,71	4,49	5,47	0,00
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	na	5,55
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	0,09	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	na	0,10	0,23	0,39	0,48	0,35
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	0,14	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na	na	na	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	1,50	na	na	na	na	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	na	1,68	2,10	1,89	2,05	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	na	na	2,40
Ministère de l'Information	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Communication	0,26	0,33	0,45	0,90	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	na	1,06	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	0,99

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de la Promotion de la Femme	0,14	0,11	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na	na	0,18	0,25	0,35	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,38	0,44	0,53	0,54	0,65	3,92
Ministère de la Santé	9,57	10,25	9,15	9,85	12,44	11,49
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	0,33	0,36	0,51	0,64	0,68	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	na	0,59
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	5,69	7,34	7,33	7,27	6,95	18,20
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	1,33	1,58	2,03	1,90	2,58	na
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na	na	na	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	0,19	na	na	na	na	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis.	na	0,07	0,20	0,36	0,44	0,38
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	0,04	0,07	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	na	0,14	0,22	0,28	0,18
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	0,67	na	na	na	na	na
Min. de l'Agriculture & et de l'Hydraulique.	na	0,76	na	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	na	0,57	0,92	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	na	1,64	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	na	0,44
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	na	na	0,94
Ministère des Ressources Animales	0,23	0,29	na	na	0,72	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	na	0,60	0,73	na	0,62
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	0,43	0,46	0,72	0,57	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	na	0,95	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	na	0,80
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na	na	1,23	1,89	2,05	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	na	1,42
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	na	na	na	0,24
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	0,57	0,85	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Technologies	na	na	na	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	na	0,94	1,19	1,23	1,34

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	0,06	na	na	na	na	na
Ministère des Transports	0,04	na	na	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numérique.	na	0,19	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	0,05	na	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	0,24	0,20	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	0,11	na	na	na	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	na	0,15	0,20	0,21	0,28	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	na	0,21
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,08	0,11	0,19	0,45	0,50	0,46
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	na	0,06	0,33	na	na
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	na	0,41	0,17	na	na
Ministère RechScientifiq et Innovation	0,06	0,31	0,28	0,65	0,48	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	na	2,11
Grande Chancellerie	0,22	0,33	0,27	0,24	0,29	0,45
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,14	0,22	0,24	0,17	0,54	0,25
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,35	0,36	0,46	0,40	0,42	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	na	0,27
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	0,21	0,23	0,30	0,25	0,48	0,22
Conseil d'Etat	0,12	0,16	0,17	0,18	0,28	0,19
Cour des Comptes	0,27	0,32	0,36	0,31	0,35	0,31
Cour de Cassation	0,13	0,12	0,20	0,14	0,20	0,19
Commission Electorale Nationale Indépendante	na	na	na	na	na	na
Médiateur du Faso	na	na	0,22	na	na	na
Transferts Ressources Collectivités T.	1,78	1,83	3,82	3,32	4,13	4,80
Dépenses Communes Interministérielles	42,80	59,97	39,14	27,03	29,48	16,78
Total	97,14	120,69	118,10	101,68	117,79	127,20

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement

Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses pour les acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et Institution	2017		2018		2019		2020	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ord. en CP
Présidence du Faso	6,96	6,70	6,27	5,20	10,56	9,95	5,78	5,67
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,32	0,31	0,28	0,27	0,35	0,34	0,28	0,28
Premier Ministère	1,14	1,10	1,32	1,28	1,24	1,17	1,15	1,15
Conseil Economique et Social	0,66	0,65	0,58	0,58	0,64	0,64	0,57	0,57
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	Na	0,50	0,46	0,82	0,70	0,37	0,36
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	3,55	3,45	3,52	3,29	2,90	2,72	3,10	2,89
Ministère de la Justice	3,44	3,31	3,90	3,80	3,32	3,21	3,00	2,98
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	17,70	17,70	19,54	19,54	18,95	18,95	19,98	19,98
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	13,35	13,24	14,40	13,34	19,28	18,94	17,06	16,95
Ministère de la Sécurité	4,47	4,43	5,08	4,99	7,32	6,89	6,58	5,95
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	45,12	44,78	60,24	59,34	42,10	41,79	26,91	26,77
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	0,50	0,46	0,66	0,63	0,69	0,66	0,58	0,58
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,42	3,35	2,98	2,83	2,87	2,72	2,09	2,05
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,03	2,01	1,79	1,78	2,49	2,42	1,54	1,54
Ministère des Sports et des Loisirs	4,27	4,25	4,08	4,03	5,15	5,06	3,35	3,31
Ministère de la Santé	14,26	13,83	15,54	15,37	19,10	18,92	18,53	18,32
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	1,01	0,89	1,44	1,26	0,91	0,88	1,11	1,03
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,61	21,09	22,10	21,71	24,82	24,29	24,05	23,73

Ministère et Institution	2017		2018		2019		2020	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ord. en CP
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	2,53	2,51	1,95	1,92	2,27	2,25	2,03	1,99
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	0,43	0,41	0,46	0,43	0,51	0,48	0,45	0,44
Ministère des Mines et des Carrières	0,34	0,33	0,29	0,22	0,36	0,30	0,27	0,23
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	1,25	1,22	1,29	1,24	1,35	1,31	1,24	1,22
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,67	0,61	0,59	0,57	0,75	0,72	0,68	0,64
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	1,18	0,99	1,32	1,07	1,39	1,31	1,18	1,16
Ministère des Infrastructures	1,76	1,69	2,08	1,85	1,91	1,82	1,66	1,59
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	1,47	1,46	1,61	1,58	1,39	1,38	1,14	1,14
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,44	0,42	0,49	0,46	0,64	0,62	0,52	0,51
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	0,36	0,33	0,26	0,25
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	0,31	0,29	0,34	0,32	0,50	0,50	0,33	0,33
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	0,59	0,51	0,22	0,17	0,26	0,23	0,46	0,46
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	0,57	0,55	0,53	0,51	0,69	0,66	0,55	0,52
Ministère de l'Energie	0,24	0,23	0,25	0,20	0,29	0,26	0,21	0,20
Grande Chancellerie	0,62	0,61	0,52	0,52	0,58	0,58	0,60	0,60
Conseil Supérieur de la Communication	0,45	0,31	0,48	0,39	0,42	0,35	0,34	0,34
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,53	0,53	0,69	0,69	0,77	0,71	0,69	0,68
Conseil Constitutionnel	0,32	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31	0,29	0,29

Ministère et Institution	2017		2018		2019		2020	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ord. en CP
Conseil d'Etat	0,19	0,19	0,21	0,21	0,22	0,22	0,20	0,20
Cour des Comptes	0,29	0,29	0,29	0,29	0,35	0,35	0,31	0,31
Cour de Cassation	0,22	0,22	0,19	0,18	0,21	0,21	0,21	0,21
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,08	0,08	0,06	0,06	0,16	0,16	0,14	0,14
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,02	0,02	0,04	0,04	0,02	0,02	0,03	0,03
Médiateur du Faso	0,02	0,02	0,01	0,01	0,17	0,17	0,15	0,15
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98
Dépenses Communes Interministérielles	17,05	13,60	15,13	14,58	25,61	20,63	31,25	23,13
Total général	180,34	173,91	198,55	192,47	209,96	201,10	186,20	175,82

Source : Direction générale du budget, Projets de lois de règlement

Tableau N°3.31 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	0,71	0,70	1,45	0,32	0,59	1,69
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	na	na	na	na	na	na
Premier Ministère	1,98	2,26	2,24	2,83	2,31	2,61
Parlement	8,50	9,39	10,43	9,48	8,16	na
Assemblée Nationale	na	na	na	na	na	12,66
Conseil Economique et Social	na	na	na	na	na	na
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	8,68	na	na	na	na	na
Min. Admin. Territoriale et de la Sécurité	na	na	4,80	4,52	14,80	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	na	12,78	na	na	na	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	na	11,18
Ministère de la Justice	0,55	0,00	1,03	0,76	na	na
Ministère de la Justice et de la Promotions des Droits Humains	na	0,31	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	na	1,14	0,93
Ministère de la Défense	0,97	na	na	na	na	na
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	na	1,12	1,39	2,22	2,63	2,31
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	0,63	0,83	0,58	0,55	0,69	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	0,46
Ministère de la Sécurité	1,09	na	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	23,05	23,45	23,41	17,51	13,94	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	na	11,44
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	1,56	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na	na	1,63
Ministère de la Culture et du Tourisme	na	1,81	1,74	1,41	1,58	na
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	0,18	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na	na	na	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	1,47	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	na	1,96	2,26	2,08	2,66	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	na	na	2,73
Ministère de l'Information	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Communication	1,66	1,73	4,90	3,55	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	na	1,81	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	4,56

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de la Promotion de la Femme	0,28	0,50	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na	na	0,29	0,39	0,26	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,60	0,71	0,73	0,73	0,68	0,57
Ministère de la Santé	24,59	30,02	33,28	26,22	29,48	43,73
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	1,72	11,14	2,16	2,04	2,13	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	na	2,35
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	6,05	11,85	26,66	20,03	12,03	31,67
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	34,12	36,39	42,83	38,75	42,02	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	na	53,71
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	na	1,69	1,33	1,43	1,20	1,60
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	1,16	na	na	na	na	na
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	1,91	2,49	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	na	2,87	2,73	3,04	2,62
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	2,05	na	na	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique.	na	3,96	na	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	na	2,27	1,28	na	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	na	2,30
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	na	2,35	na
Ministère des Ressources Animales	0,26	0,80	na	na	1,03	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	na	1,15	1,47	na	0,94
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	na	1,60
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	0,64	0,74	0,70	0,64	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	na	0,95	na
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na	na	0,88	0,56	0,72	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	na	0,93
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	na	na	na	0,21
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	0,19	0,24	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Technologies	na	na	na	na	na	na

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	0,10	na	na	na	na	na
Ministère des Transports	0,22	na	na	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	na	0,31	0,19	0,34	0,31
Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie Numérique	na	0,85	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	0,01	na	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	0,03	0,32	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	3,37	na	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	na	3,26	3,33	3,57	3,33	na
Min. Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	na	2,93
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,02	0,05	0,04	0,01	0,01	0,01
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na	na	na
Ministère des Recherches Scientifique et Innovation	2,19	3,82	4,31	4,23	4,06	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	na	7,63	7,40	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	na	0,36	0,22	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	na	na	0,17
Grande Chancellerie	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	na	0,05
Conseil Supérieur de la communication	0,16	0,15	0,15	0,15	0,11	0,11
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	na	na	na	na	na	na
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	na	na	na	na	na	na
Conseil d'Etat	na	na	na	na	na	na
Cour des Comptes	na	na	na	na	na	na
Cour de Cassation	na	na	na	na	na	0,10
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,20	0,19	0,20	0,37	0,16	0,21
Commission Informatique et des Libertés	na	na	0,40	0,32	0,29	0,33
Médiateur du Faso	na	na	0,02	0,46	0,48	0,43
Dépenses Communes Interministérielles	113,18	195,08	143,98	181,37	165,88	166,79
Total	244,08	360,28	330,16	340,12	320,90	365,89

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement.

Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2017		2018		2019		2020	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ord. en CP
Présidence du Faso	3,67	3,21	3,67	2,83	6,58	6,58	4,59	4,59
Premier Ministère	2,89	2,87	4,24	4,13	4,45	4,42	9,06	9,06
Parlement	12,17	12,17	13,17	13,17	15,63	15,63	17,44	17,44
Conseil Economique et Social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	0,25	0,25	1,43	1,43	1,67	1,67
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale	12,70	11,95	14,44	14,16	14,95	14,94	13,02	13,02
Ministère de la Justice	1,31	1,14	1,14	1,14	1,35	1,35	1,30	1,29
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	2,35	2,35	2,35	2,35	2,35	2,35	5,18	5,18
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l' Extérieur	0,52	0,52	2,52	2,52	0,83	0,82	0,34	0,34
Ministère de la Sécurité	2,41	2,22	3,88	3,80	3,79	3,42	3,91	3,87
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	11,88	11,56	21,50	17,59	32,32	30,88	25,53	24,85
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	2,36	2,31	3,86	3,83	4,05	4,02	4,49	4,49
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,13	3,13	4,57	4,57	5,15	5,14	3,55	3,55
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,18	4,48	7,43	7,43	5,78	5,78	9,51	9,51
Ministère des Sports et des Loisirs	0,46	0,40	0,43	0,43	0,63	0,63	0,44	0,44
Ministère de la Santé	49,83	49,74	63,88	63,88	63,89	63,88	68,24	68,24
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	2,37	2,17	2,34	2,32	3,76	3,73	17,19	17,18

Ministère et institution	2017		2018		2019		2020	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ord. en CP
Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	19,24	19,20	23,45	22,11	24,81	24,18	21,97	21,83
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	63,02	63,01	64,39	64,39	70,75	70,75	65,22	65,22
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	8,24	8,23	11,55	8,55	2,39	2,36	14,15	2,14
Ministère des Mines et des Carrières	2,75	2,37	1,96	1,96	4,73	4,73	3,79	3,79
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	3,65	3,62	2,45	2,45	6,95	6,92	2,39	2,37
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,94	0,92	1,01	0,98	1,07	1,05	0,91	0,91
Ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement Climatique	1,64	1,63	2,21	2,19	2,74	2,74	2,08	2,07
Ministère des Infrastructures	0,33	0,33	0,44	0,44	0,30	0,30	0,56	0,56
Ministère du Développement de l'Économie Numérique et des Postes	0,32	0,32	0,31	0,31	0,44	0,44	0,32	0,32
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,05	1,05	1,04	1,04	0,60	0,60	0,67	0,67
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	0,26	0,26	0,31	0,31
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	3,23	3,07	3,45	3,43	5,83	5,82	9,10	9,10
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	0,03	0,00	0,03	0,02	0,02	0,02	-	-
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	1,04	1,01	0,98	0,97	0,98	0,95	4,25	4,24
Ministère de l'Énergie	2,78	2,78	1,29	1,29	2,37	2,37	12,96	12,96
Conseil Supérieur de la Communication	0,11	0,11	0,07	0,07	0,11	0,06	0,11	0,11

Ministère et institution	2017		2018		2019		2020	
	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ordo. en CP	CP	Ord. en CP
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,05	0,05	0,05	0,05	0,06	0,06	0,01	0,01
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour des Comptes	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Cour de Cassation	0,20	0,20	0,19	0,18	0,21	0,20	0,17	0,17
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,19	0,19	1,19	1,19	0,22	0,21	0,20	0,20
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,33	0,33	0,35	0,35	0,35	0,35	0,34	0,34
Médiateur du Faso	0,41	0,41	0,42	0,42	0,41	0,41	0,41	0,41
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88
Dépenses Communes Interministérielles	200,77	198,40	123,78	122,66	182,54	141,20	135,57	121,14
Total	442,46	436,34	409,19	398,33	493,98	449,86	479,87	452,48

Source : Direction générale du budget, Projets de lois de règlement.

Tableau N°3.33 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Présidence	0,62	3,47	10,68	11,77	7,81	9,81
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,07	0,50	0,05	0,04	na	na
Premier Ministère	5,41	0,91	12,00	10,89	21,26	16,82
Parlement	0,61	0,70	0,35	2,18	na	na
Conseil Economique et Social	na	na	na	na	na	na
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na
Ministère des Relations avec le Parlement et des Réformes Politiques	na	3,00	na	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na	na	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	7,02	na	na	na	na	na
Min. Admin. Territoriale & de la Sécurité	na	na	13,04	8,04	31,10	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	na	15,15	na	na	na	na
Min. Admin. Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	na	na	16,36
Ministère de la Justice	1,35	na	4,26	2,33	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	2,97	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	na	na	1,65	0,82
Ministère de la Défense	7,27	na	na	na	na	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	na	13,88	32,00	12,26	4,00	11,70
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	1,30	5,22	4,58	0,45	12,03	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	na	5,50
Ministère de la Sécurité	3,40	na	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	20,46	36,01	40,49	38,80	32,72	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	na	na	35,02
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	na	0,62	0,62	1,07	1,20	0,41
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	0,10	na	na	na	na	na
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	0,18	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na	na	na	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	na	1,29	1,43	0,61	0,97	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale					na	0,73
Ministère de l'Information	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Communication	1,38	0,46	4,31	2,93	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	na	na	4,50	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	0,64
Ministère de la Promotion de la Femme	0,20	0,63	na	na	na	na

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	na	na	0,43	0,06	na	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,18	0,70	0,41	0,03	0,39	1,21
Ministère de la Santé	9,32	14,87	21,90	8,28	17,14	23,66
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	1,25	2,23	7,07	1,89	2,49	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	na	na	2,28
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	8,92	15,93	11,04	13,34	7,81	17,42
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	5,14	10,54	19,23	7,93	1,01	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	na	na	8,84
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na	na	na	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	0,16	na	na	na	na	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis.	na	3,24	1,71	2,53	0,48	0,86
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	10,35	12,43	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	na	na	30,16	0,69	5,26	6,15
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	46,71	na	na	na	na	na
Min. de l'Agriculture & de l'Hydraulique	na	62,68	na	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	na	na	36,57	26,56	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	na	na	57,80	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	na	na	34,36
Ministère des Ressources Animales	1,89	11,96	na	na	2,12	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	na	na	8,57	7,21	na	3,64
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	0,18	0,64	0,70	2,05	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	na	na	1,98	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	na	na	2,55
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	33,22	49,94	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	na	na	60,64	29,90	32,17	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	na	na	56,01
Ministère des Postes et des Technologies	na	na	na	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	na	2,34	2,64	0,39	0,97
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	0,42	na	na	na	na	na
Ministère des Transports	0,38	na	na	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numérique	na	2,28	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na	na	na

Ministère et institution	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na	na	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	0,15	0,30	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	2,60	na	na	na	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	na	16,08	6,85	12,06	6,05	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	na	na	7,99
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	1,08	9,81	7,66	6,17	4,01	4,76
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na	na	na
Ministère RechScientifiq et Innovation	0,28	0,63	0,81	0,71	0,36	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	na	6,00	0,53	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	na	33,99	26,01	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	na	na	24,20
Grande Chancellerie	0,26	0,34	1,07	0,44	0,10	na
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,20	0,25	na	na	na	na
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	na	na	0,30	0,29	0,03	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	na	na	0,06
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	na	na	na	na	na	0,04
Conseil d'Etat	na	na	na	na	na	na
Cour des Comptes	na	0,06	na	na	na	na
Cour de Cassation	na	na	0,03	0,04	0,06	na
Commission Electorale Nationale Indépendante	na	na	na	na	na	na
Transferts Ressources Collectivités T.	11,18	12,51	20,06	18,53	7,08	10,25
Dépenses Communes Interministérielles	73,24	62,97	73,71	30,56	17,93	16,41
Total	256,33	374,90	475,17	290,13	281,89	319,45

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement

Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements « part Etat » par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2017			2018			2019			2020		
	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP
Présidence du Faso	13,24	18,23	15,87	29,78	9,60	9,42	34,29	16,58	16,58	27,41	14,71	14,51
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,24	0,12	0,12	0,10	0,10	0,04
Premier Ministère	24,23	19,85	19,85	11,47	8,17	8,17	12,49	11,19	11,16	4,95	5,93	5,93
Parlement	3,25	3,25	3,25	3,50	3,50	3,50	0,00	5,24	5,24	1,50	1,50	1,50
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,18	0,17	0,15	0,08	0,09	0,09
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale	7,23	16,49	15,19	31,77	6,53	6,33	1,94	7,47	7,42	1,77	8,30	8,28
Ministère de la Justice	10,19	5,01	3,10	9,07	5,02	5,01	6,48	6,80	5,11	0,82	1,14	0,82
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	13,00	15,42	15,42	67,93	64,47	64,47	67,95	70,82	70,82	78,34	78,64	78,64
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	13,60	4,73	4,72	12,60	2,92	2,74	5,22	2,80	2,72	2,44	2,44	2,43
Ministère de la Sécurité	12,58	14,43	14,30	13,89	14,01	14,00	14,20	14,04	14,02	19,17	21,64	21,40
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	57,89	26,17	24,93	12,82	12,09	12,00	21,73	12,47	12,42	12,89	15,39	15,24
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	8,04	0,96	0,53	9,41	0,06	0,06	0,41	0,32	0,32	0,32	0,10	0,10
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,19	1,81	1,59	5,21	0,88	0,88	1,72	0,78	0,78	1,68	0,46	0,44
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,74	1,46	1,39	2,59	1,47	1,47	1,40	1,16	0,97	2,06	2,36	2,36
Ministère des Sports et des Loisirs	3,25	2,24	1,80	2,92	1,22	1,15	1,43	1,20	1,18	2,28	2,10	2,07
Ministère de la Santé	70,06	48,55	47,49	46,76	36,80	36,60	39,61	28,93	28,93	20,46	40,76	36,45
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la	2,93	2,23	1,95	2,79	1,59	1,31	0,86	2,73	2,35	0,14	0,59	0,48

Ministère et institution	2017			2018			2019			2020		
	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP
Famille et de l'Action Humanitaire												
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,92	24,23	23,54	17,40	13,45	12,95	5,06	11,73	11,20	7,52	8,59	7,94
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	90,68	16,94	16,88	27,70	9,32	8,91	31,00	13,27	13,25	8,28	9,62	8,90
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	10,39	3,21	3,07	7,86	4,75	4,73	3,18	2,43	2,43	0,80	1,53	1,53
Ministère des Mines et des Carrières	0,00	0,02	0,02	4,34	0,00	0,00	0,48	0,27	0,11	-	-	-
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles	54,27	59,90	56,13	88,37	46,65	44,78	38,87	33,64	32,35	22,88	37,19	34,01
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	101,20	9,59	9,15	44,49	8,31	7,45	7,57	9,34	9,27	8,37	7,89	7,86
Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique	3,95	4,90	3,61	2,60	2,60	2,47	6,21	4,29	3,25	3,12	4,47	3,84
Ministère des Infrastructures	628,31	92,92	92,41	134,00	81,22	80,35	20,03	51,32	51,00	57,59	56,57	54,98
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	4,50	3,06	3,02	3,46	4,05	4,05	1,66	4,61	4,57	1,55	3,27	3,22
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,72	0,21	0,17	17,18	4,49	4,08	7,20	7,19	6,99	1,50	5,85	5,84
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	0,00	0,13	0,13	0,08	0,21	0,21
Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes	1,91	11,38	11,06	1,67	5,46	4,81	1,09	2,30	2,11	0,51	1,53	1,48
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	15,57	6,27	5,62	8,93	2,90	2,62	6,99	6,56	4,16	4,87	3,72	2,61
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	63,03	74,83	73,11	75,12	45,64	43,82	18,92	26,45	25,83	14,05	23,86	22,33

Ministère et institution	2017			2018			2019			2020		
	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP	AE	CP	Ord. en CP
Ministère de l'Energie	149,07	12,24	12,11	98,58	9,06	8,73	34,93	9,45	9,13	2,87	5,27	5,11
Grande Chancellerie	0,21	0,21	0,21	0,00	0,03	0,03	0,00	0,00	0,00	na	na	na
Conseil Supérieur de la Communication	0,05	0,03	0,03	0,50	0,05	0,03	0,40	0,10	0,10	-	-	-
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	6,10	1,96	1,68	1,00	0,98	0,98	1,20	1,17	1,17	1,21	1,21	1,21
Conseil d'Etat	na	na	na	na	na	na	na	na	na	0,06	0,06	0,06
Conseil Constitutionnel	5,37	1,83	1,81	32,33	2,34	2,34	na	na	na	na	na	na
Cour de Cassation	0,06	0,06	0,00	0,11	0,00	0,00	0,16	0,11	0,11	0,07	0,07	0,07
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,04	0,04	0,04	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	33,27	33,27	12,08	17,39	17,39	9,26	14,73	14,73	9,34	14,83	14,83
Dépenses Communes Interministérielles	9,97	39,73	36,98	8,91	17,26	14,78	5,14	27,48	21,48	2,70	55,57	45,02
Total	1444,75	577,66	555,28	849,32	444,32	432,44	409,49	409,35	393,63	323,77	437,55	411,85

Source : Direction générale du budget ; Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ; Direction générale des impôts ; Direction générale des douanes ; Direction générale de la coopération

Tableau N°3.35 : Evolution des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses communes interministérielles	3,85	5,50	39,65	9,12	4,68	6,99

Source : Direction générale du budget, Lois de règlement

Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA)

Ministère et Institution	2017			2018			2019			2020		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses Communes Interministérielles	20,19	20,19	16,52	32,50	25,50	22,23	5,06	5,06	1,31	65,00	65,00	61,69

Source : Direction générale du budget, Projets de lois de règlement.

QUATRIEME PARTIE : SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

4.1. Encours de la dette

Tableau N°4.1 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par détenteur (en milliards FCFA)

Détenteur	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dette bilatérale	214,64	216,46	211,89	218,11	237,35	241,93	237,61	245,18	242,54	286,16
Club de Paris	58,50	56,71	56,50	55,77	42,51	50,68	58,11	86,23	87,37	108,13
Hors Club de Paris	156,15	159,75	155,39	162,34	194,84	191,25	179,51	158,95	155,17	178,02
Dette multilatérale	957,57	1 074,10	1 084,09	1 194,75	1 377,72	1 524,21	1 505,38	1 664,38	1 946,03	2 178,09
Fonds monétaire international	71,74	105,86	102,64	107,62	122,05	129,23	109,35	106,45	134,04	213,90
Association intern. pour le développement	425,30	445,69	463,96	511,17	629,50	732,93	729,92	834,35	980,35	1 082,94
Fonds africain développement	202,96	240,70	244,06	253,20	280,42	291,20	298,44	313,72	329,21	352,74
Autres dettes multilatérales	257,58	281,86	273,42	322,76	345,74	370,85	367,67	409,87	502,43	528,52
Total dette extérieure	1 172,21	1 290,56	1 295,98	1 412,86	1 615,07	1 766,14	1 742,99	1 909,56	2 188,57	2 464,25

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

Tableau N°4.2 : Evolution de l'encours de la dette intérieure par détenteur (en milliards FCFA)

Détenteur	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Institutions financières	49,11	49,18	81,34	74,11	82,92	79,67	60,24	40,65	124,83	315,65
Institutions non financières	8,14	62,53	50,08	47,14	29,92	9,58	7,09	161,68	148,84	136,40
Marché monétaire et financier	230,10	239,99	306,36	401,84	460,61	641,72	956,87	1254,06	1505,29	1861,38
Autres dettes intérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total dette intérieure	287,36	351,69	437,78	523,10	573,46	730,97	1 024,20	1 456,39	1 778,96	2 313,42

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.2. Service de la dette publique

Tableau N°4.3 : Evolution du service de la dette publique selon l'origine par type de service (en milliards FCFA)

Type de dette	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Service de la dette extérieure	29,61	37,42	38,85	45,51	48,75	56,33	70,37	78,14	80,45	84,91
Amortissement	18,43	21,84	26,03	30,81	32,88	39,38	50,21	55,08	59,58	61,37
Charges, intérêts et commissions	11,18	15,58	12,82	14,70	15,87	16,94	20,16	23,06	20,87	23,55
Service de la dette intérieure	38,48	55,13	66,61	110,90	119,60	172,06	158,93	177,90	264,62	473,62
Amortissement	23,53	29,00	48,54	81,47	91,72	122,06	109,47	103,64	233,91	350,67
Charges, intérêts et commissions	14,95	26,13	18,07	29,43	27,88	50,01	49,46	74,26	30,71	122,95
Total service de la dette publique	68,09	92,55	105,46	156,41	168,35	228,39	229,30	256,04	345,07	558,53

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.3. Ratios d'endettement

Tableau N 4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement

Ratios	Norme	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ratio de viabilité											
Valeur actualisée de la dette/PIB	<=40	20,40	19,20	18,10	20,60	19,32	22,90	25,00	30,90	33,60	42,50
Valeur actualisée de la dette/XBS	<=180	152,90	165,60	76,40	54,60	53,41	61,70	57,40	70,00	138,86	67,50
Valeur actualisée de la dette/Rev	<=250	113,70	251,70	92,40	96,60	93,57	92,60	88,80	132,00	158,62	nd
Ratio de soutenabilité											
Service de la dette /XBS	<=15	2,60	2,56	2,89	3,34	3,49	3,36	3,73	3,55	3,91	2,90
Service de la dette /Rev	<=18	3,71	3,75	3,40	4,27	4,65	4,58	5,07	5,10	4,60	3,80
Agrégats											
Encours de la dette (en milliards de FCFA)		1 459,62	1 642,25	1 733,75	1 935,94	2 188,51	2 497,11	2 767,19	3 365,95	3 967,53	4 777,67
PIB nominal (en milliards de FCFA)		5 060,32	5 700,58	5 902,38	6 119,57	6 162,49	6 444,23	7 177,42	7 866,31	8 260,13	10 121,95

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

PIB : Produit intérieur brut ; XBS : Exportation des biens et service ; Rev : Revenu national

4.4. Tirages sur emprunts

Tableau N°4.5 : Evolution des tirages sur emprunts par type (en milliards FCFA)

Type	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dette extérieure	103,16	148,68	69,59	60,83	145,10	170,68	146,08	214,17	336,70	431,82
Multilatéraux	84,60	142,65	62,62	57,12	131,30	152,11	113,94	193,47	321,62	353,82
Prêts programme	9,73	37,49	28,77	3,79	54,64	81,94	3,53	13,99	103,70	142,07
Prêts projets	74,87	105,16	33,85	53,34	76,66	70,16	110,41	179,48	217,92	211,75
Bilatéraux	18,56	6,03	6,97	3,71	13,80	18,57	32,14	20,70	15,07	78,00
Prêts programme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,18	55,44
Prêts projets	18,56	6,03	6,97	3,71	13,80	18,57	32,14	20,70	5,89	22,57
Dette intérieure	60,60	32,35	121,60	41,68	96,72	165,00	351,77	347,19	362,80	635,77
Emprunts obligataires intérieurs	60,60	32,35	121,60	41,68	96,72	165,00	351,77	347,19	362,80	635,77
Total tirages	163,76	181,03	191,19	102,51	241,82	335,68	497,86	561,36	699,50	1 067,59

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.5. Allègements de dette obtenus

Tableau N°4.6 : Evolution des allègements obtenus de la dette par type (en milliards FCFA)

Type	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTe)	16,25	18,89	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01
Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)	14,61	13,68	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95
Annulation du service FMI/ COVID 19	na	na	na	na	na	na	na	na	na	14,3
Total allègements obtenus	30,86	32,57	31,96	31,96	31,96	31,96	31,96	31,96	31,96	46,26

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

CINQUIEME PARTIE : SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

5.1. Aide publique au développement par nature de financement

Tableau N°5.1 : Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions de dollars US)

Nature	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Prêts	353,75	192,34	117,84	256,73	277,97	313,74	282,25	416,46	532,16	745,55
Subventions	785,99	970,51	1 030,31	848,29	822,72	781,04	852,39	1023,76	1016,56	1 396,11
Ensemble	1 139,74	1 162,85	1 148,14	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 548,72	2 141,66

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux (millions de dollars US)

Secteurs/sous-secteurs	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Appui programme	355,05	326,09	214,96	197,72	264,71	267,00	22,72	152,23	1,20	0,85
Appui budgétaire général	350,07	323,95	212,99	196,91	264,53	266,59	22,72	151,68	1,20	0,85
Non attribué	4,98	2,14	1,98	0,82	0,17	0,41	0,00	0,55	0,00	0,00
Organisation, infrastructures et équipements administratifs	116,05	101,16	128,28	131,09	124,74	132,06	240,50	347,10	170,50	271,01
Cartographie	0,14	2,20	1,77	0,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Informatique	0,52	0,51	0,90	0,90	1,41	3,38	29,80	12,57	0,00	0,00
Infrastructure	27,18	13,98	24,03	27,74	39,69	16,84	17,64	21,78	39,51	66,14
Matériel et équipement administratif	15,16	13,37	12,89	6,84	7,70	7,90	3,71	4,36	9,28	10,11
Mesures et actions institutionnelles	52,63	50,36	74,44	94,77	74,92	103,93	181,15	308,25	119,76	191,28
Non attribué	20,41	20,74	14,26	0,11	1,02	0,00	8,20	0,13	1,96	3,49
Production	167,89	198,36	201,87	195,17	188,86	172,95	322,66	218,61	282,69	302,25
Agriculture	144,00	170,90	164,18	149,04	162,83	123,25	250,51	151,14	198,25	245,65
Artisanat	0,08	0,24	2,35	1,19	0,80	0,00	0,23	0,20	0,00	1,73
Élevage	7,50	5,83	4,69	20,42	8,81	11,85	22,01	17,62	30,80	28,16
Environnement	14,04	9,14	17,45	19,15	13,21	20,21	41,66	39,20	50,54	20,59
Industrie	0,00	0,12	0,00	0,13	0,16	5,32	1,55	2,88	0,69	0,30
Mines	0,71	0,44	2,37	4,91	2,76	6,30	5,77	5,91	0,93	2,06
Pêche	0,89	1,27	0,12	0,02	0,11	0,89	0,92	1,34	1,25	3,77
Non attribué	0,67	10,42	10,70	0,31	0,17	5,14	0,00	0,32	0,24	0,00
Secteurs sociaux	332,47	334,30	338,81	301,80	273,60	245,73	318,42	414,88	507,30	705,09
Action sociale	33,80	31,34	47,41	69,88	50,80	60,53	59,13	122,43	168,86	238,96
Éducation et formation	156,66	119,95	86,25	87,70	90,29	93,99	90,07	114,86	94,41	134,11
Habitat et urbanisme	0,75	0,00	0,00	0,00	0,76	2,24	7,51	24,89	1,37	44,01
Information, art et culture	2,14	3,99	2,13	11,39	12,89	1,37	13,41	5,67	3,22	5,12
Santé	104,24	136,34	146,27	120,42	106,17	69,55	143,19	146,81	236,10	268,07
Sports et loisirs	0,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00
VIH/SIDA	10,85	22,14	26,83	0,86	3,45	0,97	0,84	0,22	0,00	0,00
Non attribué	23,24	20,54	29,91	11,55	9,24	17,08	4,20	0,00	3,34	14,83
Soutien à la production	168,28	175,43	225,21	245,56	237,73	241,00	229,27	301,90	325,34	307,94
Commerce	14,22	4,53	15,40	15,25	56,47	3,62	4,80	1,38	1,38	22,93
Eau et aménagements hydro agricole	103,77	89,20	72,80	108,20	77,79	131,21	94,38	97,06	185,41	115,18
Énergie	14,56	29,98	46,23	60,51	52,14	38,56	66,23	84,39	73,63	79,26
Tourisme et hôtellerie	0,08	0,00	0,00	0,00	0,07	0,04	0,00	0,00	0,00	0,01
Transports	30,89	48,70	89,23	54,66	50,49	67,55	63,86	119,06	64,47	87,20
Non attribué	4,76	3,02	1,55	6,95	0,76	0,02	0,00	0,00	0,45	3,36
Secteur non attribué	0,00	27,51	39,01	33,68	11,08	36,03	1,08	5,50	257,53	552,62
Non attribué	0,00	27,51	39,01	33,68	11,08	36,03	1,08	5,50	257,53	552,62
Total	1 139,74	1 162,85	1 148,14	1 105,02	1 100,72	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 544,57	2 139,77

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

5.2. Principaux ratios de l'aide publique au développement

Tableau N°5.3 : Evolution des principaux ratios de l'aide publique au développement (APD)

Ratios	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
APD/PIB (en %)	9,25	9,09	8,70	8,07	7,92	8,53	8,06	9,07	9,57	11,94
APD/tête (en \$US)	70,14	69,30	66,28	61,80	59,66	57,52	57,80	71,14	74,21	99,57
APD/tête (en milliers de FCFA)	32,42	34,75	33,34	31,09	30,01	34,08	33,63	39,55	43,48	57,32

Source : Direction générale de la coopération

5.3. Aide publique au développement par donateur

Tableau N°5.4 : Evolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de \$US)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bilatérale	446,13	496,50	539,97	405,01	409,42	396,41	424,85	419,94	473,09	782,80
Abu Dhabi	0,00	2,05	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Allemagne	32,39	42,34	37,67	48,57	50,11	38,19	43,77	45,37	74,10	75,51
Arabie Saoudite	4,66	0,98	1,46	0,02	0,00	5,92	0,00	0,00	1,68	2,55
Autriche	4,70	7,16	7,61	3,69	4,45	5,36	3,59	0,00	8,65	7,17
Banque de Chine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,35	34,70
Belgique	0,00	2,98	0,00	8,32	0,00	0,00	6,18	17,11	18,86	41,34
Brésil	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Canada	28,04	28,22	26,82	17,75	22,33	27,32	22,55	39,59	29,43	47,46
Chine-Taïwan	25,32	23,78	25,56	26,81	15,14	26,86	20,48	0,00	0,00	0,00
Corée du Sud	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00
Danemark	43,83	41,47	37,71	48,41	36,31	39,38	59,39	54,90	26,93	12,46
Espagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etats Unis	90,57	115,90	160,18	109,26	83,27	46,23	105,12	93,71	73,23	195,78
France	47,08	39,51	44,45	31,73	87,16	107,89	82,79	81,99	105,55	171,63
Inde	0,00	11,15	7,21	0,43	1,49	0,13	1,59	0,61	1,39	0,00
Italie	0,00	0,00	0,00	11,95	12,56	6,64	5,81	7,06	10,69	11,89
Japon	37,15	50,03	39,29	28,07	26,61	15,03	26,58	13,44	11,05	53,31
Koweït	4,62	6,19	3,63	2,16	2,13	0,89	0,00	0,00	3,09	0,06
Luxembourg	16,00	9,23	14,93	22,69	21,01	23,50	16,34	21,88	24,74	30,35
Norvège	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Pays-Bas	57,60	56,00	39,46	1,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,98
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,77	0,79	0,00	0,94	1,57	0,00
Suisse	18,27	26,42	29,61	24,76	32,28	27,73	24,50	27,85	29,43	38,18
Suède	35,90	33,08	62,84	18,71	13,75	24,44	6,16	15,48	36,35	36,43
Multilatérale	638,77	627,42	574,87	653,84	636,21	660,66	643,96	958,65	999,56	1 276,00
Banque africaine de développement	87,99	67,66	38,76	32,31	71,84	51,88	78,13	103,43	48,74	49,65
BADEA	5,18	4,40	3,05	3,87	1,15	3,14	2,87	4,84	16,98	25,62
Banque islamique de développement	24,70	19,42	7,71	0,28	3,61	19,60	23,14	50,81	65,83	25,23
Banque mondiale	216,55	143,53	193,93	262,28	199,35	296,79	196,63	404,36	331,90	416,79
Banque Ouest-africaine de développement	35,39	12,57	9,73	30,69	18,09	30,54	25,13	29,99	25,51	46,23
CEDEAO	2,98	2,01	2,85	14,58	0,00	0,00	8,27	10,21	0,00	0,00
Fonds monétaire international	25,98	49,02	9,61	7,53	37,60	32,04	6,07	25,16	49,69	195,22
Fonds OFID	4,75	17,63	0,48	3,53	1,44	0,75	1,14	8,45	4,02	27,28
Fonds Vert pour le Climat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,00
Fonds Mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91,53	0,00
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,95	0,00
Indépendant	6,80	50,07	30,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61,37
Nations Unies	90,09	150,20	130,45	104,51	108,61	97,43	108,87	85,11	179,58	163,40
Union européen.	138,35	110,91	147,43	194,27	194,51	128,48	193,71	236,30	176,24	265,21
ONG Internat.	54,84	38,93	33,30	41,76	55,06	37,71	65,84	61,64	76,07	82,86
Populations cibles	0,00	0,00	0,00	4,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	1 139,74	1 162,85	1 148,14	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 548,72	2 141,66

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

5.4. Aide publique au développement selon les instruments de financement

Tableau N°5.5 : Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financements

Instruments de financements	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Aide projet (en millions de \$US)	753,54	716,87	793,11	803,10	647,71	774,08	948,09	1 134,53	1 118,10	1 452,31
Appui budgétaire (en millions de \$US)	371,02	347,96	256,13	269,73	420,03	282,70	133,47	242,62	328,86	575,09
Aide alimentaire (en millions de \$US)	10,68	52,97	39,51	22,02	25,79	31,66	52,03	50,92	40,43	7,46
Assistance et secours d'urgence (en millions de \$US)	4,51	45,05	59,39	10,17	7,16	6,34	1,06	12,15	61,32	106,80
Total APD (en millions de \$US)	1 139,74	1 162,85	1 148,14	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 548,72	2 141,66
Total APD (en milliards de FCFA)	526,73	583,00	577,58	555,88	553,70	648,60	660,22	800,73	907,41	1 233,00

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions de \$US)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Aide projet - Avec fonds commun	52,54	72,15	90,83	29,88	25,14	102,29	40,95	44,41	65,39	57,18
Affaires Mondiales Canada	11,97	10,99	7,05	0,82	8,42	10,13	7,70	7,72	7,54	7,46
Agence danoise pour le développement international	2,66	13,54	5,02	5,58	5,34	2,93	2,59	5,99	1,00	1,59
Agence française de développement	0,43	0,17	6,33	4,02	2,20	54,90	11,79	7,61	15,34	17,22
Agence suédoise de développement international	3,09	1,49	5,76	5,91	1,75	2,21	0,00	0,00	0,00	0,00
Association internationale de développement	0,00	3,14	22,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence Italienne pour la Coopération au Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,63	0,00	2,61	1,84
Coopération néerlandaise	20,84	29,60	15,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,43	0,00	3,80	0,66	0,90	0,75	1,10	0,00	0,00	0,47
Coopération suédoise	0,00	0,39	2,59	0,00	0,00	16,64	2,77	2,72	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	3,21	4,78	0,00	4,18	4,93	2,18	2,15	2,03	14,61	3,22
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria	5,44	0,00	2,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Européen de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,32	15,68	0,00	0,00
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	0,00	0,94	10,96	0,00	0,00	5,44	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations Unies pour la population	0,00	0,00	0,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,21	5,70
GAVI Alliance	1,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GIZ	2,54	3,17	2,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	0,16	3,93	1,51	4,43	1,47	6,02	4,89	2,48	12,54	13,77
KfW	0,00	0,00	0,00	4,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lux-développement	0,00	0,00	4,39	0,00	0,00	1,53	0,02	0,00	0,00	0,00
Organisation Mondiale de la Santé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,92
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme des Nations unies pour le développement	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	-0,47	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,54	0,00

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Aide projet - Sans fonds commun	701,00	644,72	702,29	773,21	622,56	671,79	907,14	1 090,12	1 052,72	1 395,14
ACDI/VOCA	0,33	1,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Abu Dhabi	0,00	2,05	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Africare	0,00	0,00	0,15	0,56	1,12	0,00	0,44	0,15	0,00	0,00
Affaires Mondiales Canada	16,07	17,23	19,78	16,93	13,90	17,19	14,85	31,87	21,89	39,92
Agence danoise pour le développement international	17,95	4,32	9,25	17,81	8,12	22,75	38,90	32,61	18,29	7,18
Agence française de développement	27,33	15,54	10,67	5,98	67,20	39,54	56,98	50,84	44,53	91,02
Agence Internationale de Coopération pour le Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,35	0,00
Agence suédoise de développement international	12,63	2,50	8,80	6,29	4,61	5,00	0,59	0,63	3,77	18,13
Association internationale de développement	94,48	50,39	101,74	162,04	49,35	144,10	196,63	328,94	233,74	266,23
Association Solidarité Afrique de l'Ouest	1,59	1,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres ONG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	5,18	4,40	3,05	3,87	1,15	3,14	2,87	4,84	16,98	25,62
Banque européenne d'investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,05	0,00	0,00	0,00
Banque Islamique de Développement	24,34	19,42	7,71	0,28	3,30	19,60	23,14	50,81	65,83	25,23
Banque Ouest-africaine de développement	35,39	12,57	9,73	30,69	18,09	30,54	25,13	29,99	25,51	46,23
Banque d'investissements et de développement de la CEDEAO	2,98	2,01	2,85	14,58	0,00	0,00	8,27	10,21	0,00	0,00
Bornefonden	0,00	0,00	0,00	2,18	0,00	1,63	1,34	0,00	0,00	0,00
Brésil	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	12,42	4,59	6,68	10,88	20,59	12,11	13,51	0,00	8,61	13,04
Centre italien d'aide à l'enfance	1,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commission européenne	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,12	8,81	1,77	18,17
Compassion Internationale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,23	22,45	25,28	31,86	34,97
Coopération allemande	0,00	4,55	0,25	8,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taïwanaise	24,88	23,78	25,17	25,20	13,34	22,49	19,58	0,00	0,00	0,00
Coopération espagnole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération française	0,00	0,00	3,33	0,00	0,00	2,03	0,00	0,00	0,00	17,65
Agence Italienne pour la Coopération au Développement	0,00	0,00	0,00	11,95	11,14	6,64	5,18	7,06	8,08	10,05
Coopération japonaise	27,36	44,82	33,07	28,07	22,24	11,91	23,69	8,12	0,77	33,09
Coopération norvégienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération néerlandaise	5,18	1,33	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,98
Coopération technique belge	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	4,27	6,00	3,20	2,96	3,55	3,97	2,50	0,00	5,04	5,22
Coopération suédoise	0,00	2,75	3,02	1,48	6,10	0,58	2,81	12,12	32,58	12,67
Corée du Sud	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00
Diakonia	1,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	5,83	14,45	21,08	13,08	16,51	17,39	15,09	18,07	9,23	25,97
FAD/BAD	0,75	0,00	19,45	0,00	0,08	14,50	58,63	76,18	15,95	19,06
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria	0,00	50,07	28,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91,53	60,93
Fondation Nouvelle planète	0,94	3,60	0,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Fonds africain de développement	47,59	28,89	19,31	32,31	9,72	37,38	19,50	27,06	18,81	0,95
Fonds européen de développement	53,14	36,43	47,86	91,16	82,54	60,39	84,27	108,33	71,94	109,07
Fonds français pour l'environnement mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds international de développement agricole	5,51	5,89	3,07	0,00	6,18	6,21	11,43	5,56	17,55	10,91
Fonds koweïtien	4,62	6,19	3,63	2,16	2,13	0,89	0,00	0,00	3,09	0,06
Fonds mondial pour la nature	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds OPEP	4,75	17,63	0,48	3,53	1,44	0,75	1,14	8,45	4,02	27,28
Fonds saoudien	4,66	0,98	1,46	0,02	0,00	5,92	0,00	0,00	1,68	2,55
Fonds d'équipement des Nations unies	0,22	0,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de l'environnement mondial	0,51	0,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations unies pour l'enfance	29,82	4,78	26,29	37,45	41,04	20,99	32,77	8,85	37,89	87,37
Fonds des Nations unies pour la population	9,14	11,43	10,74	8,80	7,04	13,09	8,19	10,46	6,81	6,54
Fonds Vert pour le Climat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,44
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,95	0,00
GIZ	8,72	12,02	12,57	15,69	18,01	8,49	24,75	24,42	26,63	27,93
Grand-Duché du Luxembourg	15,30	5,30	9,04	8,70	12,44	13,50	11,43	19,39	12,19	13,09
Helen Keller International	3,34	0,03	0,08	0,13	1,18	1,93	0,75	0,51	2,18	2,47
Helvetas Burkina Faso	0,00	0,00	1,17	2,62	1,02	2,01	2,86	2,62	3,49	0,00
Hunger Project Burkina	1,02	0,60	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Inde	0,00	11,15	7,21	0,43	1,49	0,13	1,59	0,61	1,39	0,00
KFW	18,36	16,42	14,61	12,26	17,47	29,70	19,02	18,24	32,92	16,68
Lutheran World Relief	0,15	0,00	0,00	0,86	0,00	0,28	0,30	0,00	0,00	0,00
Lux-développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,45	0,00	0,00	0,00	
Marie Stopes International Burkina Faso	1,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Millennium Challenge Account- Burkina Faso	29,02	82,43	116,73	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00
OCADES	0,00	0,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Organisation mondiale de la santé	12,16	8,33	8,88	8,98	7,99	5,64	3,40	3,04	3,04	9,30
Organisation néerlandaise de développement	3,03	0,00	0,00	1,69	0,00	3,62	0,00	0,00	0,00	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	14,54	12,13	4,46	9,63	8,79	4,31	5,05	0,00	3,32	4,12
Oxfam Belgique	0,24	0,23	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Intermon	0,00	0,00	0,00	0,00	2,53	0,00	5,74	0,00	0,00	0,00
Oxfam Québec	0,93	0,35	0,73	0,26	0,94	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Burkina Faso	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13,67	0,00	0,00
Plan Burkina	24,94	18,82	16,76	19,35	18,49	9,22	6,09	0,00	0,00	0,00
Plan International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,23	14,43	11,57
Populations cibles	0,00	0,00	0,00	4,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,64	0,79	0,00	0,82	1,46	0,00
Programme alimentaire mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00	16,47	0,00
Programme des Nations unies pour le développement	17,44	20,51	14,47	18,41	14,12	11,75	6,73	11,72	14,93	28,76
RES PUBLICA	1,76	1,73	2,50	2,66	2,42	0,00	2,23	0,00	1,73	0,00
Royaume de Belgique	0,00	2,98	0,00	8,32	0,00	0,00	6,18	16,96	17,29	32,71
SOS Sahel International France	0,00	0,00	0,00	0,55	2,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Save The Children	0,00	1,69	0,00	0,00	0,00	0,00	4,51	4,84	7,51	8,08

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Self Help Africa - Programme de l'Afrique de l'Ouest	0,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service Allemand de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	4,50	11,68	15,76	15,87	15,09	4,21	2,72	9,80	5,00	0,00
United States Agency for International Development	61,55	33,47	43,44	102,07	78,20	46,01	97,12	83,65	58,96	95,53
Water Aid	0,00	1,70	1,39	1,57	3,36	2,36	2,63	2,34	6,13	6,65
Welt hunger hilfe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,08	2,98	0,00	0,00	6,09
Total	753,54	716,87	793,11	803,10	647,71	774,08	948,09	1 134,53	1 118,10	1 452,31

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.7 : Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions de \$US)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Appui budgétaire général	336,77	313,80	210,68	211,93	266,49	275,58	74,15	192,42	251,05	530,87
Agence canadienne pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence danoise pour le développement international	11,36	10,46	11,01	11,05	10,98	10,40	11,39	11,87	0,00	0,00
Agence française de développement	9,23	8,35	8,35	5,87	2,57	7,19	11,30	11,80	37,22	18,31
Agence suédoise de développement international	16,36	15,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Association internationale de développement	122,07	90,00	69,80	100,23	100,00	152,87	0,00	75,42	98,16	150,56
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération néerlandaise	28,56	25,08	23,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,64	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,42
Coopération suédoise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	9,23	7,19	8,53	7,50	10,84	8,16	7,26	7,75	5,59	8,99
FAD/BAD	39,65	38,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds africain de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28,80
Fonds européen de développement	74,33	65,40	77,92	74,61	96,40	64,27	38,13	60,42	60,40	125,56
Fonds monétaire international	25,98	49,02	9,61	7,53	37,60	32,04	6,07	25,16	49,69	195,22
KFW	0,00	3,60	1,98	5,14	8,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Appui budgétaire sectoriel	34,24	34,16	45,45	57,79	153,53	7,12	59,32	50,19	77,81	44,22
Agence danoise pour le Développement International	11,86	13,15	12,42	13,97	11,87	3,30	6,50	4,43	7,64	2,63
Agence française de développement	4,47	3,08	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	18,55

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Agence suédoise de développement international	3,82	5,81	5,69	2,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Association Internationale de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taiwanaise	0,43	0,00	0,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Islamique de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Africain de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	62,04	0,00	0,00	0,00	13,80	0,00
Fonds européen de développement	10,17	8,87	21,65	28,49	15,58	3,82	52,82	43,05	41,81	12,02
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	9,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
KFW	2,79	2,57	5,30	2,83	6,52	0,00	0,00	2,71	14,55	11,02
Lux-développement	0,00	0,00	0,00	0,00	7,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,71	0,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	371,02	347,96	256,13	269,73	420,03	282,70	133,47	242,62	328,86	575,09

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.8 : Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions de \$US)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Affaires Mondiales Canada	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09
Banque islamique de développement	0,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	0,00	0,21	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taiwanaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération italienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,57
Coopération japonaise	9,79	5,21	6,22	0,00	4,37	3,12	2,89	5,33	4,59	2,81
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	0,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Intermon	0,00	0,00	0,00	0,00	0,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,12	0,11	0,00
Programme alimentaire mondial	0,00	47,55	33,29	19,54	16,71	28,54	41,14	45,48	35,73	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
United States Agency for International Development	0,00	0,00	0,00	2,48	4,50	0,00	8,00	0,00	0,00	0,00
Total	10,68	52,97	39,51	22,02	25,79	31,66	52,03	50,92	40,43	7,46

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.9 : Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions de \$US)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Agence Canadienne pour le Développement International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence Danoise pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,06
Agence suédoise de Développement International	0,00	0,00	16,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	1,14	1,34	0,14	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération allemande	0,00	0,00	0,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taïwanaise	0,00	0,00	0,00	1,61	1,80	4,37	0,90	0,00	0,00	0,00
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,89
Coopération italienne	0,00	0,00	0,00	0,00	1,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération japonaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,70	17,41
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,00	1,16	0,60	0,07	0,00	0,00	0,00	0,00	3,61	1,48
Coopération suédoise	0,00	4,22	20,92	2,07	1,29	0,00	0,00	0,00	0,00	5,63
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,33
Fonds africain de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18	0,00
Fonds européen de développement	0,65	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,32	0,39
Fonds d'équipement des Nations unies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations unies pour l'enfance	0,00	35,73	11,68	0,89	0,73	0,00	0,00	0,00	32,62	0,00
GIZ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,48
Helen Keller International	0,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lutheran World Relief	1,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Organisation Mondiale de la Santé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,11
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,52	0,00	5,14	0,76	1,01	1,93	0,16	0,00	0,00	1,66
Oxfam Belgique	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Plan Burkina	0,00	0,00	2,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme alimentaire mondial	0,00	1,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme des Nations unies pour le développement	0,21	1,25	1,08	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Royaume de Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	1,57	8,63
Save The Children	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	0,00
SOS Sahel International France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action Culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,95	2,91	0,00
United States Agency for International Development	0,00	0,00	0,00	4,71	0,58	0,04	0,00	10,06	14,27	62,72
Total	4,51	45,05	59,39	10,17	7,16	6,34	1,06	12,15	61,32	106,80

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

SIXIEME PARTIE : TABLEAUX DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET
SOLDES CARACTÉRISTIQUES

6.1. Situation des opérations de recettes de l'Etat

Tableau N°6.1 : Evolution des opérations de recettes par nature (en milliards FCFA)

Nature	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes courantes	793,62	998,81	1 117,27	1 064,69	1 047,93	1 230,48	1 389,27	1 530,78	1 747,70	1 659,08
Recettes fiscales	695,63	890,78	992,61	940,68	929,28	1 075,39	1 238,24	1 354,26	1 424,86	1 377,02
Recettes non fiscales	97,98	108,04	124,66	124,01	118,66	155,09	151,03	176,52	322,83	282,05
Recettes en capital	0,00	0,10	0,11	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,30
Recettes totales	793,62	998,91	1 117,38	1 064,70	1 047,93	1 230,51	1 389,27	1 530,78	1 747,70	1 659,38
Dons	253,67	277,50	324,36	256,45	230,04	180,19	194,30	215,09	134,27	315,96
Dons Projets	73,10	111,61	205,23	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	45,89	156,28
Dons Programmes	180,57	165,89	119,13	98,94	124,83	81,20	74,36	92,70	88,38	159,68
Recettes totales et dons	1 047,29	1 276,41	1 441,75	1 321,15	1 277,98	1 410,70	1 583,57	1 745,87	1 881,97	1 975,34

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2011-2020

Tableau N°6.2 : Evolution des opérations de recettes fiscales par type (en milliards FCFA)

Type	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Impôts sur les revenus, bénéfices et gains en capital	201,02	256,03	277,20	262,61	234,55	285,83	323,29	375,28	448,64	457,05
Impôts sur la main d'œuvre	4,99	5,90	7,29	7,41	7,89	8,76	10,81	12,43	13,22	14,61
Impôts sur la propriété	4,90	5,77	7,15	9,42	7,52	10,69	8,42	7,81	8,65	10,29
Impôts et taxes sur les biens et services	366,76	467,46	523,44	509,61	528,90	601,62	702,88	744,88	746,85	701,19
Taxes sur la valeur ajoutée	282,50	364,39	423,26	386,89	388,48	440,58	511,93	537,72	536,74	485,01
Taxes sur les produits pétroliers	35,49	46,34	33,02	50,37	63,61	71,82	90,17	100,04	102,92	106,86
Autres taxes spécifiques sur consommation hors TPP	48,77	56,74	67,16	72,35	76,81	89,22	100,79	107,12	107,19	109,32
Impôts sur le comm. et transactions interna. (hors TVA au cordon douanier)	111,98	148,61	168,63	143,74	142,90	159,14	181,19	202,47	195,89	185,30
Droit sur commerce extérieur	99,52	131,02	149,47	127,19	125,64	139,21	159,51	180,42	174,91	164,25
Droits et taxes à l'import.	86,60	130,41	148,83	126,51	125,04	138,79	15,38	179,97	174,48	163,91
Contribution du secteur de l'élevage	12,92	0,61	0,63	0,68	0,60	0,40	0,06	0,45	0,42	0,34
Prélèvement communautaire (UEMOA et CEDEAO)	11,91	16,62	18,30	15,76	16,34	18,94	20,59	20,53	19,72	19,70
Autres recettes sur commerce extérieur	0,55	0,97	0,86	0,79	0,92	0,99	1,09	1,16	1,09	1,34
Autres recettes fiscales	5,98	7,00	8,90	7,88	7,52	9,34	11,64	11,40	11,63	8,58
Total	695,63	890,78	992,61	940,68	929,28	1 075,39	1 238,24	1 354,26	1 424,86	1 377,02

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2011-2020

Tableau N°6.3 : Evolution des opérations recettes non fiscales par type (en milliards FCFA)

Type	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Droits et frais administratifs	5,64	4,67	4,67	5,17	5,15	5,66	6,34	6,55	6,61	4,74
Ventes non industrielles	28,27	33,92	46,11	27,88	29,19	34,73	35,59	29,96	151,70	83,76
Amendes et condamnations pécuniaires	2,72	2,12	3,16	4,10	6,89	17,45	1,99	2,62	2,39	3,13
Produits financiers	14,24	15,08	21,58	29,96	20,00	29,52	33,44	38,94	45,35	58,81
Autres recettes non fiscales	47,11	52,25	49,15	56,90	57,42	67,72	73,67	98,44	116,78	131,61
Total	97,98	108,04	124,66	124,01	118,66	155,09	151,03	176,52	322,83	282,05

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2011-2020

6.2. Situation des opérations de dépenses de l'Etat

Tableau N°6.4 : Evolution des opérations de dépenses et prêts nets par nature (en milliards FCFA)

Nature	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses totales	1 163,39	1 453,74	1 677,41	1 440,76	1 424,16	1 645,11	2 150,00	2 137,70	2 201,27	2 504,30
Dépenses courantes	628,25	828,67	818,97	886,63	923,21	1 118,75	1 318,66	1 383,36	1 644,48	1 724,30
Salaires	281,39	332,34	355,52	437,29	468,53	554,47	617,95	705,11	844,43	897,21
Dépenses de fonctionnement	97,14	120,57	118,60	102,37	109,44	127,98	174,08	196,22	198,43	176,29
Intérêts dus	28,29	41,81	34,76	44,01	43,75	65,35	69,52	97,24	117,07	140,58
Dette intérieure	15,90	28,81	21,93	29,31	27,88	48,54	49,35	74,14	95,56	117,03
Dette extérieure	12,39	12,99	12,82	14,70	15,87	16,81	20,16	23,10	21,51	23,55
Transferts courants	221,43	333,95	310,10	302,96	301,48	370,94	457,12	384,79	484,56	510,22
dont collectivités	7,41	11,19	3,62	12,28	13,43	11,97	0,00	0,00	10,79	11,37
dont EPE	29,30	49,91	53,67	77,19	74,49	111,67	87,79	104,40	109,97	102,17
dont subventions produits pétroliers (sociales)	0,80	13,03	16,79	10,89	18,13	9,76	35,48	0,00	0,00	0,00
dont subventions SONABEL	31,68	13,22	11,04	23,63	11,87	27,42	50,00	51,00	81,00	98,13
Dépenses en capital	535,13	625,08	858,44	554,13	500,95	526,36	831,33	754,34	556,79	780,00
Investissements sur ressources propres	329,09	402,45	496,98	329,29	302,47	338,55	570,38	446,95	418,99	432,92
dont chèques du Trésor	26,20	28,49	24,00	38,91	14,46	25,51	15,00	10,00	25,00	21,01
dont reliquat dépenses exceptionnelles 2009	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dont dépenses d'investissement exercice 2010	46,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts en capital et restructurations	3,85	5,50	95,76	9,12	46,92	6,99	16,52	82,23	1,31	61,69
Investissements sur ressources extérieures	202,19	217,13	265,70	215,71	151,57	180,82	244,44	225,16	136,50	285,39
Dons	73,10	111,61	205,23	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	45,89	141,93
Prêts	129,09	105,52	60,47	58,20	46,36	81,83	124,49	102,77	90,60	143,46
Prêts nets	2,65	-0,88	-24,76	-6,13	-12,56	-8,66	-3,53	-10,10	-23,85	-4,35
Rembours. prêts (hors emprunt d'Etat)	-7,30	-5,20	-1,71	-1,97	-4,00	-1,53	-8,42	-9,80	-8,77	-9,47
Avances et rétrocession emprunt d'Etat (Net)	9,95	4,33	-23,05	-4,17	-8,56	-7,14	4,90	-0,30	-15,08	5,12
Dépenses totales et prêts nets	1 166,04	1 452,87	1 652,66	1 434,63	1 411,60	1 636,45	2 146,47	2 127,61	2 177,42	2 499,95

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2011-2020

6.3. Situation des soldes caractéristiques

Tableau N°6.5 : Evolution des soldes caractéristiques et financements (en milliards FCFA)

Indicateur	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Principaux soldes caractéristiques										
Solde courant	165,36	170,15	298,30	178,06	124,73	111,73	70,61	147,41	103,21	-65,23
Solde global base engagements	-118,75	-176,46	-210,91	-113,48	-133,62	-225,75	-562,90	-381,74	-295,45	-524,61
Solde global hors dons (Base engagement)	-372,42	-453,96	-535,27	-369,92	-363,66	-405,94	-757,20	-596,83	-429,73	-840,57
Ajustement caisse	13,19	72,28	50,82	75,99	-89,21	87,09	74,76	-96,65	-2,59	-8,22
Solde global base caisse	-105,57	-104,18	-160,09	-37,49	-222,84	-138,66	-488,13	-478,39	-298,04	-532,83
Solde de base	-170,23	-236,83	-269,57	-154,21	-212,09	-225,12	-512,76	-371,67	-293,23	-555,18
Solde primaire de base	-141,94	-195,02	-234,82	-110,20	-168,34	-159,77	-443,25	-274,43	-176,16	-414,60
Solde primaire courant	193,65	211,95	333,05	222,07	168,48	177,08	140,13	244,65	220,28	75,35
Financements										
Financement intérieur	-3,95	12,01	128,01	-9,44	131,66	31,80	408,28	394,59	196,93	379,31
Financement extérieur	108,80	85,55	34,45	51,41	89,20	105,75	74,28	75,89	97,15	152,41
Décaissement	129,09	107,28	60,47	82,22	122,08	144,80	124,49	13,99	97,15	213,77
Amortissement dette	-20,29	-21,74	-26,03	-30,81	-32,88	-39,06	-50,21	-55,08	-58,95	-61,37
Financement	104,85	97,56	162,46	41,98	220,86	137,54	482,57	470,48	294,09	531,71

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2011-2020

SEPTIEME PARTIE : COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

7.1. Compte des régions

Tableau N°7.1 : Evolution des recettes totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA)

Région	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
B. du Mouhoun	399,47	348,11	328,93	396,93	295,93	442,53	577,50	811,03	791,25	nd
Cascades	279,33	284,25	314,50	290,58	321,05	266,05	357,85	539,88	740,40	nd
Centre	2 593,20	3 032,18	2 551,05	2 798,37	2 752,14	2 295,94	2 715,78	2 439,59	2 242,00	nd
Centre-Est	368,66	345,14	418,46	441,21	864,17	587,40	585,97	295,27	818,38	nd
Centre-Nord	420,19	413,00	443,24	527,00	595,59	732,00	289,27	900,39	1 295,45	nd
Centre-Ouest	419,09	430,31	523,96	467,07	524,66	552,04	645,21	751,73	1 041,18	nd
Centre-Sud	302,40	247,38	193,80	169,48	138,54	309,66	326,12	649,52	210,14	nd
Est	396,01	480,58	432,83	602,50	581,51	744,92	758,54	563,12	1 202,00	nd
Hauts-Bassins	1 905,79	1 493,68	2 146,30	1 967,41	1 602,09	1 465,12	1 416,53	1 286,29	1 546,08	nd
Nord	200,59	218,33	338,82	256,65	205,16	426,94	289,27	763,26	759,42	nd
Plateau Central	314,45	321,78	356,52	369,88	392,57	414,29	389,49	859,58	990,32	nd
Sahel	401,83	350,10	339,09	297,17	274,48	395,09	605,96	1 291,21	1 155,90	nd
Sud-Ouest	211,87	189,43	162,90	181,23	123,50	162,91	390,47	646,94	645,28	nd
Burkina Faso	8 212,88	8 154,27	8 550,40	8 765,48	8 671,39	8 794,89	9 347,96	11 797,81	13 437,80	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

Tableau N°7.2 : Evolution des dépenses totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA)

Région	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
B. du Mouhoun	272,62	305,32	237,48	281,98	291,21	294,12	483,24	503,13	655,24	nd
Cascades	160,28	175,73	176,74	206,59	250,51	100,90	144,50	102,90	294,42	nd
Centre	1 948,53	2 682,84	1 677,20	1 720,49	1 652,76	986,57	1 058,37	1 440,58	1 188,08	nd
Centre-Est	217,41	193,36	231,24	86,36	730,15	222,24	443,89	234,45	688,31	nd
Centre-Nord	146,74	197,61	168,47	152,64	326,79	678,58	279,03	337,28	281,11	nd
Centre-Ouest	251,46	226,23	317,91	166,35	247,52	233,16	442,79	515,04	512,39	nd
Centre-Sud	147,74	228,80	151,09	103,16	156,37	168,36	289,54	606,03	147,52	nd
Est	138,96	244,82	164,50	210,98	243,30	282,55	432,87	464,37	464,96	nd
Hauts-Bassins	966,11	497,88	1 165,97	1 067,87	795,64	603,88	1 036,28	498,76	1 003,60	nd
Nord	177,12	192,19	262,72	160,48	180,51	325,37	279,03	507,03	314,02	nd
Plateau Central	150,91	153,19	209,79	111,08	301,97	351,41	254,87	164,49	237,32	nd
Sahel	190,97	160,72	285,38	104,22	134,60	245,97	311,05	450,94	346,79	nd
Sud-Ouest	142,81	141,26	107,09	129,09	172,17	107,75	297,34	239,15	303,93	nd
Burkina Faso	4 911,66	5 399,95	5 155,58	4 501,29	5 483,50	4 600,86	5 752,80	6 064,15	6 437,69	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

7.2. Comptes des communes

Tableau N°7.3 : Evolution des recettes des communes urbaines par commune (en millions FCFA)

Commune	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Boromo	214,38	320,66	291,38	215,66	309,60	263,95	409,68	404,58	398,45	nd
Dédougou	407,48	447,87	398,85	396,31	476,57	477,61	760,77	958,53	965,11	nd
Koudougou	832,09	927,62	1 275,64	1 185,13	1 470,80	1 741,04	1 471,88	1 670,80	1 371,49	nd
Léo	269,08	339,19	363,60	344,05	484,98	451,18	637,45	706,53	725,41	nd
Nouna	149,73	324,49	251,66	165,07	292,19	221,92	559,35	657,72	649,47	nd
Toma	184,07	146,81	162,31	119,72	191,41	139,11	261,98	569,81	247,76	nd
Tougan	264,74	365,42	368,24	242,98	296,74	317,79	628,64	624,55	562,06	nd
Banfora	1 466,94	1 225,59	1 204,80	1 103,08	970,29	810,08	1 425,95	1 129,39	1 466,77	nd
Batié	156,29	187,46	232,10	272,15	202,44	211,44	434,34	431,07	416,77	nd
Bittou	320,43	378,17	516,86	436,60	330,61	416,59	603,48	625,19	656,01	nd
Bobo-Dioulasso	668,85	4 876,10	5 053,37	5 550,96	6 314,62	6 212,44	8 925,44	9 736,83	8 368,64	nd
Bogandé	358,48	457,15	258,80	257,51	362,17	261,36	688,36	627,80	739,71	nd
Boulsa	236,85	456,08	483,91	338,70	426,68	391,11	820,12	690,88	499,56	nd
Boussé	187,01	299,94	381,91	217,81	244,85	312,06	543,82	543,82	nd	nd
Dano	259,21	238,90	262,51	195,79	239,49	199,50	403,18	265,77	324,32	nd
Diapaga	260,09	277,74	224,66	195,95	317,89	412,20	394,09	585,59	572,36	nd
Diébougou	282,38	341,70	354,14	282,49	324,31	315,33	666,60	552,91	550,73	nd
Djibo	319,71	417,29	462,73	412,42	458,13	487,01	665,42	604,16	342,13	nd
Dori	410,77	230,51	571,45	475,36	647,87	520,39	856,99	855,50	554,02	nd
Fada-N'gourma	733,90	900,03	1 044,31	1 139,41	1 278,79	1 364,95	1 990,34	2 237,74	1 869,77	nd
Gaoua	477,84	497,13	451,63	445,70	456,00	441,51	856,99	908,87	833,04	nd
Garango	265,11	324,88	411,79	329,00	234,39	490,46	458,24	713,66	719,18	nd
Gayéri	216,21	373,48	404,02	399,40	236,99	230,15	633,92	487,63	495,52	nd
Gorom-Gorom	314,62	354,35	509,00	517,58	591,08	973,68	1 358,61	1 602,67	1 886,33	nd
Gourcy	337,70	390,42	352,46	238,90	469,05	347,33	nd	858,21	1 107,03	nd
Houndé	260,71	336,47	330,00	422,51	406,85	403,28	649,92	745,85	1 071,19	nd
Kaya	581,63	688,66	868,42	800,10	971,18	1 072,44	1 261,72	1 436,20	1 850,14	nd
Kombissiri	320,93	370,50	370,44	245,84	nd	422,46	642,69	796,06	561,48	nd
Kongoussi	323,90	351,17	490,40	315,74	360,94	430,78	593,98	661,02	548,78	nd
Koupéla	377,20	430,85	290,27	363,91	334,75	460,22	552,77	513,83	500,67	nd
Manga	173,55	271,86	277,42	272,78	263,93	288,99	468,24	585,62	807,05	nd
Niangoloko	123,75	259,52	476,97	545,60	570,28	395,01	666,04	564,68	667,37	nd
Orodara	241,02	300,30	350,14	382,68	297,41	303,13	364,61	485,40	543,65	nd
Ouagadougou	19 854,21	19 452,78	20 767,79	21 499,25	24 972,68	24 468,03	29 560,52	35 324,67	38 391,55	nd
Ouahigouya	946,06	784,65	128,78	734,91	801,37	786,77	1 106,08	1 193,54	1 360,30	nd
Ouargaye	221,74	243,32	235,58	357,35	184,49	139,27	287,47	256,38	326,02	nd
Pama	134,08	187,82	234,27	128,18	221,05	202,49	364,16	210,83	412,40	nd
Po	241,96	285,60	240,32	203,66	313,19	310,07	581,89	454,89	617,17	nd
Pouytenga	nd	415,50	448,12	570,26	419,55	492,98	917,66	712,80	747,89	nd
Réo	418,02	291,45	324,15	277,17	197,81	328,08	689,10	689,10	634,17	nd
Sapouy	209,79	274,63	232,12	206,95	289,40	299,53	477,79	403,86	506,86	nd
Sebba	142,20	170,75	153,30	134,09	276,33	232,36	344,42	260,49	308,46	nd
Sindou	134,87	140,21	513,91	191,32	153,93	125,25	205,88	179,79	172,99	nd
Solenzo	278,91	384,23	341,58	269,31	401,54	530,72	991,51	986,74	1 091,36	nd
Tenkodogo	696,80	659,28	789,98	677,25	965,71	1 092,97	1 442,85	1 476,14	1 408,82	nd
Titao	266,27	234,11	329,02	288,90	355,39	333,44	478,34	318,71	566,39	nd
Yako	330,75	593,51	521,80	555,74	389,03	475,07	769,72	920,22	858,26	nd
Ziniaré	585,82	940,95	753,81	652,10	925,84	125,46	994,13	1 053,46	889,21	nd
Zorgho	200,35	330,41	270,61	224,48	292,87	290,77	473,71	479,23	475,29	nd
Burkina Faso*	36 658,48	43 497,50	46 031,34	45 797,81	51 993,46	52 019,76	71 340,84	79 759,72	81 639,11	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

(*) les cas d'indisponibilité des données ont été traités comme des valeurs nulles

Tableau N°7.4 : Evolution des dépenses des communes urbaines par commune (en millions FCFA)

Commune	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Boromo	153,25	265,68	191,96	136,23	261,43	219,85	326,71	356,44	400,24	nd
Dédougou	350,30	424,47	277,98	318,69	408,35	299,96	490,49	716,12	745,75	nd
Koudougou	553,25	787,58	759,88	726,62	977,24	1 368,06	1 001,54	1 538,37	1 128,09	nd
Léo	155,28	202,72	611,85	105,02	233,24	179,76	291,34	663,97	698,90	nd
Nouna	236,58	239,63	158,63	98,57	234,23	155,78	219,88	384,47	352,54	nd
Toma	176,46	96,53	104,01	96,80	157,83	90,04	214,16	529,96	226,36	nd
Tougan	183,17	288,22	172,48	170,45	261,67	254,27	311,83	437,92	308,58	nd
Banfora	957,88	977,63	688,64	992,19	948,00	727,82	1 266,14	838,91	1 057,73	nd
Batié	129,87	91,06	180,85	193,56	108,69	79,01	190,63	275,85	236,61	nd
Bittou	227,07	256,61	258,36	377,88	248,80	337,05	265,25	500,33	531,32	nd
Bobo-Dioulasso	654,60	4 271,26	4 108,81	3 976,27	4 342,01	2 991,55	5 140,41	7 658,68	7 404,37	nd
Bogandé	200,49	424,80	218,58	209,88	303,22	157,21	347,32	479,66	596,20	nd
Boulsa	94,96	197,80	205,42	211,68	308,81	224,73	451,77	544,60	475,83	nd
Boussé	110,38	168,98	272,90	169,12	161,28	111,88	341,80	341,80	nd	nd
Dano	221,90	198,64	169,61	224,63	213,02	176,91	343,71	316,86	241,74	nd
Diapaga	130,84	215,53	167,33	143,81	179,63	232,32	176,72	360,24	297,32	nd
Diébougou	187,36	268,25	257,86	213,35	206,51	219,82	419,31	435,06	432,53	nd
Djibo	175,95	234,36	220,02	274,77	377,83	346,39	424,80	599,39	275,43	nd
Dori	283,17	60,39	287,67	351,22	576,98	352,60	597,07	743,97	471,18	nd
Fada-N'gourma	367,15	497,41	647,46	491,54	654,48	621,41	693,48	1 580,59	1 497,88	nd
Gaoua	288,43	327,81	333,81	333,31	341,07	249,19	414,83	645,92	465,54	nd
Garango	129,83	182,41	185,25	247,81	171,65	438,99	230,31	507,51	593,18	nd
Gayéri	103,73	229,61	298,81	288,88	164,82	153,15	359,47	354,29	195,94	nd
Gorom-Gorom	181,08	266,34	422,12	484,99	489,37	866,16	1 030,09	1 329,29	1 108,33	nd
Gourcy	273,91	303,82	165,58	173,46	377,76	178,28	nd	189,03	721,72	nd
Houndé	229,20	302,91	296,69	302,64	361,33	272,29	557,55	623,10	780,33	nd
Kaya	431,79	520,22	573,38	439,50	705,53	756,81	705,15	735,97	807,99	nd
Kombissiri	185,43	263,55	386,41	211,03	nd	322,68	529,45	723,43	362,69	nd
Kongoussi	290,00	262,16	186,94	338,64	365,82	388,62	421,82	581,37	407,72	nd
Koupéla	243,12	444,86	136,46	266,28	267,30	354,64	440,98	464,86	313,78	nd
Manga	147,64	173,41	168,15	202,22	171,37	138,26	169,22	292,15	311,31	nd
Niangoloko	169,44	151,37	418,42	165,98	456,49	388,50	511,62	503,30	519,17	nd
Orodara	167,92	136,99	201,85	259,11	217,10	204,17	153,40	325,97	307,78	nd
Ouagadougou	14 659,98	14 123,80	15 049,83	13 724,02	15 809,20	12 582,23	13 096,80	19 060,52	20 255,17	nd
Ouahigouya	848,92	644,74	651,11	780,92	762,78	624,34	945,18	983,80	1 216,84	nd
Ouargaye	97,37	167,79	948,81	304,53	165,67	95,20	175,44	180,55	251,93	nd
Pama	98,80	138,20	107,63	80,37	175,60	139,23	313,75	135,83	280,11	nd
Po	188,00	267,67	100,82	223,63	248,01	186,29	520,55	268,02	465,73	nd
Pouytenga	nd	373,44	264,98	398,68	277,99	232,79	753,28	659,78	464,35	nd
Réo	346,56	156,14	225,00	218,65	321,18	199,24	492,21	492,21	354,35	nd
Sapouy	134,76	211,86	143,68	114,51	235,22	241,02	369,66	296,28	426,41	nd
Sebba	72,99	118,85	110,00	28,94	214,84	166,26	275,51	271,23	308,29	nd
Sindou	99,33	80,39	158,75	199,13	105,81	96,02	158,41	152,78	110,08	nd
Solenzo	236,39	289,02	193,02	157,06	253,64	256,96	471,36	530,83	761,57	nd
Tenkodogo	391,44	363,41	443,15	334,47	496,16	576,52	779,48	894,03	553,55	nd
Titao	235,28	155,89	214,89	161,06	225,01	228,04	450,93	187,84	421,02	nd
Yako	200,58	307,49	400,27	464,15	162,26	238,38	303,18	611,49	410,88	nd
Ziniaré	338,54	812,09	607,68	381,33	729,10	66,20	475,94	766,33	533,53	nd
Zorgho	122,16	306,30	177,47	207,77	272,03	184,88	335,69	443,26	202,03	nd
Burkina Faso*	26 462,53	32 250,08	33 531,27	30 975,34	35 707,36	29 971,76	38 955,62	52 514,16	51 289,92	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

(*) les cas d'indisponibilité des données ont été traités comme des valeurs nulles

Tableau N°7.5 : Recettes des communes rurales par région (en millions FCFA)

Région	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Boucle du Mouhoun	4 142,26	4 547,90	5 484,16	5 104,20	7 052,98	7 515,46	11 464,04	13 539,39	13 660,84	nd
Cascades	1 308,10	1 763,26	1 987,87	2 204,36	2 473,42	2 649,20	3 649,32	3 216,36	3 254,38	nd
Centre	3 874,12	3 923,95	5 000,90	5 259,10	4 867,24	3 991,25	5 122,78	5 435,59	5 254,40	nd
Centre-Est	2 797,88	3 023,95	4 368,56	4 321,78	5 164,70	5 922,69	5 710,85	6 655,40	7 022,73	nd
Centre-Nord	2 348,35	3 371,35	4 668,45	4 334,02	5 999,07	5 767,77	9 152,83	10 534,65	12 259,85	nd
Centre-Ouest	3 129,24	4 667,44	5 034,04	4 421,02	6 014,98	6 341,42	9 938,97	8 648,67	9 380,25	nd
Centre-Sud	2 111,57	8 332,48	1 366,17	2 562,14	2 472,86	4 017,98	6 063,73	6 087,65	5 722,57	nd
Est	3 261,78	3 954,50	3 584,22	4 238,84	4 907,55	4 818,13	7 388,58	8 055,87	9 709,38	nd
Hauts-Bassins	3 381,47	3 650,67	3 905,31	3 829,81	5 389,94	4 988,17	7 369,49	7 445,23	7 274,28	nd
Nord	6 806,04	7 715,84	4 253,63	3 592,47	4 757,59	5 065,02	7 754,97	6 920,66	7 425,53	nd
Plateau Central	1 984,88	1 356,81	1 485,85	3 260,42	4 242,82	3 813,31	5 691,03	5 304,75	5 669,45	nd
Sahel	2 129,14	2 748,24	3 261,69	3 531,40	4 607,37	4 353,37	6 217,81	6 381,22	7 301,88	nd
Sud-Ouest	2 064,41	1 845,44	2 713,09	2 833,85	1 334,41	3 984,04	4 889,95	4 398,41	5 226,75	nd
Burkina Faso	39 339,24	50 901,83	47 113,92	49 493,41	59 284,93	63 227,81	90 414,35	92 623,85	99 162,29	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

Tableau N°7.6 : Dépenses des communes rurales par région (en millions FCFA)

Région	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Boucle du Mouhoun	3 491,56	3 454,12	3 458,91	2 924,05	4 951,25	4 218,99	6 090,07	8 240,89	6 590,63	nd
Cascades	961,05	1 127,53	1 300,37	1 647,16	2 001,10	2 553,19	2 750,76	2 474,11	1 783,28	nd
Centre	2 932,32	2 529,24	3 235,33	3 184,79	3 655,78	2 337,45	2 974,77	4 343,47	3 989,58	nd
Centre-Est	2 018,73	1 962,10	3 314,56	2 318,80	3 772,47	4 470,76	4 570,22	4 697,41	4 218,25	nd
Centre-Nord	1 663,90	2 214,78	3 438,02	2 571,53	4 902,25	4 033,02	5 797,45	6 865,01	6 132,74	nd
Centre-Ouest	2 012,81	2 930,16	2 878,20	2 586,16	3 755,81	3 626,29	6 934,97	7 343,16	7 046,75	nd
Centre-Sud	1 400,07	688,13	947,22	1 616,66	1 359,29	2 352,04	3 479,67	4 322,02	3 273,98	nd
Est	2 446,12	2 805,42	1 996,80	2 277,88	3 543,13	3 151,76	3 995,49	6 213,53	5 995,33	nd
Hauts-Bassins	2 602,05	2 601,33	2 561,70	2 426,38	3 721,63	3 530,08	5 093,69	5 529,25	4 537,32	nd
Nord	2 623,38	2 866,91	2 946,65	2 526,34	3 400,79	3 256,86	5 665,58	5 499,81	4 788,98	nd
Plateau Central	1 341,80	1 040,35	1 066,99	2 173,05	3 035,99	2 275,29	3 856,84	4 261,22	3 550,64	nd
Sahel	1 574,55	2 108,63	2 114,86	2 201,90	3 253,35	2 780,48	3 890,02	4 656,61	3 542,90	nd
Sud-Ouest	1 434,50	1 247,85	1 437,98	1 837,29	1 001,35	2 360,71	3 186,07	2 934,41	2 954,23	nd
Burkina Faso	26 502,84	27 576,55	30 697,60	30 291,99	42 354,20	40 946,92	58 285,60	67 380,90	58 404,61	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

7.3. Recettes et dépenses des collectivités territoriales par nature

Tableau N°7.7 : Recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

Nature des recettes	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes de fonctionnement (A)	44,64	46,74	49,98	47,70	59,73	62,33	89,80	111,63	118,07	nd
Recettes fiscales	17,43	17,72	20,58	21,34	20,18	23,84	23,40	28,78	31,23	nd
Recettes non fiscales	6,58	6,96	7,66	8,71	8,41	10,30	12,83	15,28	16,05	nd
Dotations liées aux compétences transférées	5,65	6,84	9,36	2,91	12,78	6,84	28,79	29,25	28,48	nd
Appuis financiers de l'Etat (DGF, TPP, participation/Etat)	3,44	3,83	2,00	4,40	5,93	5,52	4,44	7,62	11,60	nd
Autres subventions	2,40	1,10	1,85	2,57	2,09	1,35	0,73	1,54	2,49	nd
Report de fonctionnement	9,14	10,29	8,53	7,76	10,34	14,48	19,62	29,16	28,22	nd
Recettes d'investissement (B)	41,34	50,88	57,05	55,10	62,35	71,41	95,00	87,27	92,56	nd
Epargne sur fonctionnement (C)	7,32	7,78	7,99	8,30	8,70	9,35	11,52	15,46	19,38	nd
Soutien équipement /Etat	19,76	5,36	5,39	5,04	0,91	8,99	4,87	0,89	15,41	nd
Dotations liées aux compétences transférées	0,00	11,03	14,34	6,09	10,34	7,98	27,65	11,91	10,06	nd
Autres recettes d'investissement	0,10	11,43	9,64	9,64	14,38	19,91	20,12	18,87	16,13	nd
Report investissement	14,15	15,28	19,69	26,04	28,01	25,17	30,84	40,14	31,58	nd
Total recettes (A+B-C)	78,66	89,85	99,04	94,50	113,38	124,38	173,28	183,44	191,25	nd

Source : Direction générale du développement territorial /MINEFID

Tableau N°7.8 : Dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

Nature des dépenses	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses de fonctionnement (A)	34,78	38,11	42,36	37,81	45,84	42,89	60,53	83,71	83,00	nd
Denrées et fournitures	8,64	10,35	12,07	7,43	12,46	10,26	22,12	32,51	28,16	nd
Carburant et lubrifiant	2,18	2,44	2,95	2,64	2,70	2,95	3,35	3,72	3,94	nd
Fourniture de bureau	0,44	0,58	0,69	0,51	0,71	0,75	0,71	0,72	0,81	nd
Fournitures scolaires	5,07	6,14	6,66	2,62	6,86	4,36	6,53	7,15	6,57	nd
Autres denrées et fournitures	0,95	1,2	1,78	1,66	2,20	2,21	11,52	20,92	16,84	nd
Allocations et subventions	1,71	2,01	1,99	1,94	2,00	1,52	2,00	2,35	2,24	nd
Travaux et services extérieurs	5,01	5,72	7,03	6,10	7,57	6,86	6,95	8,56	8,13	nd
Frais de personnel	6,32	6,72	7,07	8,17	9,05	8,88	11,17	15,54	15,33	nd
Frais de gestion générale et de transport	3,59	3,86	4,16	3,39	3,07	3,63	4,21	6,58	6,76	nd
Fêtes et cérémonies	0,45	0,48	0,58	0,34	0,25	0,41	0,55	0,70	0,71	nd
Imprimés adm, reliures et autres prestations	0,55	0,59	0,59	0,44	0,54	0,60	0,49	0,55	0,63	nd
Indemnités dues aux élus	1,39	1,38	1,59	1,45	1,08	1,49	1,97	3,59	3,29	nd
Autres frais de gestion générale et de transport	1,2	1,42	1,41	1,15	1,20	1,13	1,19	1,74	2,13	nd
Frais financiers	0,69	0,69	0,78	0,78	0,90	1,33	0,98	1,08	1,16	nd
Autres dépenses de fonctionnement	1,5	0,99	1,26	1,70	2,07	1,06	1,57	1,63	1,84	nd
Epargne section de fonctionnement (C)	7,32	7,78	7,99	8,30	8,70	9,35	11,52	15,46	19,38	nd
Dépenses d'investissement (B)	26,47	31,39	31,26	27,45	38,86	42,00	55,51	57,64	50,59	nd
Frais d'études et de recherches	0,6	0,8	0,73	0,55	0,76	0,80	1,14	1,12	1,12	nd
Matériel outillage et mobilier	2,05	2,31	3,73	2,65	3,84	4,61	6,28	4,87	5,47	nd
matériel de transport	0,53	0,85	1,4	1,22	1,21	1,18	2,11	1,70	2,38	nd
Bâtiments	11,64	15,86	17,12	16,20	22,04	23,92	33,17	32,86	26,37	nd
Travaux de voies et réseaux	4,21	2,91	1,57	0,89	2,01	1,16	0,80	2,34	2,50	nd
Autres dépenses d'investissement	7,44	8,65	6,72	5,95	9,01	10,33	12,01	14,74	12,75	nd
Total (A+B-C)	53,93	61,73	65,64	56,96	76,00	75,53	104,51	125,89	114,21	nd

Source : Direction générale du développement territorial /MINEFID

HUITIEME PARTIE : SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR

8.1. Solde commercial

Tableau N°8.1 : Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations	1 111,1	1 117,5	1 172,7	1 209,9	1 286,1	1 489,5	1 675,7	1 798,3	1 896,7	2 507,2
Importations	1 226,0	1 740,3	2 050,7	1 660,8	1 760,5	1 958,2	2 238,0	2 400,2	2 453,7	2 369,8
Solde commercial	-114,8	-622,7	-878,0	-451,0	-474,4	-468,8	-562,3	-601,9	-557,0	137,4
Taux de couverture (en %)	90,6	64,2	57,2	72,8	73,1	76,1	74,9	74,9	77,3	105,8

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

8.2. Exportations

Tableau N°8.2 : Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

Sections	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Animaux vivants et produits du règne animal	5,6	3,0	2,9	4,8	3,0	2,0	1,2	1,2	0,6	0,6
Produits du règne végétal	82,7	81,5	141,8	134,7	198,3	174,5	205,1	240,5	160,2	140,3
Graisses et huiles animales ou végétales	2,3	2,3	4,4	7,6	7,8	9,3	11,7	14,0	20,7	20,7
Produits des industries alimentaires, boissons, liquides alcooliques	7,0	7,1	5,6	7,2	7,0	7,3	8,5	8,6	8,1	9,2
Produits minéraux	3,4	0,9	0,7	7,3	3,6	2,1	0,7	0,8	5,4	78,7
Produits des industries chimiques et connexes	3,3	4,0	2,5	3,9	8,7	14,0	4,2	12,2	7,4	8,0
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	2,4	2,0	2,4	2,5	1,2	4,6	2,3	2,2	2,5	0,8
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	2,0	1,7	1,3	1,2	0,3	1,3	0,0	0,1	0,1	0,0
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	0,1	0,1	0,2	0,1	0,8	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Matières textiles et ouvrages en ces matières	131,4	156,7	236,2	232,1	179,8	255,5	217,4	180,1	209,1	153,9
Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ouvrages en pierres, plâtre, ciments, amiante, mica ou matières analogues	0,3	0,3	0,4	0,8	0,4	0,1	0,3	0,2	0,1	0,0
Perles fines ou de culture, gemmes et métaux précieux	852,2	809,8	728,9	722,4	795,5	922,2	1088,4	1192,4	1330,9	2 054,6
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	3,7	3,9	16,2	48,8	38,4	60,3	101,1	115,0	100,7	11,0
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties	7,0	32,1	16,6	19,8	20,1	17,3	19,0	19,9	22,1	19,0
Matériel de transport	6,1	8,9	9,1	13,7	18,5	16,2	12,8	8,2	25,5	8,1
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie	0,4	0,8	1,5	1,2	0,7	0,4	1,2	0,5	1,0	0,6
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,1	0,2	0,5	0,1
Marchandises et produits divers	0,8	1,9	1,3	1,2	1,6	1,2	1,5	1,2	1,4	1,1
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,2	0,5	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,2
Total exportations	1 111,1	1 117,5	1 172,7	1 209,9	1 286,1	1 489,5	1 675,7	1 798,3	1 896,7	2 507,2

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)

Rang	2011		2012	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	852,2	Or et alliages d'or à usage non monétaire	809,6
2	Coton (non compris les linters) en masse	125,6	Coton (non compris les linters) en masse	152,8
3	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	29,1	Graines de sésame	44,2
4	Graines de sésame	27,9	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	16,7
5	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	14,9	Groupes électrogènes à moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston	15,4
6	Animaux vivants de l'espèce bovine autres que reproducteurs de race pure	4,2	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	10,2
7	Cigarettes	3,1	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	3,1
8	Minerais de fer, même enrichis, non agglomérés	2,7	de coton	2,9
9	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	2,5	Parties	2,4
10	Autres	2,1	Cigarettes	2,0
11	Maïs non moulu	2,0	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes ...	2,0
12	Huiles végétales fixes, nda	2,0	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement, d'excavation	2,0
13	Déchets de coton (y compris les effilochés) non peignés ni cardés	1,7	Animaux vivants de l'espèce bovine autres que reproducteurs de race pure	1,9
14	Légumes à cosse secs, écosés, même décortiqués ou cassés	1,6	Huiles végétales fixes, nda	1,8
15	Parties	1,6	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	1,8
16	Fils de coton mesurant en fils simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	1,5	Légumes à cosse secs, écosés, même décortiqués ou cassés	1,8
17	Aérodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide 2000kg et -15000	1,4	Maïs non moulu	1,8
18	de coton	1,3	Antiparasitaires, antis rongeurs, et produits similaires présentés à l'état	1,7
19	Peaux de caprins préparés (autres que celles du sous-groupe 6118)	1,3	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	1,7
20	Barres	1,2	Aérodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide 2000kg et -15000	1,4

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)-suite

Rang	2013		2014	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	728,9	Or et alliages d'or à usage non monétaire	722,4
2	Coton (non compris les linters) en masse	230,8	Coton (non compris les linters) en masse	227,4
3	Graines de sésame	79,6	Graines de sésame	66,4
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	25,7	Zinc	43,1
5	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	21,5	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	24,1
6	Zinc	12,5	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	21,2
7	Aérodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide 2000kg et -15000	3,9	Graines de coton	6,8
8	Maïs non moulu	3,7	Minerais de plomb, même enrichis	6,6
9	Huiles végétales fixes, nda	3,5	Huiles végétales fixes, nda	6,2
10	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	3,0	Maïs non moulu	5,5

Rang	2013		2014	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
11	Légumes à cosse secs, écosés, même décortiqués ou cassés	3,0	de coton	4,4
12	de coton	2,6	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	4,2
13	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, pour l'aviation	2,1	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	4,0
14	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	2,0	Animaux vivants de l'espèce bovine autres que reproducteurs de race pure	3,7
15	Animaux vivants de l'espèce bovine autres que reproducteurs de race pure	1,9	Aérodynes entrainés par un organe moteur d'un pds à vide 2000kg et -15000	3,3
16	Fils de coton mesurant en fils simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	1,9	Bouteurs(bulldozers), bouteurs biais(angledozer) et niveleuses, autopropuls	3,0
17	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement...	1,8	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport ...	2,9
18	Autres	1,8	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	2,8
19	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement, d'excavation	1,8	Sacs	1,8
20	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	1,6	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	1,8

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCL (en milliards FCFA)-suite

Rang	2015		2016	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	794,6	Or et alliages d'or à usage non monétaire	920,4
2	Coton (non compris les linters) en masse	169,4	Coton (non compris les linters) en masse	236,5
3	Graines de sésame	99,9	Graines de sésame	67,4
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	51,5	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	66,9
5	Zinc	32,7	Zinc	53,7
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	21,9	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	22,6
7	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	7,2	Coton cardé ou peigné	15,8
8	Maïs non moulu	7,1	Charbons actifs	9,7
9	Coton cardé ou peigné	6,8	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	8,4
10	Graines de coton	6,3	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	8,3
11	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	6,3	Huiles végétales fixes, nda	6,4
12	Charbons actifs	5,6	de coton	6,0
13	Huiles végétales fixes, nda	5,4	Autres	3,8
14	de coton	4,8	Parties	3,3
15	Bouteurs(bulldozers), bouteurs biais(angledozer) et niveleuses, autopropuls	3,9	Maïs non moulu	2,9
16	Parties	3,8	Fils de fer	2,6
17	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport ...	2,9	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	2,6
18	Ciments Hydrauliques	2,8	Huiles de coton	2,4
19	Huiles de coton	2,4	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	2,2
20	Fils de coton mesurant en fils simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	2,2	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, nda.	2,1

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N° 8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) -suite

Rang	2017		2018	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or a usage non monétaire	1 085,4	Or et alliages d'or a usage non monétaire	1 190,7
2	Coton (non compris les linters) en masse	195,3	Coton (non compris les linters) en masse	177,0
3	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	99,6	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	117,1
4	Zinc	95,8	Zinc	103,7
5	Graines de sésame	59,0	Graines de sésame	71,1
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	18,0	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	23,2
7	Coton cardé ou peigné	18,0	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	13,3
8	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	8,9	Huiles végétales fixes, nda	12,4
9	Maïs non moulu	7,6	Tomates fraîches ou réfrigérées	9,4
10	de coton	7,5	Charbons actifs	7,2
11	Huiles végétales fixes, nda	7,2	de coton	6,3
12	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,9	barres	5,8
13	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport	4,0	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,2
14	Arachides non grillées, décortiquées ou non	3,9	Parties	2,5
15	Huiles de coton	3,4	fils de coton mesurant en fils simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	2,2
16	Parties	3,3	Explosifs préparés	2,1
17	Argent	2,9	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	2,0
18	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	2,7	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, nda.	1,8
19	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement, d'excavation	2,5	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	1,8
20	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	2,0	Autres	1,7

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N° 8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)- fin

Rang	2019		2020	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or a usage non monétaire	1 329,2	or et alliages d'or a usage non monétaire	2 050,8
2	Coton (non compris les linters) en masse	206,1	Coton (non compris les linters) en masse	150,7
3	Zinc	90,9	minerais de zinc, même enrichis	60,7
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	55,8	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	39,0
5	Graines de sésame	41,4	Graines de sésame	36,9
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	39,0	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	26,2
7	Huiles végétales fixes, nda	18,6	Huiles végétales fixes, nda	18,6
8	Aérodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	15,9	avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	15,7
9	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	13,7	Ciments Hydrauliques	15,5
10	Barres	5,3	maïs non moulu	13,0
11	Explosifs préparés	4,2	Barres	6,3
12	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,2	de coton	6,3
13	Graine de coton	4,1	Explosifs préparés	4,9

Rang	2019		2020	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
14	Ciments hydrauliques	3,9	parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,3
15	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	3,8	argent	3,8
16	Maïs non moulu	3,6	Fèves de soja	3,7
17	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	3,6	voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	2,5
18	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	2,6	dolomie, brute, dégrossie ou simplement débitée par sciage	2,3
19	Fèves de soja	2,5	Voitures automobiles a usages spéciaux autres que le transport	2,1
20	Voitures automobiles a usages spéciaux autres que le transport	2,1	autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	2,1

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.4 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA)

Destination	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Union européenne	92,7	78,7	65,7	94,3	83,7	116,6	89,5	131,5	118,4	97,0
dont										
France	27,5	25,8	27,1	40,7	35,2	36,4	43,1	71,9	58,6	29,3
Belgique, Luxembourg	24,2	1,5	9,1	5,0	0,8	1,8	3,7	5,2	8,2	12,5
Pays-Bas	19,7	21,3	8,0	5,7	6,0	5,9	16,4	16,0	5,1	6,2
Allemagne	1,9	1,9	3,7	3,1	4,0	6,3	5,1	7,2	8,5	11,0
Italie	2,2	0,8	1,3	1,5	0,4	1,3	0,7	0,7	1,8	1,2
Royaume-Uni	10,1	17,7	4,3	24,0	18,5	22,3	8,7	17,4	12,0	2,4
Autres pays européens	762,2	721,0	680,1	701,1	651,5	889,5	1 000,0	957,0	1 049,3	1 922,4
dont										
Suisse	762,1	720,7	679,4	701,1	651,4	889,5	1 000,0	957,0	1 048,9	1 921,3
Afrique du Nord	0,6	0,9	3,1	0,2	0,4	0,5	0,4	0,8	0,9	0,6
Afrique de l'Ouest	62,3	63,1	86,9	163,1	152,9	141,6	191,6	234,6	210,1	187,8
dont										
Mali	5,8	8,1	9,7	17,1	16,4	10,3	14,1	9,1	13,5	23,0
Niger	7,6	6,1	11,3	15,1	17,5	7,5	10,5	9,8	17,2	29,5
Côte d'Ivoire	11,6	15,6	23,1	62,8	45,7	63,5	107,3	114,2	103,5	70,8
Ghana	24,1	19,4	24,4	27,6	30,8	35,0	26,2	55,7	51,5	33,8
Togo	6,6	7,2	7,8	20,7	32,6	16,7	20,5	34,0	15,8	20,0
Bénin	3,6	3,1	5,8	12,8	2,5	0,8	0,5	1,2	0,7	1,1
Afrique centrale	0,5	1,5	1,7	0,5	0,7	0,3	0,4	0,3	0,5	0,1
Afrique australe	112,8	112,6	68,9	56,9	50,5	54,1	16,5	0,4	1,4	1,5
dont										
Afrique du Sud	112,7	112,1	68,9	56,8	50,3	54,1	16,5	0,4	1,3	1,5
Afrique orientale	0,4	0,4	4,1	0,5	0,1	0,3	0,7	0,3	3,2	19,5
Asie	71,8	118,8	256,9	188,9	338,1	274,7	374,0	460,6	497,5	272,1
dont										
Chine	2,2	37,4	64,5	15,0	38,2	24,9	5,8	7,3	8,1	1,5
Japon	1,1	1,0	27,8	14,3	9,3	9,5	16,7	2,3	4,3	4,8
Singapour	54,0	54,8	75,7	87,2	129,0	137,0	153,2	139,7	123,8	69,0
Amérique	6,9	19,0	5,0	4,3	8,2	11,9	2,6	12,6	15,2	6,2
dont										
Etats Unis	4,1	15,6	2,0	3,1	0,8	1,2	1,8	3,9	3,8	5,5
Canada	2,8	3,4	2,9	0,7	7,1	10,6	0,5	8,1	1,2	0,7
Océanie	0,9	1,5	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1
Autres pays	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	1 111,1	1 117,5	1 172,7	1 209,9	1 286,1	1 489,5	1 675,7	1 798,3	1 896,7	2 507,2

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

8.3. Importations

Tableau N°8.5 : Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

Section	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Animaux vivants et produits du règne animal	14,3	14,7	17,3	19,4	18,6	17,5	19,7	24,1	26,1	27,9
Produit du règne végétal	81,4	103,7	109,4	91,4	102,6	117,9	128,4	142,2	126,5	121,8
Graisses et huiles animales ou végétales	12,5	17,9	18,5	16,1	17,4	25,8	18,7	20,9	14,8	14,8
Produits des industries alimentaires: boissons, alcool, etc.	86,0	103,5	114,2	97,8	110,0	112,7	114,2	113,5	104,2	119,2
Produits minéraux	315,7	489,8	565,2	542,5	527,1	480,9	621,6	722,5	756,7	748,5
Produits des industries chimiques et connexes	162,2	209,8	275,5	227,0	246,6	301,1	261,6	316,5	275,6	310,1
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	47,2	67,8	75,7	61,1	58,6	71,3	73,3	92,4	87,6	86,8
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,7	1,4	1,8	1,1	0,9	1,2	0,8	3,0	1,6	2,6
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	3,7	4,5	5,1	4,7	4,5	4,5	4,5	4,0	4,0	5,2
Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	22,6	25,8	23,6	23,7	23,8	27,4	28,7	30,8	29,3	30,4
Matières textiles et ouvrages en ces matières	25,1	30,9	53,9	30,3	24,9	61,7	34,8	31,0	51,7	49,8
Chaussures, coiffures, parapluie, cannes, etc.	4,6	5,4	7,1	7,5	3,8	8,3	5,8	6,6	5,9	5,3
Ouvrages en pierres, plâtres, ciments, amiante, mica ou matières analogues	10,7	12,7	14,4	15,7	13,6	14,0	16,7	17,5	22,5	25,7
Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux	0,2	0,4	0,6	0,4	0,3	0,2	0,3	0,4	0,2	0,3
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	95,7	130,0	164,4	128,8	115,1	140,8	151,0	167,5	168,9	151,3
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties, etc.	195,8	331,0	373,3	223,8	273,2	362,8	499,5	424,6	466,9	407,0
Matériel de transport	119,3	160,3	196,7	134,0	181,0	162,1	212,1	222,6	263,4	198,7
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographique	16,2	14,9	17,4	15,3	20,3	21,3	21,5	27,8	25,6	40,5
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	2,1	2,6	1,5	2,2	2,3	4,3	3,4	6,9	2,2	2,0
Marchandises et produits divers	10,2	13,4	15,0	18,1	16,0	22,5	21,2	25,5	19,9	22,0
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations	1 226,0	1 740,3	2 050,7	1 660,8	1 760,5	1 958,2	2 238,0	2 400,2	2 453,7	2 369,8

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.6 : Evolution des importations de quelques produits selon la nomenclature CTCI de 2011 à 2019 (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	253,2	404,2	464,0	451,7	423,4	373,1	452,8	539,8	583,6
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	53,2	50,6	87,2	76,8	78,0	98,8	88,8	101,5	86,2
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	40,6	48,1	54,8	51,2	47,3	45,7	63,3	74,2	77,0
Brisures de riz	24,9	32,5	30,9	25,1	29,7	35,1	40,0	50,1	62,8
Energie électrique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	31,7	49,6	62,6
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	17,7	41,8	48,7	20,5	26,8	38,4	51,0	46,9	58,8
Ciments hydrauliques	34,9	46,6	53,8	46,9	58,0	63,6	82,9	70,9	48,2
Propane et butane liquéfiés	14,7	26,1	27,1	26,2	23,5	24,6	34,9	40,9	42,7
Aérodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	0,0	0,0	0,0	0,0	15,9	0,0	0,0	0,0	37,7
Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	8,7	7,2	10,3	16,8	22,7	23,9	3,0	27,7	30,7
Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gpe 7442	14,6	25,9	37,9	11,7	29,0	32,8	54,9	43,0	30,5
Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	19,1	22,2	25,5	27,1	29,4	27,7	31,6	26,5	29,5
Diodes transistors et dispositifs similaires à semi-conducteur.....	2,4	1,7	4,5	12,8	11,7	21,7	39,0	21,5	29,3
Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	3,6	13,2	15,1	5,9	8,7	11,6	16,7	10,3	27,4
Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	31,2	36,4	34,8	27,6	30,1	34,3	40,4	29,6	27,2
Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	3,7	13,0	28,1	5,8	10,0	37,0	16,7	17,7	27,2
Explosifs préparés	7,7	14,0	21,6	9,5	5,7	6,0	6,9	19,6	26,7
Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	4,0	19,5	22,2	8,6	15,0	19,2	24,0	17,8	26,0
Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l' état	8,5	9,4	9,8	12,1	9,3	17,8	19,6	30,2	24,4
Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	13,0	14,3	16,6	16,9	23,3	23,9	26,0	24,7	23,3

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N° 8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)

Rang	2017		2018	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	452,8	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	539,8
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	88,8	Médicament Contenant d'autres substances	101,5
3	Ciments hydrauliques	82,9	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	72,8
4	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	62,2	Ciments hydrauliques	70,9

Rang	2017		2018	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
5	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	54,8	Brisures de riz	50,1
6	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	51,0	Energie électrique	49,6
7	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	40,4	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	46,9
8	Brisures de riz	40,0	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	43,0
9	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote, phosphore	39,2	Propane et butane liquéfiés	40,9
10	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur...	39,0	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote, phosphore	31,7
11	Appareils Électriques d'éclairage Et De Signalisation Essuie-Glaces	35,3	Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil ...	31,4
12	Propane et butane liquéfiés	34,9	Riz semi-blanchi ou blanchi, poli, glacé (avec riz étuvé sauf brisure)	30,4
13	Energie électrique	31,7	Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l'état	30,2
14	Tabacs fabriqués (à fumer, a chiquer, a priser); extrait ou sauces de tabac	31,6	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	29,6
15	Autre Froment (Avec l'épeautre) Et Méteil Non moulus	26,0	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés ; vaccins microbiens	27,1
16	Cyanures simples et complexes	25,0	Sucres raffinés et aut. Produits du raffinage du sucre ou better, bruts, sol	27,0
17	Sucres raffinés et aut. Produits du raffinage du sucre ou better, bruts, sol	25,0	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	26,5
18	Riz semi-blanchi ou blanchi, poli, glacé (avec riz étuvé sauf brisure)	24,3	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	24,7
19	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	23,9	Ouvrages	24,3
20	Autres	23,0	Constructions	23,3

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N° 8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTIC (en milliards FCFA)- suite et fin

Rang	2019		2020	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	583,6	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	497,7
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	86,2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	109,8
3	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	77,0	Ciments Hydrauliques	96,5
4	Brisures de riz	62,8	Energie électrique	81,7
5	Energie électrique	62,6	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	70,3
6	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	58,8	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	49,6
7	Ciments hydrauliques	48,2	Propane et butane liquéfiés	49,6
8	Propane et butane liquéfiés	42,7	Brisures de riz	44,5
9	Aérodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	37,7	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	33,3
10	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	30,7	Cyanures simples et complexes	30,9
11	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	30,5	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	29,4
12	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	29,5	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	29,2
13	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur.....	29,3	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	28,0

Rang	2019		2020	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
14	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	27,4	Explosifs préparés	27,0
15	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	27,2	Ouvrages	25,5
16	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	27,2	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	23,8
17	Explosifs préparés	26,7	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	20,9
18	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	26,0	Préparations alimentaires, nda	18,8
19	Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l' état	24,4	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	17,4
20	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	23,3	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur.....	17,1

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.8 : Evolution des importations des principaux produits importés (nomenclature INSD en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ensemble des importations	1 226,0	1 740,3	2 050,7	1 660,9	1 760,5	1 958,2	2 238,0	2 399,9	2 453,2	2 369,8
Machines non électriques	125,3	239,0	283,8	139,9	181,9	245,3	298,9	269,4	310,6	272,3
Gaz oil	112,8	177,9	218,0	192,9	174,2	167,9	195,5	242,0	288,7	255,7
Autres pétroles et produits dérivés du pétrole, nda	53,9	97,4	100,2	117,5	230,4	182,8	234,2	276,6	272,4	218,7
Machines et appareils électriques	72,1	95,1	95,2	92,0	93,0	116,2	200,1	139,4	146,7	131,4
Produits médicaux pharmaceutiques	67,4	61,7	100,6	96,9	109,1	127,4	97,5	137,1	128,1	139,9
Autres combustibles minéraux, lubrifiants et connexes, nda	12,5	18,4	20,6	17,9	14,6	22,9	57,1	74,3	87,2	108,4
Voitures de tourisme	35,8	43,5	49,1	43,2	44,8	44,3	62,0	72,8	75,5	69,5
Riz	40,3	57,7	61,1	49,2	50,9	61,9	65,9	81,1	69,3	58,3
Camions, camionnettes	17,7	41,8	48,7	20,5	26,8	38,4	51,0	46,9	58,8	49,6
Autres articles manufactures en métal, nda	23,8	38,0	63,4	36,8	31,9	36,2	52,6	58,7	55,0	46,3
Autres fer et acier, nda	34,9	43,6	53,2	41,2	39,2	47,5	36,6	45,4	54,3	49,6
Ciment hydraulique	34,9	46,6	53,8	46,9	58,0	63,6	82,9	70,9	48,2	96,5
Autres machines et matériels de transport, nda	8,3	4,4	4,6	4,6	22,0	4,9	8,3	15,9	46,7	7,5

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.9 : Evolution des importations selon les principaux pays d'origine (en milliards FCFA)

Pays d'origine	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Union européenne	406,7	553,7	708,1	546,2	593,0	513,2	667,9	589,7	617,1	616,1
dont										
France	144,6	153,8	183,1	181,3	159,2	160,4	192,4	176,8	181,8	175,7
Belgique, Luxembourg	22,4	32,5	57,0	32,6	51,5	35,0	42,9	42,6	51,1	37,7
Pays-Bas	50,9	50,1	166,8	114,3	134,7	92,3	152,3	77,0	54,8	74,8
Allemagne	53,0	62,4	78,4	48,5	51,1	59,2	88,3	82,8	73,5	83,0
Italie	16,2	26,5	29,5	23,0	39,0	33,3	34,2	38,3	51,0	54,0
Royaume-Uni	52,0	134,8	78,5	57,7	31,1	25,1	23,7	29,8	47,2	45,2
Autres pays européens	40,5	71,2	37,1	71,6	59,1	60,4	94,1	188,3	243,1	198,6
dont										
Russie	23,4	18,9	13,3	40,0	35,6	45,2	50,3	128,8	196,0	167,9
Afrique du nord	17,7	25,0	28,9	28,9	53,4	41,1	40,2	71,6	60,3	56,8
Afrique de l'Ouest	302,2	391,8	439,3	409,4	337,6	427,7	489,8	518,0	525,9	544,1
dont										
Sénégal	20,0	24,8	24,7	20,7	17,3	23,2	22,0	17,5	19,3	14,0
Côte d'Ivoire	123,3	159,9	161,2	164,1	147,1	170,1	227,9	271,1	255,5	195,4
Ghana	32,2	48,6	63,8	57,9	69,3	95,5	109,1	116,8	172,3	150,9
Togo	45,3	76,8	85,5	70,7	56,9	68,3	71,9	72,2	41,0	81,5
Nigeria	39,8	31,3	8,4	12,6	7,0	6,9	7,0	7,1	6,7	5,5
Afrique centrale	11,6	15,6	28,9	10,7	7,9	15,0	2,9	1,4	3,4	11,7
Afrique australe	21,6	43,3	46,6	45,5	45,5	34,7	44,1	47,1	38,2	38,1
dont										
Afrique du Sud	21,6	42,9	46,5	45,3	45,5	34,2	43,6	47,0	37,5	37,7
Afrique orientale	0,7	0,7	0,9	0,9	0,6	1,3	0,6	0,8	0,4	2,2
Asie	309,1	386,5	525,0	438,9	470,6	617,5	650,9	747,3	689,3	671,7
dont										
Chine	119,3	156,3	200,2	192,1	193,9	267,7	310,7	289,9	282,3	282,9
Japon	39,7	53,1	62,7	42,1	49,3	51,4	73,4	70,8	69,4	81,5
Thaïlande	19,1	20,5	20,0	31,7	36,2	43,3	38,8	39,9	32,0	10,7
Inde	43,5	58,0	87,2	62,6	57,5	91,1	91,5	124,6	138,4	129,9
Amérique	100,7	223,5	216,5	102,1	182,0	225,6	215,9	203,4	237,5	210,1
dont										
Etats Unis d'Amérique	59,2	126,1	133,6	71,0	113,9	160,6	158,2	142,1	156,2	170,4
Brésil	17,2	14,7	20,2	10,1	25,6	10,1	14,5	14,8	50,6	12,4
Océanie	15,2	29,0	19,4	6,6	10,9	21,6	31,6	32,5	38,7	20,2
Autres pays	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,1	0,0	-
Ensemble	1 226,0	1 740,3	2 050,7	1 660,8	1 760,5	1 958,2	2 238,0	2 400,2	2 453,7	2 369,8

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur.

NEUVIEME PARTIE : BALANCE DES PAIEMENTS

Tableau N°9.1 : Evolution de la balance des paiements (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Compte des transactions courantes	-75,58	-82,86	-664,56	-493,24	-529,37	-462,37	-412,10	-369,26	-306,92	326,65
1- Biens et services	-328,90	-299,08	-788,24	-551,81	-601,47	-471,74	-413,23	-364,14	-325,46	232,77
Balance des biens	14,17	108,48	-328,84	-128,64	-142,73	-0,38	105,23	161,12	214,32	754,69
Exportations de biens FOB :	1 131,98	1 464,33	1 315,33	1 362,29	1 397,69	1 676,36	1 995,63	2 196,37	2301,32	2762,09
Dont intra-UEMOA	60,11	76,72	97,04	104,81	113,19	122,24	132,02	72,96	72,16	77,93
Réexportations	12,47	35,99	57,04	68,07	19,95	39,36	36,35	35,14	52,14	45,03
Importations de biens FOB	-1 117,81	-1 355,84	-1 644,16	-1 490,93	-1 540,42	-1 676,74	-1 890,40	-2 035,25	-2 087,00	-2 007,40
Importations de biens CAF dont :	-1 296,49	-1 823,99	-2 156,40	-1 770,38	-1 821,73	-1 983,52	-2 268,05	-2 435,97	-2 495,43	-2 400,34
Dont intra-UEMOA	-342,16	-465,27	-559,77	-587,76	-617,15	-648,01	-680,41	-583,63	-552,56	-580,19
Balance des services	-343,08	-407,56	-459,40	-423,17	-458,74	-471,36	-518,46	-525,27	-539,78	-521,91
Crédit	196,12	214,83	245,32	223,77	231,05	262,88	279,23	309,44	316,33	292,78
Dont voyage	35,40	43,03	75,59	66,66	64,69	72,15	68,11	67,21	68,22	43,10
Débit	-539,19	-622,39	-704,72	-646,94	-689,79	-734,24	-797,69	-834,71	-856,12	-814,69
Dont fret et assurances	-198,78	-232,56	-345,02	-297,42	-311,05	-338,57	-381,72	-405,10	-416,89	-399,56
2- Revenu primaire	-3,72	-39,06	-93,25	-177,52	-199,48	-231,77	-230,42	-266,96	-299,46	-305,06
Dont intérêts sur la dette	-12,39	-12,99	-12,82	-14,70	-15,87	-16,81	-20,16	-53,50	-62,10	-72,97
3- Revenu secondaire	257,04	255,28	216,92	236,09	271,57	241,14	231,54	261,84	318,00	398,94
- Administrations publiques	191,18	179,53	128,17	114,32	145,87	110,99	100,01	123,31	169,28	241,95
Dont aides budgétaires	180,57	161,44	119,10	98,94	124,83	81,20	74,36	92,70	88,46	159,68
- Autres secteurs	65,85	75,75	88,75	121,77	125,70	130,15	131,54	138,54	148,72	156,99
Dont transferts de fonds des migrants	96,42	99,29	144,28	179,70	211,51	218,10	221,31	230,16	241,67	250,13
Compte de capital	91,07	137,78	238,41	200,19	153,77	150,14	172,84	175,84	125,93	211,62
4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers	0,06	0,08	-0,22	0,04	0,15	0,17	0,20	0,21	0,13	0,23
5- Transferts de capital	91,01	137,70	238,63	200,15	153,63	149,97	172,64	175,63	125,80	211,39
- Administrations publiques	73,10	111,61	205,20	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	71,77	156,28
Remises de dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres transferts de capital	73,10	111,61	205,20	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	71,77	156,28
- Autres secteurs	17,91	26,09	33,43	42,64	48,42	50,98	52,70	53,24	54,03	55,11
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	15,49	54,92	-426,15	-293,05	-375,60	-312,22	-239,26	-193,43	-180,99	538,27
Compte financier	-32,91	61,70	-282,93	-163,49	-654,87	-554,91	-490,73	-313,22	-252,60	60,73
6- Investissement direct	-19,54	-130,87	-213,41	-141,64	-128,76	-201,55	4,47	-111,48	-85,86	-77,08
7- Investissements de portefeuille	-9,67	-16,65	-6,92	86,18	-2,98	-7,93	-112,40	-150,20	-119,99	-142,16
8- Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,04	0,00	0,00
9- Autres investissements	-3,70	209,22	-62,61	-108,03	-523,12	-345,43	-382,84	-51,54	-46,75	279,97
- Administrations publiques	-111,12	-85,12	-35,52	-50,69	-89,18	-145,01	-77,15	-158,62	-233,69	-195,82
- Tirages	129,09	107,28	60,47	82,22	122,08	144,80	124,49	130,97	292,95	271,72
- Variations des arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Rééchelonnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autre financement exceptionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Amortissements	-20,29	-21,74	-26,03	-30,81	-32,88	-41,91	-50,21	-55,08	-76,93	-63,28
- Autres secteurs	107,43	294,33	-27,09	-57,35	-433,94	-200,43	-305,69	107,08	186,94	475,79
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Variations des arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Rééchelonnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Remise de dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres (financement à rechercher)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Erreurs et omissions nettes	-4,27	3,41	-3,80	-3,36	4,30	-3,29	-4,50	-3,51	-4,20	-2,40
Solde global	44,12	-3,37	-147,02	-132,92	283,57	239,40	246,98	116,29	67,41	475,13
g- Ecart d'évaluation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
h- Variation des avoirs extérieurs nets	-44,12	3,37	147,02	132,92	-283,57	-239,40	-277,35	-113,38	-67,41	-475,13
Banque centrale	22,76	41,44	193,30	143,87	8,21	70,93	-135,60	-311,48	233,78	-128,74
Autres institutions de dépôts	-66,88	-38,07	-46,28	-10,96	-291,78	-310,33	-141,70	198,09	-301,21	-346,39

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ; NB : Les données de 2019 sont des estimations et celles de 2020 sont des projections.

DIXIEME PARTIE : SITUATION MONETAIRE

Tableau N°10.1 : Situation des agrégats de monnaie (en milliards FCFA)

Agrégats	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Monnaie au sens large et ses composantes										
Circulation fiduciaire	189,53	230,10	204,72	227,93	299,17	280,60	447,89	577,81	655,88	697,69
Billets et monnaies mis en circulation	228,67	282,91	260,96	285,20	366,92	351,19	521,52	665,86	752,75	809,81
Encaisses des banques (à déduire)	35,86	48,23	49,97	51,60	61,57	62,61	66,01	78,64	90,59	103,37
Encaisses des Trésors (à déduire)	3,29	4,58	6,27	5,67	6,18	7,98	7,63	9,41	6,28	8,75
Dépôts transférables	679,03	758,86	863,85	937,55	1 130,69	1 333,21	1 577,75	1 710,97	1 828,64	2 300,48
BCEAO	0,56	0,58	0,47	0,49	0,56	0,56	0,38	0,37	2,17	2,89
Banques	593,59	674,30	770,03	803,84	968,75	1 153,72	1 377,24	1 486,23	1 576,25	2 007,91
CCP et CNE	84,88	83,97	93,35	133,22	161,38	178,93	200,12	224,37	250,22	289,69
M1	868,56	988,96	1 068,57	1 165,47	1 429,86	1 613,81	2 025,63	2 288,78	2 484,52	2 998,17
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	597,71	705,46	809,74	919,79	1 060,27	1 166,82	1 341,09	1 429,49	1 571,89	1 781,05
BCEAO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,27	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33
AID	597,71	705,46	809,74	919,79	1 060,00	1 166,49	1 340,75	1 429,15	1 571,55	1 780,71
Masse monétaire (M2)	1 466,27	1 694,42	1 878,32	2 085,27	2 490,13	2 780,63	3 366,72	3 718,27	4 056,41	4 779,21
Contreparties de la masse monétaire										
Actifs extérieurs nets	720,66	773,58	557,72	455,23	737,75	1 052,76	1 330,12	1 443,50	1 508,53	1 983,66
BCEAO	271,05	229,93	39,10	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46
Banques	449,61	543,65	518,63	578,35	873,81	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81	1 778,20
Créances intérieures	938,60	1 161,21	1 528,06	1 873,60	2 036,12	2 055,84	2 436,31	2 721,90	3 068,01	3 380,85
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-91,67	-101,10	-34,78	44,35	17,87	-88,48	66,06	57,23	151,84	192,38
BCEAO	-80,24	-84,57	-7,30	-17,22	-14,08	-149,77	-55,74	-66,74	-41,73	21,45
Banques	-11,43	-16,53	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93
Créances sur les autres secteurs	1 030,27	1 262,31	1 562,84	1 829,26	2 018,25	2 144,32	2 370,24	2 664,67	2 916,17	3 188,47
BCEAO	4,25	4,64	4,23	3,22	3,57	4,23	5,19	5,70	6,33	7,89
Banques	1 026,02	1 257,67	1 558,61	1 826,04	2 014,68	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84	3 180,58
Passifs à caractère non monétaire (2)	226,56	271,73	283,20	345,16	394,72	487,01	571,34	630,07	719,81	842,30
Actions et autres participations dans les ID	179,53	209,03	226,22	279,84	313,20	396,49	463,81	470,94	535,85	633,18
BCEAO	0,50	0,47	0,82	5,23	8,73	17,95	22,70	16,51	1,55	0,47
Banques	179,03	208,56	225,40	274,61	304,47	378,55	441,11	454,43	534,30	632,71
Engagements non monétaires des ID	47,03	62,70	56,98	65,32	81,52	90,51	107,53	159,13	183,97	209,11
Dépôts exclus de M2	30,94	35,62	35,77	45,68	62,20	61,38	89,58	134,08	150,57	182,43
Emprunts	8,95	17,27	13,51	14,11	15,24	26,69	17,10	25,05	33,39	26,69
Titres autres qu'actions exclus de M2	7,14	9,82	7,69	5,53	4,08	2,45	0,85	0,00	0,00	0,00
Autres postes nets (3)	-33,56	-31,37	-75,73	-101,59	-110,97	-159,03	-171,64	-182,93	-199,68	-257,00
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-84,88	-83,97	-93,35	-133,22	-161,38	-178,93	-200,12	-224,37	-250,22	-289,69
Total des contreparties de M2 (4)	1 466,27	1 694,42	1 878,32	2 085,27	2 490,13	2 780,63	3 366,72	3 718,27	4 056,41	4 779,21

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial auprès des banques, dépôts rémunérés dans livres de la Banque Centrale

(2) Actions et autres participations dans les institutions de dépôt et engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Tableau N°10.2 : Situation des créances nettes sur l'Administration centrale (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale	-91,67	-101,10	-34,78	44,35	17,87	-88,48	66,06	57,23	151,84	192,4
Créances nettes de la BCEAO	-80,24	-84,57	-7,30	-17,22	-14,08	-149,77	-55,74	-66,74	-41,73	21,4
Créances	108,88	138,60	134,35	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,59	214,7
Crédits	108,88	138,60	134,35	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,61	214,7
Concours adossés aux DTS	34,40	33,37	29,18	24,71	19,93	15,00	9,93	4,70	0,59	0,2
Concours consolidés	4,92	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0
Concours du FMI	69,56	104,24	105,17	103,60	112,16	120,58	110,92	106,76	118,02	214,5
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0
Autres crédits (créances financières) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0
Portefeuille de titres du Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0
Autres créances (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,02	0,0
Engagements	189,12	223,17	141,65	145,53	146,17	285,36	176,59	178,20	160,32	193,3
Encaisses du Trésor	3,29	4,58	6,27	5,67	6,18	7,98	7,63	9,41	6,28	8,7
Dépôts	185,84	218,60	135,37	139,86	139,98	277,37	168,94	168,79	154,03	184,5
Autres engagements (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,0
Créances nettes des banques	-11,43	-16,53	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57	170,9
Créances	115,56	139,14	168,85	263,59	270,68	345,83	465,07	464,27	556,59	744,9
Crédits	19,63	11,70	8,46	52,22	25,76	31,19	49,97	9,44	8,60	65,1
Portefeuille de titres du Trésor	95,93	127,44	160,39	211,37	244,92	314,64	415,10	454,83	547,99	679,8
Engagements	126,99	155,67	196,33	202,02	238,73	284,53	343,27	340,31	363,02	574,0
dont dépôts	126,57	155,22	195,39	202,02	237,80	284,53	343,27	340,31	363,02	574,0

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(1) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par l'Etat

(2) Les dépenses pour le compte de l'Etat à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur l'Etat

(3) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte de l'Etat

Tableau N°10.3 : Situation des autres institutions de dépôt (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
ACTIF										
Actifs extérieurs nets	449,61	543,65	518,63	578,35	873,81	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81	1 778,20
Créances sur les non-résidents	588,01	696,27	735,24	897,58	1 204,26	1 645,43	1 975,63	1 604,19	1 775,46	2 089,88
Engagements envers les non-résidents	-138,41	-152,62	-216,61	-319,23	-330,45	-456,06	-644,53	-471,19	-343,64	-311,68
Créances sur la Banque Centrale	155,76	147,36	155,05	156,93	186,19	186,17	215,68	245,19	253,32	451,83
Numéraire	35,86	48,23	49,97	51,60	61,57	62,61	66,01	78,64	90,59	103,37
Dépôts	119,90	99,13	105,09	105,33	124,63	123,56	149,67	166,55	162,73	348,46
Autres créances sur la banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances nettes sur l'administration centrale	-11,43	-16,53	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93
Créances sur l'administration centrale	115,56	139,14	168,85	263,59	270,68	345,83	465,07	464,27	556,59	744,94
Engagements envers l'administration centrale	-126,99	-155,67	-196,33	-202,02	-238,73	-284,53	-343,27	-340,31	-363,02	-574,01
Créances sur les autres secteurs	1 026,02	1 257,67	1 558,61	1 826,04	2 014,68	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84	3 180,58
Créances sur les autres sociétés financières	13,47	16,62	17,82	19,53	20,03	22,11	33,22	13,33	18,46	17,66
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,04	21,83	4,88
Créances sur les sociétés non financières publiques	140,74	177,33	161,63	198,38	246,75	158,73	89,74	252,38	210,97	237,15
Créances sur le secteur privé	871,82	1 063,72	1 379,15	1 608,13	1 747,90	1 959,25	2 242,10	2 392,23	2 658,58	2 920,89
PASSIF										
Engagements envers la banque centrale	153,60	219,95	309,36	520,10	656,52	778,37	765,42	548,63	814,98	903,98
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large	593,59	674,30	770,03	803,84	968,75	1 153,72	1 377,24	1 486,23	1 576,25	2 007,91
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	597,71	705,46	809,74	919,79	1 060,00	1 166,49	1 340,75	1 429,15	1 571,55	1 780,71
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	29,89	35,35	34,29	44,79	61,59	61,15	81,29	133,72	149,79	181,82
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	7,14	9,82	7,69	5,53	4,08	2,45	0,85	0,00	0,00	0,00
Emprunts	8,95	17,27	13,51	14,11	15,24	26,69	17,10	25,05	33,39	26,69
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réserves techniques d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et autres titres de participation	179,03	208,56	225,40	274,61	304,47	378,55	441,11	454,43	534,30	632,71
Autres postes (net)	50,06	61,45	34,78	40,11	36,00	9,50	9,87	83,92	108,29	47,74

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Tableau N°10.4 : Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
ACTIFS										
Actifs extérieurs nets	271,05	229,93	39,10	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46
Créances sur les non-résidents	566,21	505,16	291,61	349,86	558,53	621,81	897,76	929,51	1031,97	970,18
Engagements envers les non-résidents	295,16	275,23	252,51	472,97	694,58	758,41	898,74	619,01	955,25	764,71
Créances sur les autres institutions de dépôt	153,31	219,78	314,56	519,89	657,17	776,14	762,04	645,72	864,23	886,15
Créances nettes sur l'administration centrale	-76,95	-79,99	-1,03	-11,55	-7,90	-141,79	-48,11	-57,33	-35,45	30,20
Créances sur l'administration centrale	108,88	138,60	134,35	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,59	214,71
Engagements envers l'administration centrale	185,84	218,60	135,37	139,86	139,98	277,37	168,96	168,79	154,03	184,51
Créances sur les autres secteurs	4,25	4,64	4,23	3,22	3,57	4,23	5,19	5,70	6,33	7,89
Créances sur les autres sociétés financières	1,06	1,06	0,84	0,00	0,00	0,60	1,10	1,67	1,97	3,39
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur le secteur privé	3,19	3,58	3,39	3,22	3,57	3,63	4,09	4,03	4,36	4,49
PASSIFS										
Base monétaire	351,62	371,86	357,83	379,38	504,36	478,16	684,11	869,06	902,21	1120,90
Circulation fiduciaire	228,67	282,91	260,96	285,20	366,92	351,19	521,52	665,86	752,75	809,81
Engagements envers les autres institutions de dépôt	122,38	88,36	96,40	93,70	136,61	126,09	161,87	202,49	146,95	307,87
Engagements envers les autres secteurs	0,56	0,58	0,47	0,49	0,83	0,89	0,72	0,71	2,51	3,22
Autres engagements envers autres institutions de dépôt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	1,06	0,27	1,48	0,89	0,62	0,23	8,30	0,36	0,79	0,61
Dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	1,06	0,27	1,48	0,89	0,62	0,23	8,30	0,36	0,79	0,61
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et autres titres de participation	0,50	0,47	0,82	5,23	8,73	17,95	22,70	16,51	1,55	0,47
Autres postes (net)	-1,51	1,75	-3,28	2,94	3,08	5,64	3,03	18,67	7,27	7,71

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Tableau N°10.5 : Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Créances des institutions de dépôts	1 030,3	1 262,3	1 562,8	1 829,3	2 018,3	2 144,3	2 370,2	2 664,7	2 916,2	3 188,5
Créances de la BCEAO	4,2	4,6	4,2	3,2	3,6	4,2	5,2	5,7	6,3	7,9
Crédits	4,1	4,4	3,9	3,0	3,2	4,0	4,8	5,6	6,2	7,7
Autres secteurs résidents	3,1	3,4	3,1	3,0	3,2	3,4	3,7	3,9	4,2	4,3
Secteurs financiers non bancaires	1,1	1,1	0,8	0,0	0,0	0,6	1,1	1,7	2,0	3,4
Actions et autres participations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances des banques	1 026,0	1 257,7	1 558,6	1 826,0	2 014,7	2 140,1	2 365,1	2 659,0	2 909,8	3 180,6
Crédit bancaire	1 004,3	1 226,8	1 521,5	1 800,6	1 971,4	2 125,7	2 354,8	2 643,1	2 900,5	3 169,4
Secteur financier non bancaire	10,3	13,4	15,3	15,6	16,7	19,6	28,4	8,7	11,9	11,0
Secteur public	136,7	177,3	161,6	198,4	231,2	158,7	89,7	252,2	231,9	239,9
Administration locale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	21,1	3,0
Sociétés non financières publiques	136,7	177,3	161,6	198,4	231,2	158,7	89,7	251,8	210,8	236,8
Secteur privé	857,2	1 036,1	1 344,6	1 586,6	1 723,6	1 947,3	2 236,7	2 382,1	2 656,7	2 918,5
Sociétés non financières privées	501,7	594,2	778,8	889,3	938,8	1 028,5	1 157,6	1 181,8	1 367,4	1 572,6
Ménages et ISBLSM	355,5	441,9	565,9	697,3	784,8	918,8	1 079,1	1 200,3	1 289,3	1 345,9
Titres autres qu'actions	16,4	23,1	28,7	15,9	34,6	5,7	0,0	8,8	0,7	3,1
Secteur financier non bancaire	1,5	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur public	4,0	0,0	0,0	0,0	15,6	0,0	0,0	0,6	0,7	2,2
Administration locale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,7	1,8
Sociétés non financières publiques	4,0	0,0	0,0	0,0	15,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Secteur privé	10,9	21,7	28,7	15,9	19,0	5,7	0,0	8,2	0,0	1,0
Sociétés non financières privées	10,9	21,7	28,7	15,9	19,0	5,7	0,0	8,2	0,0	1,0
Actions et autres participations	3,3	4,9	4,9	4,4	4,2	5,5	6,2	3,8	3,9	4,7
Secteur financier non bancaire	1,3	0,7	0,7	0,7	0,5	1,1	2,9	1,3	1,8	3,3
Secteur public	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,2	0,0
Sociétés non financières publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,2	0,0
Secteur privé	2,0	4,3	4,2	3,6	3,7	4,4	3,3	1,9	1,9	1,4
Sociétés non financières privées	2,0	4,3	4,2	3,6	3,7	4,4	3,3	1,9	1,9	1,4

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Tableau N°10.6 : Situation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôt (en milliards FCFA)

Actifs	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
ACTIFS EXTERIEURS NETS	720,66	773,58	557,72	455,23	737,75	1 052,76	1 330,12	1 443,50	1 508,53	1 983,66
BCEAO	271,05	229,93	39,10	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46
Créances sur les non-résidents	566,21	505,16	291,61	349,86	558,53	621,81	897,76	929,51	1 031,97	970,18
Avoirs officiels de réserve	47,06	43,30	40,35	47,04	40,64	33,26	22,02	24,14	31,33	134,10
Or Monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Monnaies Étrangères	0,42	0,99	0,79	0,81	2,62	2,04	1,03	1,70	1,82	2,28
Dépôts et Titres inclus dans les réserves officielles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dép. Transf. Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Dép. Inclus dans les Réserves Officielles, Autres ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Position de réserve au FMI	9,16	5,50	4,28	8,55	7,07	21,16	13,53	19,82	17,08	13,34
Avoirs en DTS	37,47	36,81	35,28	37,68	30,95	10,06	7,46	2,63	12,43	118,49
Autres actifs extérieurs	519,15	461,86	251,26	302,82	517,89	588,55	875,74	905,37	1 000,64	836,07
Engagements extérieurs	295,16	275,23	252,51	472,97	694,58	758,41	898,74	619,01	955,25	764,71
Engagements extérieurs de court terme	73,23	105,85	102,44	107,80	122,41	129,84	110,51	108,16	118,20	206,74
Dépôts de non-résidents à court terme en monnaie étrangère	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits FMI	73,23	105,85	102,44	107,80	122,41	129,84	110,51	108,16	118,20	206,74
Autres engagements extérieurs	221,93	169,39	150,08	365,17	572,17	628,57	788,22	510,85	837,05	557,97
Allocation DTS	44,82	44,04	42,20	45,08	48,08	48,17	44,85	45,87	45,90	44,72
Autres	177,11	125,35	107,87	320,10	524,10	580,40	743,37	464,99	791,15	513,26
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents, Autres MN	95,05	125,25	102,43	114,82	127,31	142,94	177,02	194,45	175,05	189,76
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents MN	0,03	0,10	0,82	0,11	3,56	1,62	0,08	8,20	15,74	4,05
Autres Crédits Non-Résidents Long Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents MN	82,03	0,00	0,00	204,42	393,23	435,55	566,27	262,33	600,35	319,44
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents ME	0,00	0,00	4,62	0,75	0,00	0,29	0,00	0,01	0,00	0,00
AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT	449,61	543,65	518,63	578,35	873,81	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81	1 778,20
Créances sur les non-résidents	588,01	696,27	735,24	897,58	1 204,26	1 645,43	1 975,63	1 604,19	1 775,46	2 089,88
Avoirs en monnaies étrangères	1,14	1,17	2,04	2,83	1,56	6,90	5,24	2,49	3,15	4,83
Dépôts	99,73	96,37	68,75	108,78	120,77	232,38	261,50	219,24	98,75	109,96
Dépôts transférables	50,49	60,67	37,71	75,36	91,78	195,21	219,43	197,15	81,42	89,04

Actifs	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Autres dépôts	49,25	35,70	31,05	33,42	28,99	37,17	42,07	22,09	17,34	20,92
Crédits	149,74	184,33	198,25	231,82	329,59	326,26	601,68	454,25	686,52	584,48
Pensions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,01	147,02	68,51
Autres crédits	149,74	184,33	198,25	231,82	329,59	326,26	601,68	453,24	539,51	515,97
Titres autres qu'actions	332,80	406,21	455,49	541,29	736,45	1 057,14	1 084,06	912,33	935,92	1 340,06
Actions et autres titres de participation	4,44	8,01	10,43	12,14	13,67	20,68	16,13	10,96	48,83	48,70
Autres créances	0,17	0,17	0,27	0,73	2,23	2,08	7,01	4,92	2,29	1,86
Crédits commerciaux / avances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,68	1,01	1,07	0,00	0,00	0,00
Autres comptes à recevoir	0,17	0,17	0,27	0,73	1,55	1,06	5,95	4,92	2,29	1,86
Engagements envers les non-résidents	138,41	152,62	216,61	319,23	330,45	456,06	644,53	471,19	343,64	311,68
Dépôts	96,68	108,49	118,80	213,38	201,21	293,04	383,60	305,36	185,95	193,62
Dépôts transférables	63,62	78,73	83,58	167,09	147,83	237,16	290,60	255,73	120,41	128,55
Autres dépôts	33,07	29,76	35,23	46,29	53,38	55,89	92,99	49,63	65,54	65,07
Crédits	41,11	43,07	97,81	105,84	129,16	162,93	256,55	161,02	154,44	115,33
Pensions	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19,46	0,00	5,03	0,00
Autres crédits	36,11	43,07	97,81	105,84	129,16	162,93	237,08	161,02	149,41	115,33
Autres engagements	0,61	1,06	0,00	0,01	0,08	0,09	4,39	4,81	3,25	2,73
Autres comptes à payer	0,61	1,06	0,00	0,01	0,08	0,09	4,39	4,81	3,25	2,73

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

ONZIEME PARTIE : INDICATEURS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE

11.1. Critères de convergence UEMOA

Tableau N°11.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1^{er} rang UEMOA)

Critères de 1 ^{er} rang UEMOA	Norme	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	≥-3%	-2,1	-2,8	-3,2	-1,6	-1,9	-3,3	-6,9	-5,6	-2,3
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (en %)	≤3%	2,8	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	≤70%	24,7	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	42,2

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juillet 2021

Tableau N°11.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2^{ème} rang UEMOA)

Critères de 2 ^{ème} rang UEMOA	Norme	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	≤35%	40,5	37,3	35,8	46,5	50,4	51,6	49,9	52,1	59,3
Taux de pression fiscale (en %)	≥20%	12,2	13,9	14,9	13,7	13,3	14,1	15,1	15,3	15,1

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juillet 2021

11.2. Critères de convergence CEDEAO

Tableau N°11.3 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1^{er} rang CEDEAO)

Critères de 1 ^{er} rang CEDEAO	Norme	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au Produit intérieur brut (PIB)	≤3%	-2,1	-2,8	-3,2	-1,6	-1,9	-3,3	-6,9	-5,6	-2,3
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤10%	2,8	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves brutes en mois d'importation*	≥3 mois d'importations	7,1	6,5	4,7	4,6	5,0	4,4	4,2	4,8	5,7

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juillet 2021

(*) Calculé par la CEDEAO.

Tableau N°11.4 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2^{ème} rang CEDEAO)

Critères de 2 ^{ème} rang CEDEAO	Norme	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio dette / PIB	≤70%	24,7	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	42,2
Variation du taux de change nominal*	Maintenir stable (+/- 10%)	1,4	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5	2,1	2,6	-2,8

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juillet 2021

(*) Calculé par la CEDEAO.

Tableau N°11.5 : indicateurs macroéconomiques du Burkina Faso en 2020

	2020
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	-5,3
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (en %)	1,9
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	47,1
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	65,2
Taux de pression fiscale (en %)	13,5
Ratio investissements sur ressources propres/recettes fiscales	31,6
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	0,0
Réserves brutes en mois d'importation	5,9
Variation du taux de change nominal en %*	1,0

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juillet 2021

(*) Calculé par la CEDEAO.

DOUZIEME PARTIE : AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

12.1. Statistiques des passations de marchés publics

Tableau N°12.1 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en nombre)

Mode de passation	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Appels d'offres ouverts	1 026	902	395	236	243	164	228	368	309	373
Demandes de prix	1 247	616	135	13	51	48	119	298	268	278
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	192	172	78	77	89	66	60	102	124	87
Appels d'offres restreints	50	80	49	66	21	5	5	16	63	82
Entente directe	106	114	66	57	97	53	62	164	127	150
Total	2 621	1 884	723	449	501	336	474	948	891	970

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

NB : Les demandes de cotation, les contrats issus de la Maîtrise d'Ouvrage Délégée, les informations relatives aux marchés publics des structures régionales, provinciales, communales ainsi que des sociétés d'Etat et des établissements publics de l'Etat ne sont pas prises en compte.

Tableau N°12.2 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en milliards FCFA)

Mode de passation	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Appels d'offres ouverts	106	182	116,69	244,91	118,51	106,14	37,76	122,01	132,39	217,66
Demandes de prix	5,61	3,53	1,42	0,12	0,44	0,46	2,1	5,12	4,84	3,39
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	6,79	16,39	6,89	11,2	15,29	16,67	4,19	10,85	11,19	8,10
Appels d'offres restreints	14,94	19,43	17,21	29,75	6,31	0,54	0,48	8,38	97,80	31,28
Entente directe	5,91	26,18	16,93	10,62	53,71	13,27	19,94	12,32	36,15	63,09
Total	139,24	247,53	159,15	296,6	194,26	137,09	64,46	158,68	282,36	323,52

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

NB : Les demandes de cotation, les contrats issus de la Maîtrise d'Ouvrage Délégée, les informations relatives aux marchés publics des structures régionales, provinciales, communales ainsi que des sociétés d'Etat et des établissements publics de l'Etat ne sont pas prises en compte.

12.2. Statistiques des systèmes financiers décentralisés

Tableau N°12.3 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés (SFD) (en nombre)

Indicateurs SFD	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de Systèmes financiers décentralisés	155	154	154	151	134	133	125	125	132	135
Membres/ clients	1 212 101	1 388 526	1 501 898	1 603 915	1 746 160	1 858 806	1 889 641	2 020 346	1 419 136	1 560 347
Hommes	691 105	721 395	871 540	940 253	980 569	1 057 667	1 079 217	1 150 301	748 538	802 894
Femmes	337 780	357 637	414 848	454 229	499 604	569 671	595 694	629 707	453 901	529 089
Groupements	183 216	309 494	215 510	209 433	265 987	231 468	214 730	240 338	216 697	228 364

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière.

Tableau N°12.4 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés (en milliards de FCFA)

Indicateurs SFD	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours de l'épargne	84,11	121,36	158,77	175,96	180,67	195,12	199,86	212,46	251,14	305,53
Encours du crédit	79,38	80,12	103,45	120,89	129,32	142,94	155,80	167,38	200,34	227,70
Créances en souffrance	3,76	3,49	4,46	5,80	7,92	5,90	6,28	4,74	8,97	14,51
Portefeuille à risque de plus de 90 jours (en %)	4,74	4,09	4,64	5,60	6,55	5,60	4,00	2,83	4,44	5,11

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière.

Tableau N°12.5 : Répartition des points de services des SFD agréés par région et par province (en nombre)

Région\Province	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*	2020
Région de la Boucle du Mouhoun	122	105	118	122	122	122	92	nd
Balé	22	24	26	30	30	30	6	nd
Banwa	11	12	14	14	14	14	nd	nd
Kossi	6	7	6	6	6	6	nd	nd
Mouhoun	42	26	29	29	29	29	86	nd
Nayala	11	12	12	12	12	12	nd	nd
Sourou	30	24	31	31	31	31	nd	nd
Région des Cascades	11	17	11	11	11	11	23	nd
Comoé	7	13	7	7	7	7	23	nd
Léraba	4	4	4	4	4	4	nd	nd
Région du Centre	145	93	102	122	122	127	202	nd
Kadiogo	145	93	102	122	122	127	202	nd
Région du Centre-Est	27	36	37	40	40	40	9	nd
Boulgou	19	18	23	26	26	26	6	nd
Koulpélogo	3	7	6	6	6	6	nd	nd
Kouritenga	5	11	8	8	8	8	3	nd
Région du Centre-Nord	33	44	39	41	41	41	19	nd
Bam	17	23	21	23	23	23	6	nd
Namentenga	7	9	7	7	7	7	7	nd
Sanmatenga	9	12	11	11	11	11	6	nd
Région du Centre-Ouest	48	48	56	56	56	56	14	nd
Boulkiemdé	30	26	35	34	34	34	13	nd
Sanguié	6	7	6	6	6	6	nd	nd
Sissili	9	8	10	10	10	10	1	nd
Ziro	3	7	5	6	6	6	nd	nd
Région de Centre-Sud	30	25	28	31	31	31	29	nd
Bazèga	6	7	7	9	9	9	7	nd
Nahouri	7	6	8	8	8	8	3	nd
Zoundwéogo	17	12	13	14	14	14	19	nd
Région de l'Est	29	36	38	39	39	39	23	nd
Gnagna	7	10	7	7	7	7	5	nd
Gourma	8	13	17	18	18	18	12	nd
Komandjari	4	3	4	4	4	4	nd	nd
Kompienga	3	3	3	3	3	3	nd	nd
Tapoa	7	7	7	7	7	7	6	nd
Région des Hauts-Bassins	76	67	72	82	82	83	41	nd
Houet	60	48	53	63	63	64	36	nd
Kénédougou	8	9	8	8	8	8	5	nd
Tuy	8	10	11	11	11	11	nd	nd
Région du Nord	50	51	54	59	59	59	41	nd
Loroum	4	4	4	4	4	4	1	nd
Passoré	8	9	8	8	8	8	6	nd
Yatenga	31	30	34	38	38	38	22	nd
Zondoma	7	8	8	9	9	9	12	nd
Région du Plateau Central	15	15	15	15	15	15	6	nd
Ganzourgou	6	5	6	6	6	6	nd	nd
Kourwéogo	4	5	4	4	4	4	1	nd
Oubritenga	5	5	5	5	5	5	5	nd
Région du Sahel	55	55	57	57	57	57	9	nd
Oudalan	8	9	8	9	9	9	nd	nd
Séno	9	10	11	13	13	13	9	nd
Soum	36	34	36	37	37	37	nd	nd
Yagha	2	2	2	2	2	2	nd	nd
Région du Sud-Ouest	13	18	16	16	16	16	10	nd
Bougouriba	4	6	5	5	5	5	nd	nd
Ioba	4	6	4	4	4	4	6	nd
Noumbiel	1	2	1	1	1	1	nd	nd
Poni	4	4	6	6	6	6	4	nd
Total	654	610	643	691	691	697	518	nd

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

(*) Certaines structures ont fermé ou n'ont pas transmis leurs états financiers, d'autres ont déménagé du fait de l'insécurité

Tableau N° 12.6: Situation des indicateurs des Prestataires des Services Financiers

	2017	2018	2019	2020
Taux de bancarisation strict (TBS)	21,36	22,29	23,2	20,63
Taux d'utilisation des services de microfinance (TUSM)	18,92	20,97	20,22	13,14
Taux de bancarisation élargi (TBE)	40,29	43,26	43,42	33,76
Taux d'utilisation des services de monnaie électronique (TUSME)	38,52	57,12	64,39	78,54
Taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF)	67,79	69,31	70,86	93,54
taux d'intérêt nominal des crédits (TINc)	7,25	7,44	7,27	nd
Taux d'intérêt nominal des dépôts (TINd)	5,67	5,7	5,87	nd

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

Tableau N° 12.7: Situation des indicateurs des banques

	2017	2018	2019	2020
Nombre de banques	14	15	15	nd
Nombre d'Etablissements financiers	4	4	4	nd
Nombre de points de services (agences)	281	316	321	nd
Nombre de GAB/DAB	418	475	490	nd
Nombre de comptes bancaires	1 811 774	1 938 515	2 043 700	nd
Encours de crédits (en milliards)	2 633,82	2 885,40	3 221,27	nd
Encours d'épargne (en milliards)	3 286,91	3 528,22	3 876,17	nd

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

Tableau N° 12.8: Situation des indicateurs des compagnies d'assurances (en nombre)

	2017	2018	2019	2020
Courtiers	22	28	27	nd
Agences générales	74	86	85	nd
Sous agences	14	22	11	nd
Bureaux directs	23	26	21	nd
Ensemble	111	134	117	nd

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

Tableau N° 12.9: Situation des indicateurs des Emetteurs de Monnaie Electronique (en nombre)

	2018	2019	2020
Comptes de monnaie électronique ouverts	9 582 115	11 795 896	nd
Comptes de monnaie électronique actifs ³	5 771 847	7 377 347	nd
Titulaires de comptes adultes (âgés de 15 ans et plus)	9 452 939	11 070 844	nd
Titulaires femmes	1 999 960	2 024 126	nd
Titulaires hommes	7 452 979	9 046 718	nd

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

³ Comptes ayant eu au moins une transaction au cours des 90 derniers jours

12.3. Statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

Tableau N°12.10 : Nombre de bâtiments administratifs réhabilités et de baux administratifs conclus

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de bâtiments administratifs réhabilités au titre du programme de réhabilitation	nd	50	15	59	0	48	61	34	35	20
Nombre de baux administratifs conclus	15	30	20	28	28	8	9	21	12	26

Source : Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

Tableau N°12.11 : Autres statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (en millions FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépense de consommation en eau-électricité-téléphone	26 759,51	27 314,16	27 555,83	28 274,96	28 408,49	29 284,43	29 707,07	32 634,20	33 321,37	34 194,27
Dépense en eau des services de l'Etat	7 248,33	7 133,27	7 322,26	7 295,00	7 042,15	7 571,92	7 128,52	8 169,02	8 706,86	8 517,85
Dépense en électricité des services de l'Etat	14 855,44	15 233,00	15 987,57	16 597,78	16 864,07	17 370,03	18 288,52	19 107,94	18 706,71	19 513,50
Dépense en téléphone des services de l'Etat	4 655,74	4 947,89	4 245,99	4 382,18	4 502,28	4 342,47	4 290,03	5 357,23	5 907,79	6 162,92
Budget du programme de réhabilitation des bâtiments administratifs	nd	1 000,00	1 500,00	2 500,00	1 000,00	1 000,00	2 500,00	1 200,00	1 519,90	1 000,00
Dotations budgétaires des locations de bâtiments	3 181,33	4 863,98	4 602,75	4 059,34	5 044,00	6 338,65	5 500,00	5 500,00	7 000,00	5 986,55
Dépense des locations de bâtiments	2 788,16	3 744,98	4 016,99	3 554,42	4 991,87	6 018,89	5 458,07	5 498,73	6 974,04	5 713,80
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères	342,00	663,00	357,00	510,00	634,00	1 651,00	824,00	943,86	470,99	1 048,70
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères au profit du budget de l'Etat	146,00	360,00	183,00	256,00	342,00	987,00	572,00	573,17	224,64	291,83

Source : Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat.

GLOSSAIRE

Concepts	Définitions
Aide alimentaire	L'aide alimentaire, selon la FAO, est la fourniture de vivres à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivres. Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc.) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, la nourriture pour animaux et les intrants agricoles, par exemple, pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire.
Aide projet	L'aide projet comprend non seulement l'aide destinée aux projets d'investissements, mais également celle allant à la coopération technique liée aux projets d'investissement et à la coopération technique autonome
Aide publique au développement	L'Aide publique au développement (APD) correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'Etat et les autorités locales ou leurs agents d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants : a) avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement ; b) avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément don d'au moins 35% (au taux d'escompte de 10, cf. Prêt libéral).
Appel d'offres ouvert	L'appel d'offres ouvert est la procédure d'appel à concurrence ouverte par laquelle l'autorité contractante choisit l'offre conforme évaluée la moins disant, sans négociation, sur la base de critères préalablement portés à la connaissance des candidats dans le dossier d'appel d'offres et qui peuvent être exprimés en termes monétaires.
Appel d'offres restreint	L'appel d'offres est dit restreint lorsque seuls peuvent remettre des offres, les candidats que l'autorité contractante a décidé de consulter. Le nombre de candidats admis à soumissionner, d'un minimum de trois (3), doit assurer une concurrence réelle. Il est ensuite procédé de manière identique comme en matière d'appel d'offres ouvert. Toutefois, lorsque le nombre d'entreprises exerçant dans le domaine est inférieur à trois (03), l'autorité contractante peut consulter les deux (02) entreprises. Il ne peut être recouru à la procédure de l'appel d'offres restreint que lorsque les biens, les travaux ou les services courants, de par leur nature spécialisée, ne sont disponibles qu'auprès d'un nombre limité de fournisseurs, d'entrepreneurs ou de prestataires de service susceptibles d'offrir les prestations sollicitées. De même, pour les acquisitions de certains types de biens notamment les biens de production locale ou artisanale, il peut être recouru à la consultation restreinte.
Appui budgétaire	Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement macro-économique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.
Appui financier de l'Etat aux collectivités	Les appuis financiers au profit des collectivités s'effectuent essentiellement sous forme de subventions. Ils comprennent : 1. la subvention TPP servie aux communes depuis 1995. Elle est issue de la répartition des produits de la Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP) entre l'Etat et les collectivités territoriales ; 2. la subvention des salaires des ex-agents provinciaux : après, la suppression des provinces en tant que collectivité territoriale, leur personnel a été transféré aux communes et aux régions. Pour alléger le poids de ces salaires sur les budgets de fonctionnement, l'Etat a décidé d'octroyer une subvention chaque année pour la prise en charge des salaires de ces ex-agents provinciaux ; 3. les dotations globales qui représentent la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des collectivités territoriales ; 4. les interventions ponctuelles (participations) ; 5. les transferts de ressources en accompagnement des compétences transférées.
Autorisation d'engagement (AE)	Les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances. Pour une opération d'investissement directement exécutée par l'Etat, l'autorisation d'engagement couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction. Pour les contrats de partenariats publics-privés, contrats par lesquels l'Etat confie à un tiers le financement, la réalisation, la maintenance ou l'exploitation d'opérations d'investissements d'intérêt public, les autorisations d'engagement couvrent, dès l'année où les contrats sont conclus, la totalité de l'engagement juridique.
Autres droits d'enregistrement (ADE)	Impôt principalement perçu sur l'enregistrement des marchés publics et accessoirement par la taxation d'autres actes que ceux portant transmission de propriété ou de jouissance de biens.
Actifs extérieurs nets (AEN)	Solde de l'ensemble des opérations de la Banque Centrale et des Autres Institutions de Dépôt (AID) avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des créances brutes sur l'extérieur, l'ensemble des engagements extérieurs.
Balance commerciale	Compte de la balance des paiements qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de

Concepts	Définitions
	marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire. Si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire.
Balance des biens et services	Elle regroupe la balance commerciale qui est la différence entre les exportations et les importations de biens et la balance des services qui est la différence entre les exportations et les importations de services (transport, communication, assurance, redevance et droits de licences, voyage, etc.)
Balance des paiements	Etat statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille).
Balance des revenus primaires	Le solde du compte de revenu primaire est la différence entre les flux de revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes et ceux versés aux unités non-résidentes. Le revenu primaire représente le revenu qui revient aux unités institutionnelles en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles. On distingue deux catégories de revenus primaires : - Les revenus liés au processus de production (la rémunération des salariés qui est le revenu de la contribution du facteur travail à la production et les impôts et les subventions sur les produits et la production qui constituent également un revenu en rapport avec la production) ; - Les revenus liés à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits (le revenu de la propriété est le revenu procuré par la fourniture d'actifs financiers et la location de ressources naturelles ; le revenu des investissements est le revenu procuré par la fourniture d'actifs financiers et comprend les dividendes et les revenus tirés des quasi-sociétés, les bénéfices réinvestis et les intérêts).
Balance des revenus secondaires	Le compte de revenu secondaire retrace les flux sans contreparties entre unités résidentes d'une économie et celles non-résidentes. Le revenu secondaire résulte de la redistribution ultérieure des revenus par transferts courants. Il est composé des transferts de personnels et des autres transferts courants (impôts courants sur le revenu ou le patrimoine, cotisations sociales versées par les ménages aux organismes d'assurance sociale, prestations sociales payées au titre des régimes de sécurité sociale, primes nettes d'assurance-dommages et garanties, indemnités d'assurance-dommages et appels au titre de garanties, coopération internationale courante comprenant notamment l'aide budgétaire, aides humanitaires en nature ou en espèce, etc.). Les transferts personnels comprennent tous les transferts courants en espèce ou en nature effectués par des ménages ou reçus de ménages non-résidents par des ménages résidents.
Compte de capital	Il retrace les transferts en capital (remises de dette, aides à l'investissement) entre le pays et l'étranger et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers (brevets, droits d'auteur, etc.). Il y a transfert en capital lorsque la propriété d'un actif fixe est cédée ou lorsqu'un engagement financier est annulé par accord mutuel entre le débiteur et le créancier sans que ce dernier ne reçoive de contrepartie.
Compte de transactions courantes	Elément de la balance des paiements regroupant la balance des biens et services, la balance des revenus primaires et la balance des revenus secondaires.
Compte financier	Compte retraçant les différents flux financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents. Il prend en compte : les IDE, les investissements de portefeuille (achat ou vente d'actions et d'obligations de l'étranger ou à l'étranger), les autres investissements (financement d'opérations commerciales et diverses opérations de prêts ou d'emprunts), et les « avoirs de réserve » qui recensent la variation des réserves de change d'un pays.
Comptes courants postaux (CCP)	Solde des comptes de particuliers et entreprises auprès des chèques postaux.
Consommation finale des administrations publiques	Dépenses courantes des administrations publiques consacrées à l'achat de biens et de services (y compris la masse salariale). Elle comprend aussi la plupart des dépenses au titre de la défense et de la sécurité nationale, mais non les dépenses militaires de l'État, qui font partie de la formation de capital par l'État
Créances sur l'économie (CE)	Ensemble des créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) sur les secteurs intérieurs autres que l'Administration Centrale. Elles correspondent à la quantité de crédits dont bénéficient les particuliers et les sociétés non-financières publiques et privées pour le développement de leurs activités ou pour leur consommation
Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (CN-AC)	Concours net des institutions de dépôts à l'Etat ; elles correspondent aux créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) nettes de leurs engagements envers l'Administration Publique Centrale. NB : les CCP et CNE sont exclus du champ de l'Administration Publique Centrale
Crédits de paiement (CP)	Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année.

Concepts	Définitions
Demande de prix	Procédure de mise en concurrence accélérée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipement et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprise n'excédant pas les seuils suivants : a. Pour les marchés de travaux : - Montant prévisionnel inférieur ou égale à dix millions (10 000 000) de francs CFA TTC et strictement inférieur à soixante-quinze millions (75 000 000) de francs CFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ; - Montant prévisionnel inférieur ou égale à dix millions (10 000 000) de francs CFA TTC et strictement inférieur à cent millions (100 000 000) de francs CFA TTC pour les sociétés d'Etat. b. Pour les marchés de fournitures, d'équipement et services courants : - Montant prévisionnel inférieur ou égale à dix millions (10 000 000) de francs CFA TTC et strictement inférieur à cinquante millions (50 000 000) de francs CFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ; - Montant prévisionnel inférieur ou égale à dix millions (10 000 000) de francs CFA TTC et strictement inférieur à soixante-quinze millions (75 000 000) de francs CFA TTC pour les sociétés d'Etat.
Demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt	La demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt est la procédure de droit commun pour la passation des marchés de prestations intellectuelles. Le contrat de prestations intellectuelles recouvre les activités qui ont pour objet des prestations à caractère principalement intellectuel, dont l'élément prédominant n'est physiquement quantifiable.
Dépenses	Engagements non remboursables des administrations, qu'il s'agisse d'opérations avec ou sans contrepartie. Elles se décomposent en dépenses ordinaires et en dépenses en capital
Dépenses communes interministérielles	Section 99 du budget destinée à la prise en charge des besoins de financement des ministères et institution, nés en cours d'année et de certaines dépenses spécifiques (subvention hydrocarbure, remboursement TVA.....)
Dépenses en capital	Dépenses d'investissement. Elles sont, en principe, destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels ; elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital. Cependant, l'acquisition par l'Etat de biens de capital pour les entreprises publiques est considérée comme une prise de participation et enregistrée en prêts nets. Les dépenses en capital sont regroupées selon l'origine du financement (ressources propres ou ressources extérieures, ces dernières portant sur l'ensemble du programme d'investissement public). On distingue également les investissements directement exécutés par les administrations publiques et les transferts en capital effectués par elles.
Dépenses ordinaires	Somme des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services, des dépenses de transferts courants et des dépenses en atténuation des recettes
Dette	Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des résidents d'une économie par des personnes ou entités de la même économie et/ou d'autres économies.
Dette avalisée	Dette pour laquelle l'Etat ou ses démembrements est constitué aval (garant personnel).
Dette bilatérale	Ensemble des dettes contractées à une date donnée par un Etat auprès d'un autre Etat
Dette extérieure	Montant à une date donnée des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à un versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêt.
Dette intérieure (ou domestique)	Ensemble des dettes contractées auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimées en monnaie locale.
Dette intérieure contractuelle	Appelée « instruments de dette intérieure » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les dettes obtenues sur la base d'un contrat, d'une convention ou tout autre engagement signé entre l'Etat et les partenaires ou tout autre souscripteur, personne physique ou morale, résidents ; Ce sont les conventions d'emprunts passées avec les institutions financières et celles non financières, les obligations du Trésor, les bons du Trésor, les dettes irisées ou consolidées sur les entreprises publiques ou privées et sur la banque centrale
Dette intérieure flottante	Appelée « autres dettes » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les engagements financiers à court terme de l'Etat, qui ne nécessitent pas l'établissement d'un contrat en tant que tel ; Elle regroupe deux catégories de dépenses à savoir les instances de paiement auprès du Trésor Public et les autres engagements de l'Etat à honorer par le biais du Trésor.
Dette multilatérale	Ensemble des dettes contractées par un Etat auprès d'un groupe d'Etats ou d'une Institution financière internationale (Banque mondiale, FMI, banques de développement régionales (comme la Banque africaine de développement) et autres institutions multilatérales (comme le Fonds européen de développement)).

Concepts	Définitions
Dettes publiques	Dettes résultant d'emprunts contractés par l'Etat ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non résidentes.
Dettes publiques extérieures	Elle représente l'ensemble des prêts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès de créanciers (privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs
Différé de remboursement	Il correspond à la période, généralement au début de l'emprunt, pendant laquelle l'emprunteur n'a pas à rembourser de capital. Mais durant cette période, l'emprunteur rembourse les intérêts de la dette.
Document de prévision budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP)	C'est un instrument de programmation triennal qui permet, sur la base d'un cadrage macroéconomique, d'évaluer le niveau global des recettes attendues de l'Etat, décomposées par grande catégorie d'impôts et de taxes et les dépenses budgétaires décomposées par grande catégorie de dépenses.
Document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD)	Le DPPD est un Instrument budgétaire sectoriel pluriannuel glissant établi en référence au DPBEP. Il présente l'évolution budgétaire des programmes sur une période de trois ans. Tous les ministères, budgets annexes et comptes spéciaux présentent chacun un DPPD qui regroupe les programmes qui leur sont associés.
Droits fixes	Les droits fixes communément appelés frais de permis de recherche sont des taxes perçues par l'Etat avant l'octroi du permis. Les droits fixes sont acquittés en une seule fois par tout requérant lors de l'octroi, du renouvellement, du transfert des titres miniers ou des autorisations administratives délivrés en vertu du code minier.
Elément don	Différence entre la valeur nominale (ou valeur actualisée des décaissements) et la valeur actualisée du service de la dette, exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt. C'est un indicateur qui permet de mesurer le degré de concessionnalité du prêt.
Emprunt d'Etat	Obligation ou titre de créance négociable émis généralement dans sa propre devise par un gouvernement.
Encours de la dette	Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés
Endettement public	Action du secteur public (administration centrale, sociétés à capitaux publics, collectivités territoriales, établissements publics de l'Etat) impliquant la création d'une dette
Epargne de fonctionnement	Encore appelé prélèvement sur recettes de fonctionnement, l'épargne de fonctionnement est le montant provenant du prélèvement effectué sur les recettes de fonctionnement. Le taux est d'au moins 20%.
Exportations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des revenus des facteurs et de la propriété (autrefois qualifiés de services, y compris les revenus des facteurs), comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue.
Exportations FOB	Valeur des marchandises exportées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Financement	Par définition, le financement total est égal au déficit ou à l'excédent des opérations de l'Etat sur base caisse. Il représente donc les variations des engagements de l'Etat au titre de ses remboursements futurs et celles de ses avoirs liquides, qui lui sont nécessaires pour couvrir les différences entre ses décaissements et ses encaissements. Le financement recouvre les opérations par lesquelles les administrations publiques contractent des emprunts et les remboursent, ou reçoivent des dépôts de tiers pour gérer leurs liquidités. Il comprend aussi la variation nette des avoirs que ces administrations détiennent sous forme de monnaie et de dépôts.
Fonds communs ou paniers communs	Instrument d'intervention des PTF. Ils permettent aux PTF de cofinancer des programmes d'envergure dans une perspective d'harmonisation des procédures et des conditions de décaissements. Dans sa mise en œuvre, un PTF chef de file est désigné pour assurer la coordination avec le gouvernement
Formation brute de capital fixe (FBCF)	Dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, plus les variations nettes du niveau des stocks. L'accroissement du capital fixe recouvre les travaux d'amélioration foncière (clôtures, fossés, canaux d'écoulement, etc.) ; les installations et achats d'outillages et de matériels ; et la construction de routes, voies ferrées, et autres infrastructures, y compris les écoles, les immeubles de bureaux, les hôpitaux, les logements privés et les établissements commerciaux et industriels. Les stocks comprennent les quantités de marchandises détenues par les entreprises pour faire face à des fluctuations temporaires ou imprévues des niveaux de la production ou des ventes, ainsi que les « travaux en cours ». D'après le SCN de 1993, les acquisitions nettes de biens de valeur font également partie de la formation de capital.
Entente directe	Lorsque l'autorité contractante engage les discussions qui lui paraissent utiles avec un entrepreneur, un fournisseur, ou un prestataire de services et propose à l'autorité compétente l'attribution du marché à celui qu'elle a retenu. Le marché peut être passé par entente directe dans les cas suivants : 1. extrême urgence, pour les travaux, fournitures ou services que l'autorité contractante doit faire exécuter en lieu et place de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire défaillant ; 2. catastrophe naturelle renvoyant au déclenchement des forces de la nature entraînant d'importants dégâts et tout autre événement analogue imprévisible, indépendant de la volonté de l'autorité contractante et qu'elle ne peut surmonter en dépit de sa diligence et ne permettant pas de respecter les délais prévus dans les conditions d'appel à la concurrence nécessitant une intervention immédiate et lorsqu'elle n'a pas pu prévoir les circonstances qui sont à l'origine de l'urgence ;

Concepts	Définitions
	3. lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul fournisseur ou un seul prestataire ; 4. lorsque les marchés ne peuvent être confiés qu'à un prestataire déterminé pour des raisons techniques ou s'il y a une nécessité de continuer avec le même prestataire ou pour des raisons artistiques ; 5. lorsque les prestations requièrent la sélection d'un consultant particulier en raison de sa qualification unique ou de la nécessité de continuer avec le même prestataire ; 6. lorsque les prix unitaires des biens sont réglementés ou font l'objet d'une tarification et que le montant du contrat est strictement inférieur à deux cent cinquante millions (250 000 000) de francs CFA toutes taxes comprises ; 7. lorsque la procédure de demande de cotation est infructueuse ; 8. pour les prestations spécifiques dont la liste et les modalités de mise en œuvre sont données par arrêté du ministre en charge du budget.
Importations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands provenant du reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services hors facteurs.
Importations Free On Board (FOB)	Valeur des marchandises importées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques	Impôt annuel perçu sur les bénéfices des activités ou des professions industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, pastorales et forestières exercées par les exploitants individuels. Il est également perçu sur les bénéfices réalisés par les titulaires de permis d'exploitation minière et d'autorisation d'exploitation de carrières.
Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements (IRC)	Impôt appliqué aux revenus de capitaux mobiliers entendus comme les intérêts, arrérages, primes de remboursement et tous autres produits des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ainsi que les produits des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	Impôt perçu sur les revenus distribués par les sociétés et personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés. Cet impôt est prélevé à la source sur les dividendes, jetons de présence, tantièmes, autres revenus des actions, parts sociales et obligations mis à la disposition des bénéficiaires. Il est régi par les articles 648 à 668 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de l'Impôt sur les Valeurs Mobilières.
Impôt sur les sociétés (IS)	Impôt perçu sur l'ensemble des bénéfices ou revenus des sociétés, des autres personnes morales et des organismes assimilés (regroupés sous le vocable de « sociétés ») ayant une activité commerciale.
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	Impôt dû mensuellement par les salariés domiciliés au Burkina Faso sur leurs revenus tels que les traitements publics et privés, les salaires, les indemnités, les émoluments, y compris les avantages en nature à l'exception de ceux supportés par l'Etat, les Collectivités territoriales et les Etablissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial. Autrement dit, l'IUTS est perçu sur toute rémunération versée à une personne à l'occasion ou en contrepartie d'une activité qu'elle en vertu d'un contrat écrit ou tacite qui la place en état de subordination vis-à-vis d'un employeur.
Impôts sur les revenus fonciers (IRF)	Impôt perçu sur les revenus de la location ou sous-location des immeubles bâtis ou non bâtis quel que soit leur usage, ainsi que les revenus accessoires.
Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)	Mesure de l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice synthétique de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.
Investissements de portefeuille	Achats de titres de propriété ou de créance émis par des agents non-résidents (c'est-à-dire, schématiquement, à l'étranger) par des épargnants qui ne désirent pas pour autant prendre le contrôle de l'entreprise, mais simplement placer leur argent dans une optique de rentabilité. Conventionnellement, selon le FMI, on considère qu'un achat d'action est un investissement de portefeuille (un placement) tant que le Total des actions détenues représente moins de 10 % du capital social de l'entreprise.
Investissements directs étrangers (IDE)	Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion. Plus précisément, d'après la définition du FMI, les IDE connaissent quatre formes : La création d'une entreprise ou d'un établissement; l'acquisition d'au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante ; le réinvestissement de ses bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger ; les opérations entre la maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, prêts, avances de fonds, etc.
Loi de finances initiale	Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État. Elle comprend deux parties distinctes : Dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

Concepts	Définitions
	Dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor. La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.
Loi de finances rectificative	Loi modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale de l'année (appelée aussi "collectif").
Loi de règlement	Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la Loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant par ses lois rectificatives
Marché public	Contrat administratif écrit, conclu à titre onéreux par une autorité contractante avec des entités privées ou publiques pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures, d'équipements ou de services.
Masse monétaire (M2)	Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Autrement, c'est la quantité de monnaie en circulation (ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidités) dans l'économie à un instant donné. Elle est constituée de la circulation fiduciaire, des dépôts transférables et des autres dépôts qui ne peuvent être utilisés immédiatement et sans coût comme moyen de paiement.
Minimum forfaitaire de perception (MFP)	Impôt équivalent à l'impôt sur les sociétés, perçu au titre d'une année déterminée, sur les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un montant déterminé indiqué par le Code général des Impôts.
Obligations cautionnées (OC)	Traites douanières, cautionnées par une ou plusieurs banques, souscrites au profit du Trésor public par les particuliers ou entreprises, auxquels ont été consentis des délais de paiement.
Participation de l'Etat	Dans le domaine des finances locales, la participation de l'Etat est constituée un montant prévisionnel des contributions financières de l'Etat aux dépenses de fonctionnement d'une collectivité territoriale.
Prélèvement communautaire (PC)	Un prélèvement perçu pour le compte de la CEDEAO sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de la CEDEAO (0,5% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)	Un prélèvement perçu pour le compte de l'UEMOA sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de l'Union (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Produit intérieur brut (PIB)	Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ; le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ; le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte
Programmation triennal d'investissements publics glissant	Le Programme triennal d'investissements publics glissant décrit le cadre de cohérence des investissements publics avec les grandes orientations de l'Etat définies dans les différents référentiels de développement économique et social. Il s'appuie sur le CBMT et constitue de ce fait un outil de gestion qui permet d'améliorer la transparence budgétaire et la visibilité des investissements. C'est un cadre de programmation des investissements sur une période de trois (3) ans, qui a pour ambition de présenter l'allocation des ressources budgétaires en se fondant sur des programmes réalistes et réalisables par les différents départements ministériels et institutions.
Programme	Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme. Aux programmes sont associés des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et des résultats attendus.
Ratio de la soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation	Rapport entre le service de la dette et le total des recettes d'exportation de biens et services (non facteurs de production). Elle mesure le poids de la charge de la dette par rapport aux exportations de biens et services (non facteurs de production).
Recettes	Ensemble des encaissements non remboursables et sans contrepartie provenant de prélèvements obligatoires (tels les impôts) ainsi que les encaissements non remboursables et avec contrepartie (tels que le revenu de la propriété et du patrimoine, les droits divers et redevances) ne provenant pas d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères, ou d'organisations internationales.
Recettes en capital	Paiements comportant une contrepartie correspondant à une opération en capital telle que la vente de biens de capital fixe, de stock, de terrains ou d'actifs incorporels. On rajoutera aux recettes en capital les recettes du portefeuille des participations de l'Etat et des transferts en capital (versements sans contrepartie effectuées à des fins de formation de capital) provenant de

Concepts	Définitions
	sources autres que les administrations publiques. Elles ne comprennent pas le produit des privatisations, qui doit être classé en financement.
Recettes fiscales	Paielements sans contrepartie et non remboursables effectués au profit des administrations publiques. Elles comprennent également les droits et frais perçus par les administrations n'ayant aucune commune mesure avec le coût ou l'ampleur du service fourni au payeur.
Recettes non fiscales	Elles comprennent tous les encaissements non remboursables des administrations publiques ayant une contrepartie à l'exception de ceux qui proviennent des ventes de biens en capital, toutes les amendes et pénalités à l'exception de celles relatives aux infractions fiscales, et tous les encaissements courants des administrations publiques représentant des versements volontaires, non remboursables et sans contrepartie.
Redevance informatique (RI)	Redevance perçue sur les déclarations en détail (5000 FCFA par déclaration en détail d'un article majoré de 1000 FCFA par article supplémentaire) pour les bureaux de douane informatisés.
Redevance statistique	Taxe inscrite au tableau des droits du Tarif extérieur commun de la CEDEAO (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Remise spéciale (RSP)	Remise payée sur les déclarations dont les droits et taxes sont liquidés à crédit (1 pour milles sur le montant des droits et taxes liquidés).
Ressources financières transférées	Les ressources transférées sont des ressources affectées. En effet, la loi portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso exige que tout transfert de compétences soit accompagné d'un transfert de ressources. L'Etat a commencé à procéder à partir de 2009 aux transferts de ressources.
Retenues à la source	Technique de prélèvement de l'impôt. Elle est réalisée pour l'État par un tiers payeur tel qu'un employeur (pour les revenus provenant d'une activité salariée) ou encore une banque (pour les revenus découlant de valeurs mobilières), comme un acompte sur la somme finale de l'impôt.
Retenues extérieures (RET/EXT)	Idem aux retenues à la source
Retenues intérieures (RET/INT)	Idem aux retenues à la source, avec la particularité d'être collectées par les sociétés minières sur leurs fournisseurs.
Royalties ou redevances proportionnelles	C'est un ensemble de redevances dues, en échange d'un droit d'exploitation ou de passage, au propriétaire d'un terrain. Les royalties ainsi reversées par des exploitants, sont perçues sur la base d'un protocole préalablement établi. Elles sont calculées en fonction de la valeur, du type de minerai ou carrière exploité.
Secteur primaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale est l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche ou la sylviculture.
Secteur secondaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève de l'industrie manufacturière; de l'industrie extractive; de la production et la distribution de l'électricité, de l'eau et du gaz; des bâtiments et travaux publics.
Secteur tertiaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève du commerce, du transport, des communications, des banques et assurances, des autres services et de l'administration.
Sections	Ministères ou institutions bénéficiaires de dotations budgétaires. Elles sont codifiées par deux (02) caractères et correspondent au premier niveau de la classification par destination.
Service de la dette	Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.
Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM)	Part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.
Solde budgétaire global	Capacité/besoin de financement, corrigé de la réorganisation des transactions sur actifs financiers et passifs réputées servir les objectifs de la politique générale (prêts en appui de politiques). Les prêts en appui de politiques sont ajoutés aux charges. Le produit de la privatisation tiré de la vente d'actifs non financiers et le remboursement des prêts (encadré 4.1) sont inclus dans les transactions sur postes financiers dans le calcul du solde budgétaire global.
Solde courant	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes. Ce solde indique l'effort consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public
Solde de base	Ce solde représente les recettes totales hors dons auxquelles il faut soustraire les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources internes.
Solde global	Capacité/besoin de financement, y compris les transactions sur actifs financiers et passifs liées aux objectifs de la politique économique. Les soutiens financiers accordés sous forme de crédits doivent être assimilés à des charges, mais tous les produits des privatisations (y compris la vente d'actifs fixes) doivent être inclus parmi les transactions sur actifs financiers
Solde global base engagement (déficit ou excédent)	Le solde global mesure l'écart entre les ressources (Recettes Totale et dons) et les dépenses (Dépenses Totales et prêts nets). (Excédent, si les ressources sont supérieures aux dépenses ; déficit, dans le cas contraire).
Solde global hors dons	Il est égal à la différence entre les recettes Totales et les dépenses Totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux dons. De plus, il permet de tenir compte de la nature discrétionnaire et souvent difficilement prévisible des dons.

Concepts	Définitions
Solde net de gestion	Il représente les recettes moins les charges. Le solde net de gestion est aussi égal à la variation de la valeur nette due à des transactions. C'est un indicateur synthétique de la viabilité des opérations financières de l'Etat.
Solde primaire	Ce solde représente la Capacité/besoin de financement hors charge d'intérêts ou charge nette d'intérêts. Il est utilisé pour l'analyse de la viabilité de la dette nette.
Solde primaire courant	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes hors charges de la dette. Il indique l'effort qui serait consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public si la charge de la dette ne devrait pas être payée
Soutenabilité de la dette	Situation dans laquelle un pays peut honorer toutes ses obligations en termes de service de la dette, maintenant et dans un futur déterminé, sans recourir à des restructurations de sa dette, sans accumuler d'arriérés et sans compromettre sa croissance économique.
Soutenabilité des finances publiques	Situation dans laquelle un pays est en mesure de remplir ses obligations actuelles et futures au titre du service de la dette, sans recourir aux financements exceptionnels (accumulation d'arriérés et/ou rééchelonnement) et sans compromettre la stabilité de son économie.
Stock de la dette	Il s'agit de l'encours de la dette qui prend en compte les intérêts échus.
Stratégie d'endettement public	Ensemble des décisions prises pour mettre en œuvre la politique d'endettement public et de gestion de la dette.
Tableau des opérations Financières de l'Etat (TOFE)	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	Impôt payé par les personnes physiques et morales ainsi que des organismes qui paient des rémunérations à titre de traitements, indemnités, émoluments et salaires, et le cas échéant, qui accordent des avantages en nature. La TPA est due mensuellement par les employeurs.
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôt indirect sur les dépenses de consommation payé par les entreprises sur les ventes ou les services rendus à des tiers. Dans la pratique, la TVA est payée par le consommateur et collectée par les entreprises qui participent au processus de production et de commercialisation, à concurrence d'un montant proportionnel au prix de vente hors taxe (HT). Le taux unique de 18% est applicable à toutes les opérations taxables.
Taxes superficielles	La taxe superficielle est une redevance perçue par l'Etat et les collectivités territoriales sur tout exploitant de site minier. La somme dû est proportionnelle à la superficie octroyée. Les taxes superficielles sont calculées annuellement, proportionnellement à la superficie occupée.
Tirages sur emprunts	Décaissement partiel ou total accordé par un bailleur à l'emprunteur sur le montant initialement convenu entre les deux parties.
Titre minier	C'est un Acte réglementaire donnant la prérogative d'effectuer la recherche ou l'exploitation des substances minérales conformément aux dispositions du code minier. Sont des titres miniers le permis d'exploitation de grande ou de petite mine, le permis d'exploitation semi-mécanisée de substance de mines, l'autorisation d'exploitation industrielle de substance de carrière et l'autorisation d'exploitation semi-mécanisée de substance de carrière.
Titre1	Jusqu'en 2003, il était intitulé « charge de la dette publique » Depuis 2004, il s'intitule « amortissements, charge de la dette et dépenses en atténuation des recettes ». A partir de 2017, il s'intitule « Charges financières de la dette »
Titre2	Dépenses de personnel
Titre3	Jusqu'en 2003, il était intitulé « dépenses de matériels » Depuis 2004, il s'intitule « dépenses de fonctionnement » A partir de 2017, il s'intitule «dépenses d'acquisition de biens et services »
Titre4	Transferts courants. A partir de 2017, il s'intitule « dépenses de transferts courants »
Titre5	Jusqu'en 2003, il était intitulé « dotation aux amortissements de la dette publique » Depuis 2004, il s'intitule « investissements exécutés par l'Etat ».
Titre6	Jusqu'en 2003, il était intitulé « Equipement-investissement et transferts en capital » Depuis 2004, il s'intitule «Transfert en capital »
Transferts	Les transferts concernent les virements effectués par l'Etat pour soutenir ses sous-secteurs ou d'autres secteurs de l'économie (par exemple, les subventions aux entreprises publiques, les subventions aux collectivités publiques autonomes, les bourses d'études, les subventions aux produits de première nécessité) mais aussi les dépenses liées à la participation de l'Etat aux organisations internationales, comme par exemple les cotisations annuelles.
Valeur ajoutée	Différence entre la production et les consommations intermédiaires. C'est la richesse produite par l'ensemble des unités de production.
Variations des stocks	Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.
Viabilité de la dette	Situation dans laquelle l'évolution du rapport de la valeur actualisée nette (VAN) de la dette sur les exportations de biens et services et sur les recettes budgétaires est en deçà des normes définies.

METADONNEES

1. Taux d'inflation (en %)

Objectif : Mesurer l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.			
Définition : Le taux d'inflation annuel est la variation du niveau moyen de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) entre deux années consécutives.			
$\text{Taux d'inflation} = \frac{IHPC_t - IHPC_{t-1}}{IHPC_{t-1}} \times 100$			
Référence de l'indicateur : Critère de convergence de l'UEMOA, PAP/POSEF	Producteur : INSD.	Désagrégation : Fonction de consommation, groupe et sous-groupe.	Périodicité : Mensuelle, Annuelle
Sources : INSD : Publications mensuelles IHPC, Annuaire statistique de l'INSD. Site Internet : www.insd.bf			

2. Produit intérieur brut (PIB) par tête en FCFA

Objectif : Mesurer la création de richesses.			
Définition : Le produit intérieur brut nominal correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique à une période donnée, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation. Il couvre l'ensemble des activités productrices, y compris celles du secteur informel.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{Population totale}} \text{ (en FCFA)}$			
Référence de l'indicateur :	Producteur : INSD, DGEP/IAP.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

3. Taux de croissance du PIB réel (en %)

Objectif : Mesurer la création de richesses, c'est à dire de la croissance économique, d'une année par rapport à une autre.			
Définition : Le PIB réel ou en volume (constant) est la valeur du PIB en tenant compte de la variation des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel est constitué par la valeur des biens produits au cours de la période t mesurés à prix constants. L'année de base, notée t ₀ , est 1999.			
$\text{PIB réel}_t = \sum_{i=1}^n P_i, t_0 \cdot Q_i, t$ $\text{Variation annuelle du PIB réel} = \frac{\text{PIB réel}_t - \text{PIB réel}_{t-1}}{\text{PIB réel}_{t-1}} \times 100$			
Référence de l'indicateur : PNDES	Producteur : INSD, DGEP/IAP	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Trimestrielle, Annuelle.
Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision ; Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

4. Balance commerciale en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la contribution du commerce extérieur à la création de richesses.			
Définition : La balance commerciale en pourcentage du PIB est la différence entre le montant des exportations et celui des importations, rapportée au PIB nominal et exprimé en pourcentage.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Exportations} - \text{Importations}}{\text{PIB nominal}} \times 100$			
Référence de l'indicateur :	Producteur : INSD, DGEP/IAP.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Trimestrielle, Annuelle.
Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision ; Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

5. Encours de la dette en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la capacité du pays à générer des richesses nécessaires au remboursement de sa dette.			
Définition : L'encours de la dette publique (intérieure et extérieure) est le montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal. Le produit intérieur brut correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Encours de la dette publique totale}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur : Critère de convergence de l'UEMOA.	Producteur : DGTCP, DGEP, INSD, CNPE	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Source : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision ; Site Internet : www.tresor.bf , www.dgep.gov.bf , www.insd.bf			

6. Valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la viabilité de la dette			
Définition : La valeur actuelle de la dette est égale à la somme de toutes les obligations futures au titre du service de la dette existante (principal et intérêts), actualisée au taux d'intérêt du marché. Le ratio valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB permet de mesurer la capacité du pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du remboursement de la dette.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Valeur actuelle de la dette}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur : Initiative PPTE	Producteur : DGTCP, DGEP, INSD	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision Site Internet : www.tresor.bf , www.dgep.gov.bf , www.insd.bf			

7. Service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services

Objectif : Mesurer la soutenabilité de la dette			
Définition : Le service de la dette représente l'ensemble des paiements effectués au titre du remboursement du principal d'un prêt, des intérêts et des commissions d'engagement. Le ratio du service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services permet de cerner la capacité d'un pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette extérieure, sans allègement de dette, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés sur la base des devises générées par les recettes d'exportations.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Service de la dette}}{\text{Exportations de biens et services}} * 100$			
Référence de l'indicateur : Initiative PPTE	Producteurs : DGTCP, DGEP, INSD	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision Site Internet : www.tresor.bf , www.dgep.gov.bf , www.insd.bf			

8. Aide publique au développement en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la dépendance du pays vis-à-vis de l'aide publique au développement.			
Définition : $\text{Indicateur} = \frac{\text{Aide publique au développement}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur :	Producteur : DGCOOP ; DGEP ; INSD	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Rapport pour la coopération au développement, Instrument Automatisé de Prévision. Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgcoop.gov.bf ; www.dgep.gov.bf			

9. Taux de pression fiscale

Objectif : Critère de second rang du pacte de convergence de l'UEMOA, il vise entre autre à renforcer la stabilité macroéconomique des Etats membres. Ce ratio se veut supérieur ou égal à 20%.				
Définition : Le taux de pression fiscale mesure la proportion des recettes fiscales par rapport au PIB nominal				
$\text{Taux de pression fiscale} = \frac{\text{Recettes fiscales de l'année } n}{\text{PIB nominal}} * 100$				
Référence de l'indicateur :	de ODD, PNDES	Producteur :	CNPE.	Désagrégation :
				Non désagrégé.
				Périodicité :
				Annuelle.
Source : Annuaire statistique de l'économie et des finances				

10. Incidence de la pauvreté (P₀)

Objectif : Mesurer la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités.				
Définition : Proportion d'individus considérés comme pauvres dans une population donnée. Un individu est dit pauvre lorsque son bien-être n'atteint pas un niveau considéré comme minimum « raisonnable » selon des critères spécifiés.				
$\text{Indicateur}(P_0) = \frac{\text{Nombre d'individus considérés comme pauvres}}{\text{Population totale}} * 100$				
Référence de l'indicateur :	de ODD, PNDES	Producteur :	INS.D.	Désagrégation :
				Région, milieu de résidence.
				Périodicité :
				Quinquennale.
Source : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf .				

11. Profondeur de la pauvreté (P₁)

Objectif : Mesurer le degré de gravité de la situation des pauvres.				
Définition : Déficit total de tous les pauvres en termes de consommation par rapport au seuil de pauvreté. Il caractérise le manque à combler pour amener tous les pauvres au seuil de pauvreté.				
$\text{Indicateur } (P_1) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z - y_i}{z} \text{ avec } q = \text{nombre d'individus considérés comme pauvres}$				
n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y _i =dépense moyenne par individu pauvre				
Référence de l'indicateur :	de ODD, PNDES	Producteur :	INS.D.	Désagrégation :
				Région, milieu de résidence.
				Périodicité :
				Quinquennale.
Source : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf .				

12. Sévérité de la pauvreté (P₂)

Objectif : Mesurer l'éloignement moyen des pauvres du seuil de pauvreté.				
Définition : Mesure liée de très près à l'écart de la consommation par rapport au seuil de pauvreté, mais elle accorde aux plus pauvres une pondération plus grande dans l'agrégation qu'aux moins pauvres.				
$\text{Indicateur } (P_2) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^2 \text{ avec } q = \text{nombre d'individus considérés comme pauvres}$				
n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y _i =dépense moyenne par individu pauvre				
Référence de l'indicateur :	de ODD, PNDES	Producteur :	INS.D.	Désagrégation :
				Région, milieu de résidence.
				Périodicité :
				Quinquennale.
Source : Annuaire statistique national Site Internet : www.insd.bf .				

13. Indice du développement humain

Objectif : Mesurer le développement humain.			
Définition : Le calcul de l'IDH est basé sur trois dimensions essentielles du développement humain à savoir la santé / longévité mesurée par l'espérance de vie à la naissance, l'instruction mesurée par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire et les conditions de vie mesurées par le logarithme du Revenu National Brut (RNB) par habitant en Parité du Pouvoir d'Achat (PPA).			
$IDH = \sqrt[3]{\text{Indice de longévité} * \text{Indice d'instruction} * \text{Indice de revenu}}$			
La formule générale de calcul de chacun des trois indices est la suivante : $\frac{\text{Valeur constatée} - \text{Valeur min}}{\text{Valeur max} - \text{Valeur min}}$			
avec :			
Indice	Mesure	Valeur maximale	Valeur minimale
Longévité	Espérance de vie à la naissance (EV)	83,4 ans	20 ans
Instruction	Durée moyenne de scolarisation pour les adultes	13,1 ans	0
	Durée attendue de scolarisation	20,6	0
Condition de vie	Log RNB par habitant (en PPA)	107721	100
Référence de l'indicateur :	Producteur : PNUD.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Institut National de la Statistique Sites Internet : www.undp.org ; www.insd.bf			

EQUIPE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE

Nom et Prénom(s)	Structure
SANE/CONGO Aïssata	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
NANEMA Marcellin	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Franck Edouard	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
GANSONRE Ismaël	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
BAYALA Bouboulé	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Mahamadi	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
NIKIEMA Joseph	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO A. Guélilou	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ZONGO Alexis	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ZIBA Y. Aubin	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
SANGO/SAWADOGO Rihanata	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
SIMPORE Charles W.	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
TRAORE Yé Ida	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ZIBA Didier Arnaud	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ZAMPALIGRE Ahmed	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DIALLO Assane	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Ousséni	Direction générale du Budget
LANKOANDE Clément	Direction générale du développement territoriale
NANA Souleymane	Direction générale de la coopération
KI/OUEDRAOGO Fatoumata	Secrétariat permanent de la promotion de l'inclusion financière
SAWADOGO Lassinin	Direction générale des douanes
SOULAMA Tiakoumbié	Direction générale des impôts
OUATTARA Ibrahim	Institut national de la statistique et de la démographie
SENI Yves Innocent	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/RG
KABORE Roland	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/DSOFE
ZALLE Hamadé	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/DDP
SAWADOGO Yahaya	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
OUEDRAOGO W. Claver	Direction générale des collectivités territoriales
BAMOGO Jean Paul	Direction de l'administration et des finances
OUEDRAOGO W. P. Justin	Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest
LOUGUE Théodore	Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'état
OUEDRAOGO Kadiatou R.	Direction des ressources humaines
BOUDA/YAMEOGO T. Odette	Secrétariat permanent du comité national de politique économique
KERE Brahim	Direction générale de l'économie et de la planification

